

Hors-Série Shelter Projects

Inondations

*RETOURS D'EXPÉRIENCES SUR DEUX DÉCENNIES DE
PROJETS D'ABRIS D'URGENCE FACE AUX INONDATIONS*



Hors-Série Shelter Projects

Inondations

RETOURS D'EXPÉRIENCES SUR DEUX DÉCENNIES DE PROJETS D'ABRIS D'URGENCE FACE AUX INONDATIONS

Cette brochure a été initialement publiée en anglais en octobre 2024, développée avec la contribution de l'USAID - Bureau of Humanitarian Assistance (USAID-BHA). La version française a été publiée en février 2025, indépendamment de l'USAID-BHA.

Les partenaires du Groupe de Travail Shelter Projects et les agences soutenant cette publication



**GLOBAL
SHELTER CLUSTER**

Coordinating Humanitarian Shelter and Settlements

Inondations

Publié en 2024 par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), au nom du Global Shelter Cluster.

Disponible en ligne sur www.shelterprojects.org

Les droits d'auteur de cet ouvrage sont détenus par la FICR, l'OIM, le HCR et UN-Habitat. La reproduction à des fins non lucratives est encouragée.

Les droits d'auteur des photographies et des images restent la propriété des photographes ou des entités dont les noms apparaissent sur chaque photo ou légende. Le Global Shelter Cluster et ses membres peuvent utiliser les photos, à condition de les mentionner de manière appropriée.

Citation suggérée : *Global Shelter Cluster (2024), Hors-Série Shelter Projects : Inondations*, www.shelterprojects.org

CLAUSE DE NON-RESPONSABILITÉ

Les cartes contenues dans cette publication sont fournies à titre d'illustration uniquement et ne doivent pas être considérées comme faisant autorité. Bien que tout ait été mis en oeuvre pour garantir l'exactitude et l'exhaustivité du contenu de cette brochure, aucune responsabilité ne peut être acceptée en cas d'erreurs ou d'omissions qu'elle contiendrait.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Global Shelter Cluster aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites, ni quant à leur système économique ou à leur degré de développement.

Les prix approximatifs sont indiqués en dollars américains (USD), sur la base des taux de change en vigueur au moment du projet.

Cette publication a été publiée sans avoir été formellement éditée par l'OIM.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs de chacun des articles et ne représentent pas nécessairement les opinions des partenaires du groupe de travail et des agences de soutien, sauf indication contraire.

Droits d'auteur pour la photo de couverture :

© Megan Kirby / IOM, Bor Soudan Du Sud, December 2020

Droits d'auteur pour les photos de la quatrième de couverture :

© IOM Myanmar Réponse aux inondations 2015

© IOM Pakistan, 2012

© Philipp Hübner/ UNHCR, Kutupalong, Cox's Bazar, Bangladesh,

© Muse Mohammed/ IOM, Malakal, Soudan Du Sud 2017

Pour plus d'informations sur le concours de Photos *Shelter Projects*, voir www.shelterprojects.org

AVANT-PROPOS

Inondations : Retour d'expériences sur deux décennies de projets d'abris ne pouvait pas arriver à un moment plus critique. Alors que les agences humanitaires et de développement luttent contre les conséquences croissantes des inondations et du changement climatique, ce rapport met en lumière la nécessité urgente d'adopter des approches adaptatives et sensibles au genre face à des crises de plus en plus sévères. Bien que les inondations soient un phénomène mondial, leurs effets sont particulièrement dévastateurs dans les pays du Sud, notamment en Somalie, Chine, Philippines, Pakistan, Éthiopie, Inde, Brésil, Bangladesh, Soudan et Yémen. Alors que le monde s'oriente vers une élévation de la température supérieure à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels, un objectif de l'Accord de Paris de 2016, les risques d'inondation devraient s'intensifier. Cette aggravation, alimentée par le réchauffement climatique et les cycles météorologiques récurrents d'El Niño et de La Niña, pourrait affecter jusqu'à 1,8 milliard de personnes à travers le monde.

Les inondations sont de plus en plus associées aux conflits, à l'instabilité économique et aux perturbations sociales, exacerbant ainsi les déplacements forcés, la perturbation des moyens de subsistance, l'insécurité alimentaire, les migrations et les difficultés économiques. Bien que les avancées en matière d'infrastructures et de systèmes d'alerte précoce aient permis de réduire le nombre de victimes, la fréquence croissante de ces crises continue de déstabiliser les communautés et d'éroder les moyens de subsistance. Pour les populations vulnérables, les effets combinés de ces défis imposent une réponse rapide et coordonnée.

L'impact des inondations est exacerbé par des tendances sociales et économiques globales. L'extension des établissements informels, l'urbanisation non maîtrisée et la localisation des camps de réfugiés et de personnes déplacées amplifient fréquemment les conséquences humanitaires, particulièrement dans les zones en conflit. Parallèlement, des facteurs économiques tels que la déforestation et l'exploitation minière augmentent les risques d'inondation. Les phénomènes climatiques récurrents d'El Niño et de La Niña ajoutent une couche supplémentaire de vulnérabilité, provoquant des cycles de fortes pluies et de sécheresse qui déstabilisent les systèmes alimentaires, aggravent les

déplacements de populations et mettent à mal les ressources disponibles pour faire face aux crises.

L'égalité entre les sexes est cruciale pour répondre aux conséquences des inondations. Si les femmes et les filles sont souvent confrontées à des risques accrus, tels que l'exposition à la violence, la perte de leurs moyens de subsistance et l'accès limité aux ressources, elles jouent également un rôle central dans la recherche de solutions. Elles sont essentielles pour renforcer la résilience, diriger les efforts de relèvement et assurer une préparation durable aux catastrophes. Investir dans les femmes et les filles n'est pas seulement une obligation morale, c'est aussi une nécessité pratique, car cela peut transformer les communautés et construire des systèmes plus solides et inclusifs. Les leçons apprises des inondations soulignent l'importance de stratégies sensibles au genre qui favorisent l'autonomie des femmes, soutiennent leurs initiatives de résilience et les positionnent comme des actrices clés dans la création de solutions durables et équitables face aux défis des inondations.

Cette brochure hors-série du Shelter Projects présente un ensemble remarquable de stratégies d'adaptation développées par des programmes d'abris d'urgence opérant dans des conditions extrêmes et avec des ressources limitées. Face aux effets complexes et en chaîne du changement climatique, des conflits et des transformations sociales, ces études de cas fournissent des informations essentielles sur la préparation, la réponse, la récupération et la réduction des risques. Cette collection met en lumière l'urgence de traiter les vulnérabilités physiques et sociales des communautés touchées par les inondations, tout en visant des impacts durables et à long terme à travers des interventions en matière d'abris.

Ce travail de retour d'expériences prometteuses met en avant des arguments solides pour souligner le rôle crucial du secteur du logement et de l'habitat dans la réduction des risques de catastrophe, le renforcement de la résilience et la promotion de l'égalité des sexes au sein des communautés vulnérables à l'échelle mondiale.

Reena Ghelani

14-11-2024



REENA GHELANI a été désignée le 15 janvier 2024 coordinatrice de la crise climatique El Niño / La Niña par M. Martin Griffiths, Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordinateur des secours d'urgence.

La coordinatrice de la crise climatique collabore étroitement avec les membres du comité permanent interorganisations, incluant les agences des Nations Unies, les organisations non gouvernementales, les sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, ainsi que d'autres partenaires et institutions financières internationales, pour coordonner une réponse efficace aux conséquences humanitaires de la crise climatique et d'El Niño dans les pays les plus vulnérables.



Fig. 1: © IOM, Mamasapano, Philippines, 2023.

REMERCIEMENTS

Cette brochure hors-série du *Shelter Projects* portant sur les inondations a été coordonnée et supervisée par le groupe de travail Shelter Projects du Global Shelter Cluster, composé de représentants de : la Croix Rouge Australienne, CARE International, le Conseil Danois pour le Réfugiés (DRC), Habitat for Humanity International, IMPACT Initiatives, InterAction, la Fédération Internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (FICR), l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), le Conseil Norvégien pour le Réfugiés (NRC), Oxford Brookes University, Programme des Nations-Unies pour les Etablissements Humains (UN-Habitat), le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR), USAID Bureau of Humanitarian Assistance (USAID-BHA).

Le contenu et les conclusions de cette brochure ont été élaborés par Tom Bamforth, avec le soutien de Tegan Saunders, ainsi que les contributions de : Elsa Perreau (IMPACT Initiatives), Pascal Panosetti, (GSC/IFRC), Step Haiselden (CARE International), Stephanie Loose (UN-Habitat), et des collègues de l'équipe globale de l'OIM chargée des abris d'urgence (Alberto Alcalde, Carolina Cordero-Scales, Myriam Azar, Ahmad El Husseini, Nasima Akter et Antoine Barbier).

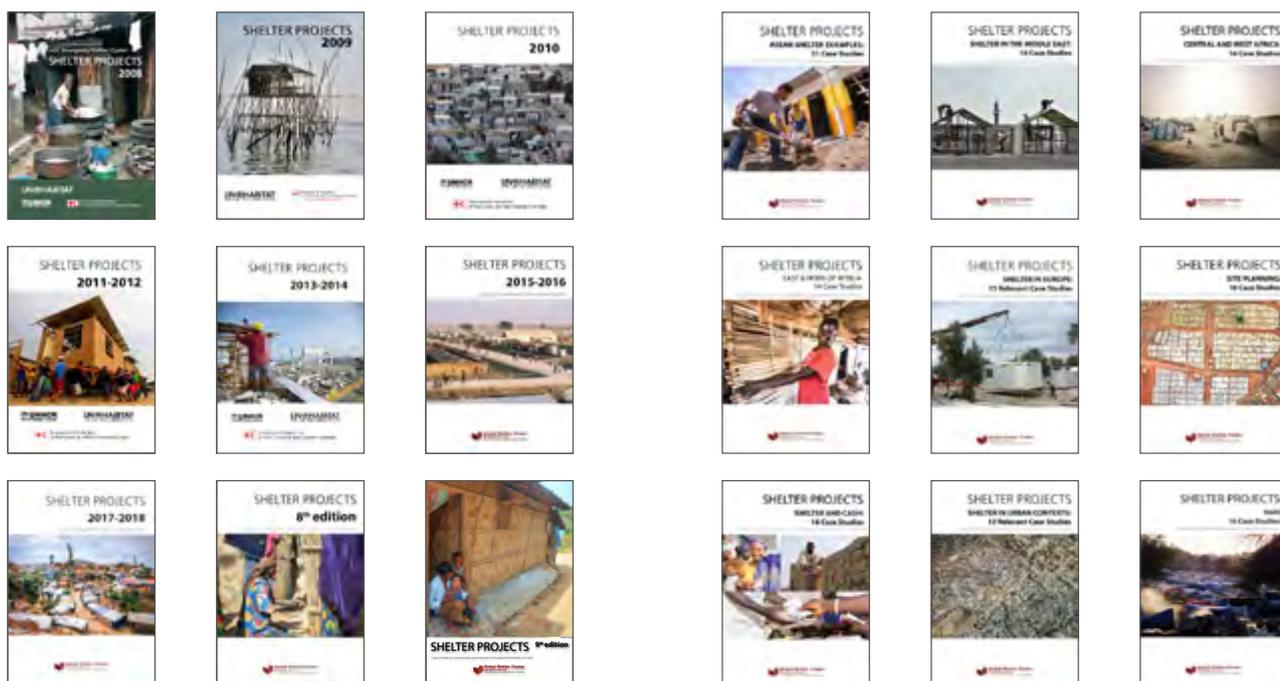
Les éditeurs tiennent à exprimer leur gratitude envers tous les contributeurs des *Shelter Projects Editions* et les membres du groupe de travail, qui ont généreusement consacré leur temps et leur expertise à la réalisation de cette publication ainsi que de toutes celles qui l'ont précédée.

Nous adressons des remerciements particuliers aux experts et aux acteurs clés suivants, qui ont été consultés dans le cadre de cette recherche et dont les idées et perspectives ont enrichi l'ensemble du texte :

- Dr Aaron Opdyke – University of Sydney
- Aiman Zoraiky, Shelter Cluster Yemen
- Andrianina Formazan, Shelter Cluster Madagascar
- Bernhard Barth, UN Habitat
- Charles Kelly, Global Shelter Cluster
- Emilia Wahlstrom, UNEP/OCHA
- Ibere Lopes, Global Shelter Cluster
- Jamie Richardson, CRS
- Joud Keyyali, CARE International
- Julian Tung, CARE Türkiye
- Kazi Rabeye Ame, CARE Bangladesh
- Madeline Marara, Global Shelter Cluster
- Mandy George, Global Shelter Cluster
- Martha Kow Donkor, Shelter Cluster Yemen
- Minar Thapa, Sindh Housing Recovery Platform Coordinator (Pakistan)
- Zahirul Alam, Shelter Cluster Bangladesh

Cette brochure hors-série du *Shelter Projects* a été financée par les contributeurs suivants :

- USAID Bureau of Humanitarian Assistance (USAID-BHA)- *English Version in october 2024*;
- Organisation Internationale pour les Migrations (OIM).



Pour tout commentaire, réaction ou question, veuillez consulter le site: <https://www.shelterprojects.org/> ou contacter shelterprojects@sheltercluster.org

LÉGENDE TABLEAU RÉCAPITULATIF

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES OPTIONS D'HABITATS, DES MÉTHODES DE SOUTIEN ET DES TYPES D'ASSISTANCE EN ABRIS PRÉSENTÉS DANS LES ÉTUDES DE CAS

CRISE	Conflit	Conflict	
	Complexe	Complexe	
	Catastrophe	Inondations	
		Cyclone/Tempête	
Préparation			
CONTEXTE	Localisation	Urbain	
		Peri-urbain	
		Rural	
OPTIONS D'HABITATS / SITUATION	Non-déplacés / Retournés	Occupation par le propriétaire	
		Location	
		Occupation informelle	
	Déplacés, dispersés	Location	
		Familles d'accueil	
		Spontané / auto-installé	
	Déplacés, communaux	Centres collectifs	
		Site/établissement planifié	
		Site non-planifié	
		Sites de réinstallation prévus	
		Réinstallation dispersée	

Le tableau donne un résumé de la légende :

- Contexte:** les projets sont-ils situés dans des contextes urbains, périurbains et/ou ruraux.
- Options d'habitats / Situation:** le type d'établissements dans lesquels les personnes ont été aidées (ou aidées à retourner/emménager)
- Types d'assistance en matière d'abris:** Grandes catégories d'assistance en abris fournies par le projet.
- Méthodes de soutien:** Méthodes et modalités par lesquelles les personnes ont été aidées. Cela inclut différentes formes d'interventions basées sur des transferts monétaires, des distributions en nature de divers articles d'abri et de ménage, ainsi qu'un large éventail d'autres méthodes de soutien.

TYPES D'ASSISTANCE EN ABRIS		Abri d'urgence	
		Abri transitoire/semi-permanent	
		Soutien à la famille d'accueil	
		Aide à la location	
		Logement de base	
		Réparation/rénovation/réhabilitation de logements	
		Logement permanent	
LES MÉTHODES DE SOUTIEN	Interventions en Espèces	Travail contre rémunération	
		Transfert conditionnel d'argent	
		Bons d'achat/espèces affectés	
		Inconditionnel et non affecté	
		Prêts / microcrédits, etc.	
	Distribution en nature	Articles ménagers	
		Matériel pour abris (y compris kits)	
		Outils/Fixations	
		Articles WASH (et kits)	
		Plaidoyer / Assistance juridique	
		Planification de site / d'établissement	
		Infrastructure	
		Formation / Renforcement des capacités	
		Assistance technique / Assurance qualité	
		Évaluation structurelle	
		Lignes directrices / Communication de masse	
	Gestion de site		
	Enlèvement des débris / gravats		

ACRONYMES

AGD	Age, Genre et Diversité	IEC	Information, éducation et communication
AAP	Responsabilité a l'égard des populations affectées	IM	Gestion de l'information
ABA	Approche par zone (Area Based Approach)	OING	Organisation internationale non-gouvernementale
BBS	Build Back Safer	IP	Partenaire de mise en œuvre (Implementing Partners)
CBI	Intervention en espèce	MoU	Protocole d'accord (Memorandum of Understanding)
CCFS	Programme d'aide financière conditionnelle pour la construction d'abris	M&E	Suivi et évaluation (Monitoring & Evaluation)
CFW	Travail contre rémunération	NDMA	Autorité nationale de gestion des catastrophes
CCCM	Coordination et gestion des camps	NFI	Article(s) non-alimentaire(s)
CMRU	Cellules municipales de résilience urbaine	ONG	Organisation non-gouvernementale
CGI	Éléments de qualité de construction	PDM	Post distribution Monitoring (Suivi post-distribution)
CRS	Catholic Relief Services	PDMA	Autorité provinciale de gestion des catastrophes
DMU	Unité de gestion des catastrophes	PASSA	Approche participative pour la sensibilisation aux abris sûrs
DRR	Réduction des risques de catastrophes	SAG	Groupe consultatif stratégique
EAP	Protocoles d'action précoce	SOP	Procédures Opérationnelles Standard
EVI	Personnes extrêmement vulnérables	SUFAL	Supporting Flood Forecast-Based Action and Learning (Soutien à l'action et à l'apprentissage fondés sur la prévision des inondations)
GBV	Violence fondée sur le sexe	SHRRP	Sindh Housing Recovery and Reconstruction Platform (Plate-forme pour la reconstruction et la relance du logement dans le Sindh, Pakistan)
GEDSI	Genre, diversité et inclusion sociale	TPM	Tierce partie chargée de la surveillance
SIG	Systèmes d'information géographique	ONU	Organisation des Nations Unies
GSC	Global Shelter Cluster	WASH	Eau, Assainissement et Hygiène
LTP	Logement, terre et propriétés		
HRP	Plan de réponse humanitaire		
HNRP	Plan de réponse aux besoins humanitaires		
HNO	Aperçu des besoins humanitaires		
PDI	Personne Déplacée Interne		

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	18
1. LEÇONS APPRISSES DES PROJETS D'ABRIS	24
a. Vue d'ensemble	
b. Approches communautaires et territoriales	
c. Réduction des risques de catastrophes par les communautés dirigées par des femmes	
2. PRÉPARATION	28
a. Médias sociaux et communication	
b. Inondations : des messages IEC pour un impact plus large	
c. Préparation aux inondations dans une zone de conflit (nord-ouest de la Syrie)	
d. Action anticipée et financement basé sur les prévisions	
3. RÉPONSE	34
a. Articles non-alimentaires (NFIs) et aide en nature	
b. Le rôle du transfert monétaire dans les interventions en cas d'inondations	
c. Réponse aux inondations et COVID-19	
4. RÉDUCTION DES RISQUES	40
a. Réduction des risques d'inondation au niveau communautaire	
b. Réduction des risques d'inondation dans les camps de déplacés et de réfugiés	
5. RELÈVEMENT ET SOLUTIONS DURABLES	48
a. Limites de l'assistance en abris en réponse à des inondations	
6. LOGEMENT, TERRE ET PROPRIÉTÉ (LTP)	54
7. DIVERSITÉ DES GENRES ET INCLUSION SOCIALE	58
ANNEXES	62

Cher lecteur, si vous accédez à cette publication en ligne, veuillez noter qu'en cliquant sur chaque étude de cas mentionnée, vous pourrez accéder au PDF en ligne pour chacune d'elles.

La version en ligne de cette publication est accessible sur

<https://www.shelterprojects.org/shelterprojects-compilations/Shelter-Projects-Floods-2024FR.pdf> (Version Française)

<https://www.shelterprojects.org/shelterprojects-compilations/Shelter-Projects-Floods-2024EN.pdf> (Version Anglaise)

VUE D'ENSEMBLE

Inondations : Retour d'expériences sur deux décennies de projets d'abris d'urgence ne pouvait pas arriver à un moment plus critique, alors que les personnes et les organisations travaillant dans le secteur abris sont confrontées à l'intensification, à la fréquence croissante et à l'impact de plus en plus important des inondations.

Au cours des vingt dernières années, les inondations ont touché 1,6 milliard de personnes et, au cours des cinquante dernières années, elles ont causé des pertes économiques de 115 milliards de dollars américains¹. Alors que les inondations sont un phénomène mondial (qui causera des ravages en Europe centrale en 2024), les déplacements liés aux inondations et à la sécheresse affectent particulièrement les pays du Sud tels que la Somalie, la Chine, les Philippines, le Pakistan, l'Éthiopie, l'Inde, le Brésil, le Bangladesh et le Yémen². L'impact du changement climatique et du réchauffement de la planète, ainsi que les conditions découlant des cycles météorologiques El Niño et La Niña, devraient entraîner une augmentation des risques d'inondation à l'échelle planétaire. On estime que 1,8 milliard de personnes, soit 23 % de la population mondiale, sont confrontées à un risque important d'inondation³. Avec des déplacements de plus en plus prolongés dus aux conflits, les inondations constituent un risque humanitaire majeur dans des contextes tels que le nord-ouest de la Syrie, le Soudan, le nord du Nigeria et le Yémen, et ajoutent un niveau encore plus élevé de souffrance aux personnes fuyant les conflits ainsi qu'une complexité supplémentaire pour les intervenants humanitaires. Les zones côtières à forte inégalité, y compris une forte proportion d'établissements humains informels, ainsi que les villes deltaïques sujettes aux affaissements de sol (par exemple Bangkok, Jakarta, Lagos, La Nouvelle-Orléans, etc.) et les petits États insulaires, sont très vulnérables et ont subi les impacts des tempêtes violentes, des inondations et de l'accélération de l'élévation du niveau de la mer⁴. Les catastrophes exacerbent les niveaux déjà élevés de violence fondée sur le genre ainsi que les inégalités plus larges entre les hommes et les femmes⁵.

Les travailleurs humanitaires sont fréquemment confrontés à l'exigence de faire davantage avec des ressources limitées, tout en relevant des défis complexes et interconnectés. Ces défis incluent les catastrophes, les effets croissants du changement climatique, les conflits, l'urbanisation accélérée et les transformations économiques. Selon les estimations des grandes tendances du secteur, moins de 30 % des familles touchées reçoivent une aide en matière d'hébergement au cours de l'année suivant une catastrophe⁶.

Néanmoins, les acteurs du secteur abris ont su développer une expertise remarquable dans l'adaptation des programmes d'assistance, malgré des circonstances complexes et des ressources souvent limitées. Les publications Shelter Projects compilent plus de 60 études de cas portant sur l'assistance en abris en réponse à des inondations dans 26 pays au cours des vingt dernières années. La brochure Inondations : Retour d'expériences sur deux décennies de projets d'abris d'urgence s'appuie sur ces études de cas ainsi que sur une sélection d'entretiens. Ce document met en lumière les leçons apprises, les réussites et les lacunes des programmes d'assistance en

abris, tout en explorant comment les communautés réagissent, se rétablissent et renforcent leur résilience face aux risques croissants associés aux inondations et au changement climatique.

RÉSUMÉ THÉMATIQUE

1. Approches communautaires et Territoriales

La brochure met en avant de nombreux exemples illustrant la participation, la responsabilisation et l'autonomisation des communautés, tout en soulignant l'importance des partenariats et de la construction de relations de confiance pour répondre durablement aux besoins en matière d'abris et de logements. Les projets conçus et pilotés par des femmes ont souvent favorisé des initiatives à l'échelle communautaire, privilégiant des actions locales plutôt que la construction d'abris individuels.

2. Préparation

Information & communication

Les études de cas mettent en évidence le rôle crucial des médias sociaux et des campagnes de communication innovantes, notamment dans les économies fortement urbanisées et nouvellement industrialisées. Elles soulignent également les défis associés, tels que la fracture numérique, la propagation de la désinformation, la responsabilité des acteurs et l'accès aux populations vulnérables.

Reconnaissant l'importance d'une communication efficace pour maximiser l'impact des messages sur les abris sûrs, les messages clés ont été testés et validés par les membres de la communauté. Des illustrateurs locaux ont également été mobilisés pour transformer le contenu technique en un langage visuel accessible et adapté aux contextes culturels.

Les interventions à long terme impliquent une collaboration avec les homologues gouvernementaux pour réviser les codes de construction en y intégrant des dispositions spécifiques aux inondations. Elles incluent également la mise en place de programmes de formation destinés à renforcer des compétences essentielles, afin de mieux accompagner les communautés dans leur relèvement après des inondations de grande ampleur.

3. Réponse

Article en nature

Les articles en nature sont conçus pour fournir aux ménages une protection essentielle contre les éléments en situation d'urgence. Ils incluent des tentes, des bâches, des kits d'outils, des kits de réparation, des ustensiles de cuisine, des kits d'hygiène, des moustiquaires, des couvertures, des lampes solaires, ainsi que des filtres et purificateurs d'eau. Bien qu'efficaces pour répondre aux besoins humanitaires immédiats, il a été reconnu que ces articles en nature ne soutiennent pas directement les efforts de relèvement à plus long terme.



Fig. 2: © Philipp Hübner / UNHCR. Kutupalong, Cox's Bazar, Bangladesh, 2017.

Le transfert monétaire dans les interventions en cas d'inondation

La modalité de transfert monétaire inconditionnel (MPG) offre aux ménages touchés par les inondations la possibilité de réparer leurs premiers abris et de remplacer les articles ménagers de base perdus lors de la catastrophe. Cependant, des préoccupations ont été soulevées concernant les programmes exclusivement basés sur la distribution d'argent, qui, en l'absence de planification technique ou de mesures supplémentaires pour réduire les risques, peuvent perpétuer la vulnérabilité des bénéficiaires. Les études de cas soulignent également l'importance cruciale d'intégrer une perspective de genre dans la conception et la mise en œuvre des programmes d'aide financière.

Réponse aux inondations et COVID-19

La pandémie de COVID-19 a mis en évidence le rôle essentiel de l'habitat dans la préservation de la santé. Les études de cas illustrent comment les agences humanitaires impliquées dans le secteur abris ont collaboré avec les gouvernements et les communautés pour diffuser des messages de sensibilisation à la santé, notamment sur les adaptations nécessaires des logements pour garantir une bonne ventilation, créer des espaces de vie supplémentaires et aménager des zones d'isolement, éléments cruciaux en période de pandémie.

4. Réduction des risques

Les études de cas soulignent à plusieurs reprises l'expérience des organisations confrontées à des problèmes humanitaires complexes, notamment en réponse aux inondations dans des contextes marqués par l'augmentation des déplacements de

population, l'informalité urbaine, ainsi que par des conflits prolongés et des migrations forcées exacerbées par les effets du changement climatique. Un thème récurrent dans ces études de cas sur la réponse aux inondations est l'effort d'élargir la portée des programmes pour inclure ces problématiques dans des cadres 'humanitaires' souvent trop étroits, qui limitent la portée et le financement disponible pour répondre à des besoins et des défis humanitaires croissants.

En outre, les études de cas soulignent que les interventions ciblent les personnes et les communautés les plus vulnérables qui ont souvent des besoins complexes et peu de ressources. De nombreuses communautés touchées par les inondations ne disposent pas d'un régime foncier sûr ou peuvent vivre dans des "zones rouges" désignées par les autorités comme présentant un risque élevé et ne se prêtant donc pas à l'installation. Dans certains contextes de conflit, la capacité à mettre en œuvre des programmes de réduction des risques à long terme peut être limitée en raison des perceptions selon lesquelles cela pourrait conduire à une installation permanente, malgré la nature de plus en plus prolongée des déplacements provoqués par les conflits.

Pour ces raisons, les projets d'abris et les études de cas sur les inondations évoluent dans un contexte politique délicat lorsqu'ils sont mis en œuvre auprès des communautés les plus pauvres et vulnérables, vivant dans les zones les plus exposées aux risques. De nombreuses interventions liées aux inondations, telles que décrites dans les éditions des Shelter Projects, ont été qualifiées de 'légères', 'progressives', 'transitoires' ou 'dignes', dans le but d'optimiser leur impact malgré les contraintes financières et politiques pesant sur les programmes à long terme.



Fig. 3: © Bria Fast. Népal, 2016. Un maçon pose des briques lors de la reconstruction d'une maison après le tremblement de terre au Népal.



Fig. 4: Paraguay, 2019. Étude de cas du A9, Shelter Projects 8e édition..

5. Reconstruction & Solutions Durables

Dans certains cas, les études de cas soulignent l'importance de la collaboration avec les autorités locales pour la réinstallation de communautés particulièrement vulnérables. Elles mettent en avant la nécessité de consultations appropriées, de services adaptés aux sites de relogement, ainsi que de l'accès continu aux moyens de subsistance. De plus, elles insistent sur la préservation de la continuité culturelle, en raison du rôle central de la terre dans l'identité des communautés. D'autres projets de redressement à plus long terme se sont concentrés sur la réhabilitation des logements et des infrastructures, avec la construction de maisons pilotes dans chaque commune servant de modèles reproductibles. Ces projets ont également intégré le renforcement et la régénération des moyens de subsistance (microfinance communautaire, sécurité alimentaire, travail rémunéré), ainsi que des initiatives visant à promouvoir l'hygiène, à sensibiliser à l'égalité des sexes et à prévenir la violence basée sur le genre (VBG).

6. Logement, Terre & Propriété (LTP)

L'absence de sécurité d'occupation peut compromettre toute intervention en matière d'hébergement et constitue un défi récurrent pour les programmes d'hébergement qui travaillent souvent avec les personnes les plus défavorisées sur le plan économique, vivant dans des zones à haut risque sans sécurité d'occupation des terres. Cette situation peut s'aggraver en cas de conflit, souvent avec la perte massive de documents relatifs aux droits de l'homme et démontrant la sécurité de l'occupation.

Diverses expériences ont été décrites dans les études de cas, notamment le plaidoyer, le partenariat avec les agences gouvernementales pour formaliser le régime foncier et les négociations avec les propriétaires pour organiser l'achat progressif de terres. Un certain nombre d'études de cas ont observé que l'absence de régime foncier signifiait que les interventions devaient être clairement temporaires ou «

transitoires ». Une étude de cas décrivait la reconstruction lors de la réponse aux inondations qui incluait un toit conçu pour être enlevé et emporté si le ménage était expulsé⁷.

7. Diversité des Genres & Inclusion Sociale

Les catastrophes aggravent les niveaux déjà élevés de VBG ainsi que les inégalités de genre existantes. Les femmes sont plus susceptibles de mourir lors d'une catastrophe que les hommes, en raison de l'intersection de diverses vulnérabilités. L'inégalité entre les sexes face aux catastrophes a des répercussions graves sur la capacité des communautés à se préparer et à réagir aux inondations. Elle compromet également les efforts de réduction des risques et de renforcement de la résilience, en raison de la perte de vies et de moyens de subsistance causée par la violence et la discrimination.

La prise en compte des risques de VBG au niveau communautaire permet aux praticiens du secteur abris d'évaluer l'impact des programmes sur des problématiques telles que la surpopulation, la densité des sites, ainsi que l'accès aux installations sanitaires, aux marchés et aux articles de secours d'urgence. Les programmes participatifs et inclusifs peuvent non seulement améliorer le statut des femmes dans la société, mais aussi réduire les risques de VBG⁸.

Lors de la réponse au typhon Haiyan aux Philippines, les femmes ont joué un rôle central dans la conception des abris, veillant à inclure des éléments garantissant leur intimité et leur dignité, tels que des cloisons internes pour séparer les zones de sommeil, des revêtements opaques et des espaces dédiés aux activités d'hygiène et d'assainissement, réduisant ainsi les risques de VBG. La participation des femmes aux programmes d'assistance en abris a renforcé les approches communautaires et assuré une communication étendue des messages d'alerte et des protocoles d'action précoce, y compris auprès des groupes socialement isolés, en cas de catastrophe.

RECOMMANDATIONS

Aux décideurs politiques et aux donateurs :

- **Investissement dans la réduction des risques :** Les programmes d'assistance en abris jouent un rôle crucial dans le renforcement de la résilience des communautés. L'investissement dans la réduction des risques s'avère rentable et constitue un pilier fondamental pour une réponse humanitaire rapide et efficace. Cependant, l'approche actuelle du financement des crises, fondée sur des cycles d'essor et d'effondrement à court terme, entrave la nécessité impérieuse de renforcer la résilience à long terme, notamment face aux crises environnementales récurrentes exacerbées par le changement climatique.
- **Développement d'approches d'assistances en abris spécifiques pour l'action anticipative et le financement basé sur les prévisions :** Bien que le financement basé sur les prévisions et l'action anticipative soient principalement centrés sur l'aide d'urgence, ces mécanismes pourraient être élargis grâce à des partenariats avec les gouvernements, les acteurs humanitaires et les bureaux météorologiques. Cela permettrait de soutenir la réduction des risques de manière plus systémique, en particulier au niveau des établissements, y compris dans les contextes d'informalité urbaine.

Aux acteurs du développement et aux gouvernements :

- **Renforcer le lien entre la réponse humanitaire et les processus de redressement, de planification et de développement à long terme :** La réponse humanitaire et les besoins de développement à long terme sont souvent perçus comme distincts, chacun suivant des phases, des calendriers et des mécanismes de financement différents, bien qu'ils interviennent fréquemment dans les mêmes régions et communautés. Des partenariats solides entre les acteurs humanitaires, les acteurs du développement et les gouvernements peuvent combler cet écart, favoriser la réduction des risques à long terme et soutenir les processus de planification pour les communautés les plus vulnérables et exposées. Trop souvent, les communautés se retrouvent dans un "état de suspension" entre la fin d'une intervention humanitaire et l'arrivée des acteurs du développement et de la réduction des risques à long terme.
- **Coordination des flux de financement entre l'aide humanitaire et le développement au sein des gouvernements donateurs** Il y a souvent un manque de coordination entre l'aide humanitaire et le développement à long terme des pays donateurs. Une meilleure collaboration sera essentielle pour faire face aux défis liés à la réduction des risques, au changement climatique et aux déplacements prolongés.
- **Planifier le relèvement dès que possible après une catastrophe, en établissant un lien avec les acteurs humanitaires :** Bien que des progrès aient été réalisés, un décalage important - parfois de plusieurs années - persiste entre les actions de relèvement immédiat après une catastrophe et les processus de relèvement plus

formels et à long terme. Il est crucial de commencer à planifier le relèvement beaucoup plus tôt, afin de garantir une transition fluide et coordonnée avec les acteurs humanitaires et de développement.

- Pour les communautés vulnérables, cela signifie souvent que les interventions transitoires à court terme des agences humanitaires se pérennisent et ne s'intègrent pas dans des processus de planification ou d'investissement à plus grande échelle.
- **Codes de construction spécifiques aux inondations et messages clés :** Il est possible de collaborer avec les partenaires humanitaires et de développement pour adapter les codes de construction, en y intégrant des éléments spécifiques aux risques d'inondation. Parallèlement, il convient d'élaborer des messages clés destinés aux communautés, portant sur les mesures essentielles pour renforcer la résilience des abris et des territoires face aux inondations. Si la préparation aux tremblements de terre a fait l'objet de nombreux investissements et recherches, l'adaptation des infrastructures aux risques d'inondation reste encore insuffisamment développée.

Aux acteurs humanitaires :

- **Augmentation de l'impact :** De nombreuses études de cas des éditions Shelter Projects se concentrent sur des initiatives spécifiques dans des communautés ciblées. Bien que cette approche soit essentielle, une question encore plus cruciale demeure : comment étendre l'impact à une échelle plus large? Les partenariats avec les gouvernements et les acteurs du développement, ainsi que l'établissement de liens durables avec les communautés, sont essentiels pour soutenir un impact à grande échelle, au-delà des frontières d'une intervention ou d'un projet unique.
- **Présence à long terme dans le pays et développement de partenariats nécessaires :** Bien que cette question soit en partie liée au financement, les agences humanitaires internationales restent rarement présentes au-delà de la phase d'urgence. Il est cependant impératif de prolonger cette présence pendant la période de redressement, tout en forgeant des partenariats locaux solides, notamment dans les contextes de crises récurrentes aggravées par le changement climatique.
- **Utilisation accrue de la technologie dans les interventions de planification :** De nombreuses études de cas se sont concentrées sur la participation communautaire et les approches consultatives. Cependant, peu d'entre elles ont exploré l'utilisation de la technologie (prévisions, cartographie des vulnérabilités, cartographie des inondations) comme outil de planification, et comment cette technologie pourrait enrichir les processus communautaires. Cela offrirait une meilleure manière de soutenir les liens entre les processus de planification à long terme et les acteurs gouvernementaux et de développement.



Fig. 5: © IOM, Mamasapano, Philippine, 2023.



INTRODUCTION



Impact Global des Inondations

Inondations : *Retour d'expériences sur deux décennies de projets d'abris d'urgence* ne pouvait pas arriver à un moment plus critique, alors que le secteur abris est confronté à l'impact croissant des inondations. Au cours des vingt années d'expérience en matière de programmes d'assistance en abris couvertes par les études de cas des éditions Shelter Projects, on estime à 3'371 le nombre d'inondations enregistrées⁹. Au cours des vingt dernières années, les inondations ont touché 1,6 milliard de personnes et, au cours des cinquante dernières années, elles ont causé des pertes économiques de 115 milliards de dollars américains¹⁰. Les inondations sont un phénomène mondial (elles seront dévastatrices en Europe centrale en 2024), mais les déplacements liés aux inondations et à la sécheresse touchent surtout les pays du Sud, comme la Somalie, la Chine, les Philippines, le Pakistan, l'Éthiopie, l'Inde, le Brésil, le Bangladesh, le Soudan et le Yémen¹¹. Bien que le nombre total de décès liés aux catastrophes ait diminué au cours du siècle dernier grâce aux systèmes d'alerte précoce, à l'amélioration des infrastructures et à des réponses humanitaires plus nombreuses et coordonnées¹², le nombre de déplacements forcés, de perturbations des moyens de subsistance, de migrations contraintes et de pertes économiques a considérablement augmenté ces dernières décennies. Près de 95 % des pertes d'infrastructures et des dommages signalés entre 2010 et 2019 étaient attribuables à des catastrophes liées à l'eau¹³. En 2023, le coût mondial des inondations a été estimé à 20,37 milliards de dollars¹⁴.

Rien qu'en 2024, les grandes inondations au Yémen ont touché plus de 562'000 personnes¹⁵. Au Brésil, 2 millions de personnes ont été touchées et 600'000 ont été déplacées par les inondations et les violentes tempêtes qui les ont accompagnées¹⁶. Aux Philippines, le typhon Gaemi a déplacé 237'000 personnes et affecté plus de trois millions de personnes dans tout le pays, causant des dommages considérables à la capitale¹⁷. Des inondations majeures ont eu lieu en Europe, au Nigeria, au Bangladesh et au Soudan. Des images étonnantes ont émergé du désert du Sahara qui a été inondé pour la première fois en cinquante ans en octobre 2024¹⁸. La mise à jour d'août 2024 de l'Organisation météorologique mondiale sur El Niño/La Niña confirme désormais une probabilité de 60 % de transition vers un événement météorologique La Niña¹⁹.

Les événements La Niña passés ont été un facteur majeur des inondations massives au Pakistan en 2010, ainsi que dans une grande partie de l'Asie du Sud, de l'Australie et de l'Amérique du Sud, tout en contribuant aux sécheresses en Afrique de l'Est²⁰.

Les niveaux extraordinaires de destruction causés par les inondations devraient s'intensifier, le monde étant en voie de dépasser le seuil de 1,5 °C au-dessus des niveaux préindustriels fixé par l'Accord de Paris de 2016, conçu pour limiter les impacts les plus graves du changement climatique²¹. L'impact du changement climatique et du réchauffement de la planète, ainsi que les conditions découlant des cycles météorologiques El Niño et La Niña, devraient entraîner une augmentation des risques d'inondation à l'échelle mondiale et affecter 1,8 milliard de personnes²².

Les inondations figurent également parmi les principaux moteurs de déplacements et de migrations forcées à l'échelle mondiale. Elles peuvent survenir dans des zones de conflit, perturber les chaînes d'approvisionnement alimentaire et favoriser la propagation de maladies d'origine hydrique²³. Les méga-inondations au Pakistan en 2010, par exemple, ont causé des destructions massives, touchant plus de vingt millions de personnes et laissant quatorze millions sans abri. En outre, ces inondations ont entraîné des épidémies de gastro-entérite, de diarrhée, de choléra et de paludisme, aggravant encore les souffrances des populations affectées²⁴.

Les catastrophes accentuent les inégalités entre les sexes et exacerbent les niveaux déjà élevés de violence liée au sexe. Une analyse rapide du genre réalisée par CARE à la suite des inondations au Burundi en 2023 a révélé que les femmes et les filles étaient parmi les plus vulnérables aux effets des inondations, 26 % d'entre elles craignant de se rendre au marché ou dans d'autres lieux publics de peur d'être victimes d'abus sexuels. Cette situation a de profondes répercussions personnelles, sociales et économiques. L'impact économique de la violence liée au sexe est estimé entre 2 et 3,5 % du PIB mondial²⁵. L'inégalité entre les sexes face aux catastrophes a de graves répercussions sur la capacité des communautés à se préparer et à réagir aux inondations et compromet la réduction des risques et le renforcement de la résilience par la perte de vies, de moyens de subsistance et de réseaux de résilience communautaires dirigés par des femmes en raison de la violence et de la discrimination.

Les inondations sont des phénomènes complexes, intensifiés par des dynamiques sociales et économiques plus larges. Elles peuvent être provoquées par divers facteurs, notamment des événements hydrométéorologiques tels que des pluies intenses, des lâchers de barrages, des tsunamis, des cyclones, des ondes de tempête, ainsi que par les impacts croissants du changement climatique.



Fig. 6: © Joseph Ashmore, Bénin, 2010. Shelter Projects (2015-2016) Etude de cas A16, Les inondations ont endommagé les logements, les terres et d'autres biens, et ont provoqué le déplacement des personnes touchées vers des sites temporaires et des familles d'accueil.



Fig. 7: © Charmalee Jayasinghe. Sri Lanka 2017. Projets d'abris (2017-2018) Étude de cas A24.

La catégorie plus large des inondations ou submersions englobe le changement climatique et l'élévation du niveau de la mer, qui entraînent des déplacements à long terme ainsi que la nécessité de planifier les établissements et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation. D'autres tendances sociales et économiques peuvent accroître les risques et l'exposition aux inondations. Cela inclut la croissance des établissements informels, l'urbanisation rapide et non planifiée, le choix des sites pour les camps de réfugiés et de PDI, ainsi que des processus économiques tels que la déforestation et l'exploitation minière.

Dans un contexte de déplacements de plus en plus prolongés dus aux conflits, les inondations représentent un risque humanitaire majeur, notamment dans des régions comme le nord-ouest de la Syrie, le Soudan, le nord du Nigeria et le Yémen. Elles ajoutent un niveau supplémentaire de souffrance aux personnes fuyant les conflits et accroissent la complexité des interventions humanitaires.

Les crises touchant les zones urbaines ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, avec des inondations à grande échelle devenant des catastrophes récurrentes dans des villes comme Manille, Jakarta, Lagos, La Nouvelle-Orléans, Chennai et Bangkok. Parallèlement, les tsunamis et les cyclones ont provoqué des dévastations généralisées. La vulnérabilité urbaine a connu sa plus forte progression dans les établissements informels et non planifiés, où il existe "une forte corrélation entre les établissements informels, l'exposition aux dangers, la vulnérabilité et le risque de catastrophe"²⁶. En 2007, pour la première fois dans l'histoire, la population urbaine mondiale a dépassé la population rurale.

D'ici 2050, 70 % de la population mondiale résidera dans des zones urbaines, notamment dans les villes du Sud, où les populations urbaines ont augmenté de 300 % au cours des 40 dernières années²⁷. Les zones côtières marquées par de fortes inégalités, avec une proportion importante d'établissements informels, ainsi que les villes deltaïques sujettes à l'affaissement des sols (comme Bangkok, Jakarta, Lagos, La Nouvelle-Orléans, etc.), et les petits États insulaires, sont particulièrement vulnérables. Ces régions ont déjà subi les conséquences de tempêtes violentes, d'inondations et de l'accélération de l'élévation du niveau de la mer²⁸.

Abris et Établissements humanitaires

Les intervenants humanitaires sont de plus en plus appelés à accomplir davantage avec moins de ressources pour faire face aux défis complexes et interconnectés posés par les catastrophes, ainsi que par les processus interdépendants du changement climatique, des conflits, de l'urbanisation et des transformations économiques. Bien que ce phénomène ne soit pas exclusivement lié aux inondations, le Global Shelter Cluster (GSC) suit les programmes d'abris en réponse aux urgences internationales dans 42 pays, où il dispose d'une plateforme de coordination active. Le GSC vise à soutenir 32 millions de personnes, sur un total estimé de 92 millions de personnes ayant besoin d'assistance en matière d'abris à l'échelle mondiale. Environ un tiers des 3,1 milliards de dollars nécessaires pour atteindre cet objectif ont été reçus pour l'année en cours²⁹. Cela reflète les tendances générales du secteur, où les estimations montrent que moins de 30 % des familles reçoivent une aide à l'hébergement dans l'année qui suit une catastrophe³⁰.



Fig. 8: © Nate Webb / IOM. Crise des Rohingyas; 2019. Cox's Bazar, Bangladesh.

Néanmoins, les acteurs du secteur du logement ont acquis une expertise précieuse dans l'adaptation des programmes de logement et d'établissement face à ces circonstances complexes, souvent avec des ressources limitées. Ces programmes couvrent une gamme d'interventions allant de la préparation et la réponse à la gestion du rétablissement et à la réduction des risques, dans le cadre d'approches et de planifications globales des abris et des établissements. Ils reflètent une prise de conscience croissante de la nécessité de traiter les vulnérabilités physiques et sociales sous-jacentes des populations exposées au risque d'inondation, tout en cherchant à garantir l'impact durable des interventions en matière d'abris.

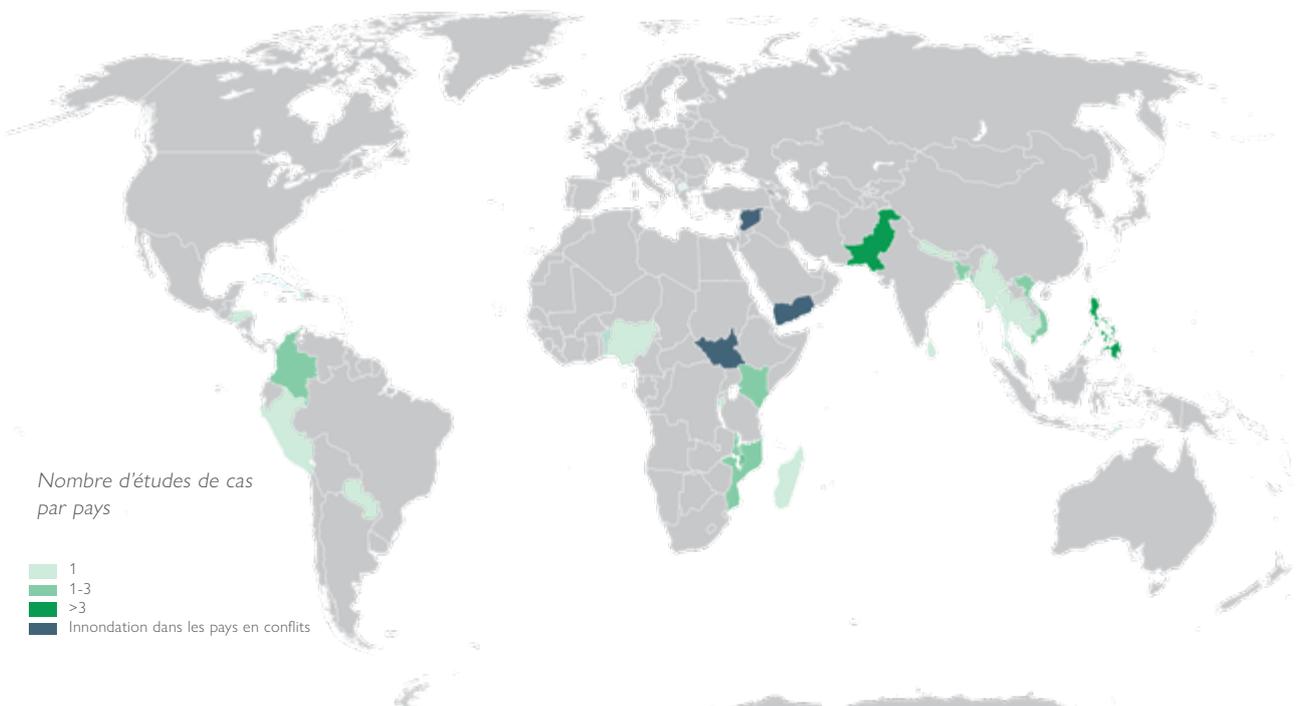
Inondations : Retour d'expériences sur deux décennies de projets d'abris d'urgence

La brochure offre un aperçu des effets des inondations sur différentes régions du monde, tout en soulignant le rôle essentiel du secteur dans la préparation, la réponse, le rétablissement et la résilience. Au cours des deux dernières décennies et de l'année écoulée, les agences spécialisées dans l'intervention en matière d'abris ont fourni un soutien crucial aux communautés touchées par des inondations majeures et d'autres catastrophes.

De nombreuses expériences ont été documentées dans les éditions des Shelter Projects. En s'appuyant sur ces publications et études de cas, cette brochure identifie les leçons apprises, les points forts et les lacunes des opérations d'hébergement. Elle a pour objectif de guider et d'améliorer les bonnes pratiques dans la fourniture d'un soutien immédiat et à moyen terme, tout en favorisant la résilience à long terme des communautés touchées. Ces communautés, confrontées à l'escalade des menaces liées aux inondations et au changement climatique, doivent non seulement répondre à ces crises, mais aussi se rétablir et renforcer leur résilience.

Cette brochure repose sur l'analyse et la synthèse de plus de 60 études de cas de projets d'assistance en abris dans le contexte des inondations, menées dans plus de 26 pays au cours de près de vingt ans. Les études de cas ont été enrichies par quinze entretiens avec des praticiens du secteur travaillant aux niveaux local, national et mondial.

INDEX DES ÉTUDES DE CAS SUR LES INONDATIONS PAR PAYS PUBLIÉES DANS LES ÉDITIONS SHELTER PROJECTS (2008-2022)





1. LEÇONS APPRISSES DES PROJETS D'ABRIS

À travers les différentes phases de l'intervention (préparation et réduction des risques, réponse, relèvement et solutions durables).



VUE D'ENSEMBLE

Les projets d'assistance en abris suite aux inondations ont évolué au fil du temps, passant d'une distribution de biens de première nécessité, tels que des tentes et des kits d'abris, à des programmes plus complexes. Les programmes de réponse aux inondations les plus récents ont intégré de plus en plus de mécanismes de distribution d'argent, de processus d'engagement communautaire solides, ainsi qu'une attention particulière à l'égalité des sexes et à l'inclusion, tout en mettant l'accent sur la planification des établissements. Les interventions en matière d'abris ont également évolué rapidement, passant d'une réponse immédiate aux besoins vitaux à des programmes de relèvement précoce et de réduction des risques à long terme, soutenus par un engagement continu avec les communautés affectées par les inondations. L'action anticipative, l'utilisation de l'imagerie satellitaire et les partenariats avec les organisations météorologiques sont devenus des éléments clés pour garantir une alerte et une action précoces dans les zones et communautés les plus vulnérables. Tandis que la majorité des études de cas des projets Shelter se concentrent sur la réponse, le rétablissement et l'adaptation, les études de cas les plus récentes soulignent l'expansion des domaines d'intervention vers le rétablissement à long terme, en soutenant des solutions durables à travers la relocalisation et en plaidant pour les droits fonciers et l'accès aux services essentiels tels que l'éducation, la santé et les opportunités de moyens de subsistance.

Il est essentiel de souligner que les études de cas mettent en lumière des défis émergents dans les projets d'assistance en abris. Parmi ces défis figurent l'ampleur, la gravité et l'imprévisibilité croissantes des phénomènes météorologiques liés au changement climatique, ainsi que l'impact de plus en plus marqué des inondations, qui touchent un nombre de plus en plus élevé de personnes et entraînent des déplacements massifs.

On s'inquiète de plus en plus des conséquences de l'inégalité économique croissante, qui pousse les populations à s'installer dans des zones à haut risque, comme les rives des rivières ou les plaines inondables, souvent dans des environnements urbains non planifiés. Une grande partie de ce travail sur les impacts plus larges des abris a commencé avec la réponse aux crises. La plupart des exemples de préparation et de réduction des risques liés aux inondations proviennent de l'extension des programmes de réponse aux inondations et reflètent les efforts des acteurs du secteur pour maximiser l'impact des interventions d'urgence, souvent à court terme.

“ La programmation en matière d'abris et d'établissements humains a bien changé ces dix dernières années. Ce n'est plus juste une question de distribuer des kits d'abris. Aujourd'hui, les vraies questions sont : comment s'assurer qu'on travaille avec les capacités des communautés pour réduire les risques de catastrophes? Et comment trouver des solutions locales qui répondent vraiment aux besoins et à l'ampleur des événements?

Les programmes d'hébergement des agences seules ne suffisent généralement pas à répondre à la demande. C'est en travaillant ensemble, en renforçant le système global, qu'on pourra atteindre l'échelle nécessaire pour faire face aux défis actuels. ” (Jamie Richardson, CRS)



Fig. 10: © Loetitia Raymond, Bénin, 2010. Shelter Projects (2015-2016) Étude de cas A16

Malgré des ressources financières limitées, les études de cas des éditions Shelter Projects ont gagné en profondeur et en sophistication au fil des années, mettant de plus en plus l'accent sur l'impact à long terme des interventions.

APPROCHES COMMUNAUTAIRES ET TERRITORIALES

Les études de cas soulignent l'importance essentielle de la participation de la communauté, en reconnaissant que les programmes d'abris se concentrent souvent sur des résultats tangibles, comme le nombre d'unités construites ou d'autres critères techniques, parfois en réponse aux exigences des bailleurs de fonds. L'article d'opinion “Designing Shelter Programs that Empower Communities” souligne que les programmes doivent être conçus en s'appuyant sur les forces locales, en reconnaissant les capacités, les ressources et l'expertise existantes qui peuvent être mobilisées pour faciliter le relèvement après une catastrophe.

“L'autonomisation consiste à permettre aux communautés de passer du rôle de simples bénéficiaires de la conception, de la planification et de la prise de décision, à celui de concepteurs, planificateurs et décideurs eux-mêmes. Sans diminuer la valeur des connaissances et de l'expertise technique que les praticiens des abris, ou les gouvernements locaux ayant autorité sur leurs citoyens, apportent, il est important de souligner que les communautés sont, par droit, les véritables expertes de leurs contextes culturels, de leurs pratiques locales et de leurs dynamiques sociales”^{32,34}

La mise en œuvre des principes d'autonomisation, d'inclusion, de responsabilité et de prise de décision participative et dirigée par la communauté est un thème récurrent dans les études de cas présentées dans cette brochure. Ces approches participatives, ainsi que l'importance du partenariat, de la confiance et de la solidarité, sont mises en avant comme des leviers essentiels pour répondre aux besoins à long terme en matière d'abris, de logements et d'infrastructures, tout en apportant un soutien psychologique aux communautés après une catastrophe.³¹

Un exemple frappant de cette approche est celui des inondations au **Paraguay**, où les partenaires de mise en œuvre ont consulté les groupes communautaires et les structures de leadership locales. Les membres de la communauté ont été activement impliqués dans la formation et la distribution des articles de secours. Des supports d'information, d'éducation et de communication (IEC) ont été élaborés en étroite concertation avec les communautés locales, garantissant ainsi que les messages étaient adaptés et pertinents pour leurs besoins spécifiques³².

Des processus de participation significatifs ont également joué un rôle clé en mettant l'accent sur les questions liées aux territoires, comme en témoigne la réponse aux inondations de Dili au **Timor-Leste** en 2021. Ces processus participatifs ont inclus des évaluations des risques et des conceptions de projets visant à répondre aux besoins au niveau local tout en permettant à la communauté de se remettre sur pied. Chaque village a développé un ensemble d'activités adaptées à ses besoins spécifiques, telles que la réparation et/ou la reconstruction des canaux de drainage, la gestion des déchets, la réparation du système d'approvisionnement en eau, la construction de murs de soutènement et l'édification de bâtiments communautaires.

Bien que cela n'ait pas conduit à la construction d'abris traditionnels, “les interventions des autorités locales ont considérablement amélioré les conditions de vie de la population”, selon l'étude de cas.

Réduction des risques de catastrophes par les communautés dirigées par des femmes

Les études de cas sur les inondations mettent en évidence l'importance de soutenir les organisations communautaires locales dirigées par des femmes pour avoir un impact plus large, notamment auprès des communautés vulnérables et économiquement marginalisées. C'est le cas au **Cambodge**, où les risques d'inondations, de tempêtes, de typhons, de sécheresses cycliques et de changement climatique sont importants. La marginalisation sociale et économique croissante, ainsi que l'urbanisation rapide, ont exacerbé la vulnérabilité liée au logement, entraînant la prolifération d'installations informelles dans des zones sensibles aux glissements de terrain et aux inondations, telles que les bords de route, les voies ferrées, les berges de rivières et les canaux. Ces zones manquent souvent de titres de propriété et d'accès à des services de base, tels que l'assainissement, et les conditions de logement y sont médiocres.

Dans ce contexte, le projet d'assistance en abris a mis l'accent sur la participation des femmes en adoptant une approche participative, notamment à travers la sensibilisation à la sécurité des abris (PASSA), afin de promouvoir la réduction des risques de catastrophe. L'intervention s'est centrée sur les femmes de la communauté, particulièrement vulnérables en raison de leurs responsabilités culturelles normatives telles que l'approvisionnement en eau, la cuisine, la gestion des tâches ménagères et les pratiques d'assainissement. Le projet a favorisé un partenariat avec le gouvernement pour aborder les questions de planification locale et de régime foncier. Il a également soutenu la création de groupes communautaires de microfinancement dirigés par des femmes, qui ont investi dans des mesures locales de réduction des risques, telles que la gestion des déchets et l'éclairage solaire. Les membres de ces groupes ont utilisé des prêts pour développer leurs moyens de subsistance, améliorer leurs abris (réparations et rénovations), et renforcer l'accès à l'eau potable et à des installations sanitaires (raccordement à l'eau claire et construction de construction)³³. Travailler avec des groupes communautaires dirigés par des femmes a permis de mieux intégrer les enjeux liés aux établissements humains dans la conception, le financement et la mise en œuvre du projet..

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP9 TH / A9 / PARAGUAY			
SP9 TH / A20 / TIMOR LESTE			
SP9 TH / A16 / CAMBODGE			





Fig. 12: Des messages IEC élaborés localement sur la construction de maisons plus sûres ont été diffusés par le biais du magazine communautaire de Lafaek. Shelter Projects (2017-2018) Sri Lanka, étude de cas A24



Fig. 13: Manuel national des abris », page 5. Conseils pour sécuriser les maisons contre les vents violents en maintenant une distance de sécurité par rapport aux arbres et en renforçant les structures à l'aide de matériaux appropriés pour la protection en cas de catastrophe.

Les interventions à long terme décrites dans les études de cas sur les inondations des éditions Shelter Projects incluent une collaboration avec les homologues gouvernementaux pour développer des révisions spécifiques aux inondations des codes de construction existants, ainsi que des programmes de formation visant à renforcer les compétences essentielles nécessaires à la résilience des communautés face à des inondations de grande ampleur. Au **Népal**, par exemple, le code de construction a été largement influencé par la nécessité de résister aux tremblements de terre, en raison des risques sismiques élevés. Toutefois, le pays comporte également des zones de basse altitude sujettes aux inondations, où les codes actuels et les formations de maçons restent principalement axés sur les spécificités des régions himalayennes. Cette situation reflète l'investissement considérable consenti depuis des décennies dans la recherche, l'éducation et la formation sur les tremblements de terre, alors qu'un effort comparable pour les inondations, tant en termes de financement que de codification, reste à développer.³⁸

Dans ce contexte, il a été constaté que l'approche privilégiée par les agences gouvernementales en matière de reconstruction était souvent de suivre un ensemble standardisé de plans. Cependant, pour répondre à l'échelle des besoins et tenir compte des différentes capacités, atouts et situations des familles et communautés, il a été jugé plus efficace de promouvoir des messages clés sur les normes de construction. Ces messages ont permis de garantir une construction de qualité tout en respectant la diversité des besoins. En mettant l'accent sur les principes de relèvement et de réduction des risques, ces messages ont renforcé la sensibilisation et l'adhésion aux codes de construction, tout en soutenant les processus d'auto-rétablissement. En privilégiant le soutien à l'auto-réhabilitation basé sur des principes de construction essentiels plutôt que sur des conceptions rigides, cette approche a permis de mieux adapter les solutions aux besoins variés des ménages et des communautés en matière de logement et d'aménagement urbain.³⁹

“ Nous travaillons en zones de conflit où chaque année des inondations se produisent.”

(Martha Kow Donkor, Shelter Cluster Yemen)

Dans le nord-ouest de la **Syrie**, 1,8 million de personnes vivent dans des sites de déplacement non planifiés et auto-construits, souvent sous tentes et dans des abris de fortune. Ces populations sont confrontées à des conditions hivernales extrêmement difficiles, avec des températures glaciales, de la pluie et des chutes de neige. Les sites manquent de planification, d'infrastructures et de systèmes de gestion, et

sont fréquemment situés sur des terres agricoles ou à proximité de réseaux fluviaux. Ces problématiques structurelles, combinées aux fortes précipitations hivernales et printanières, exposent ces sites à des risques accrus d'inondation. En 2022, environ 30 % des sites de personnes déplacées dans cette région ont été touchés par des inondations, affectant plus de 540'000 personnes.

En surélevant les tentes d'environ vingt centimètres à l'aide de bases en béton et en gravier, les intervenants ont pu réduire les risques de dommages aux habitations et aux biens essentiels pour le bien-être des ménages, comme les tapis, matelas et couvertures, qui pourraient être endommagés par l'humidité, compromettant ainsi la capacité des familles à se réchauffer. Cette élévation a également offert un certain niveau d'isolation thermique contre le froid. Cependant, les interventions plus globales visant à renforcer l'infrastructure communautaire et à prévenir les inondations, notamment par l'installation de réseaux de drainage, ne faisaient pas partie de ce projet.

“ Les vies et les moyens de subsistance sont autant affectés par les inondations et les catastrophes que par les conflits. ”

(Mandy George, GSC)

En raison du risque récurrent d'inondation, l'aplanissement du sol autour des tentes et l'ajout de bases en béton ont constitué une solution rentable pouvant être adaptée aux tentes et aux abris de fortune existants. Cela a permis aux personnes déplacées qui faisaient partie du projet de rester sur place et de limiter les perturbations et les déplacements ultérieurs. Dans un contexte de conflit prolongé où les solutions durables sont encore loin, les bases de tentes combinées à une sous-couche de polyéthylène agissant comme une barrière de décharge offrent une amélioration significative des conditions de vie. Il est important de noter que la base en béton de la tente, ainsi que les améliorations plus générales apportées au site, ont jeté les bases d'un progrès progressif ultérieur vers des abris plus durables.⁴⁰

Action anticipée et financement basé sur les prévisions

Bien que cela ne soit pas largement reflété dans les études de cas des projets Shelter, il est de plus en plus urgent de mettre l'accent, dans le secteur au sens large, sur des modèles d'action anticipative et de financement basé sur l'anticipation.

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRI	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP9 TH / A27 / SYRIAN ARABIAN REP.			
SP7 TH / A19 / NEPAL			

Les actions anticipées sont :

- Planifié à l'avance dans le but de prévenir ou de réduire les effets d'un événement dangereux prévu avant qu'il ne se produise.
- Déclenché sur la base de prévisions ou d'analyses prédictives du moment et de l'endroit où un danger se produira.
- Mise en œuvre avant que l'impact de l'aléa, ou ses impacts les plus graves, ne se fassent sentir

L'action anticipée peut :

- Permettre aux ménages de préserver leur niveau d'apport alimentaire et de protéger leur sécurité alimentaire face aux chocs.
- Réduire le recours à des stratégies d'adaptation négatives, telles que l'endettement ou la vente d'actifs essentiels.
- Favoriser la mise en œuvre de mesures préventives pour protéger les moyens de subsistance.
- Soutenir les ménages dans la réalisation d'investissements productifs, renforçant ainsi leur capacité à générer des revenus et à améliorer leur résilience à long terme.
- Offrir une alternative plus rentable par rapport aux approches traditionnelles de réponse aux crises.⁴¹

Les projets pilotes d'action anticipée ont démontré leur importance et leur efficacité dans le secteur de l'abris, notamment au Bangladesh, où ils ont été largement déployés. Entre 1971 et 2014, le pays a subi 78 inondations qui ont causé la mort de plus de 41'783 personnes et engendré des pertes économiques considérables.⁴²

En s'appuyant sur des prévisions météorologiques, des systèmes d'alerte précoce, des transferts d'argent et des investissements dans des mesures de préparation (telles que le renforcement des maisons et la protection des moyens de subsistance), ces initiatives ont renforcé les capacités d'adaptation des communautés et réduit de manière significative les

impacts humanitaires et économiques des inondations. Dans le domaine des abris, la réduction des niveaux d'endettement grâce à une préparation proactive revêt une importance particulière, notamment dans des contextes où les ressources financières sont limitées.⁴³

Un programme d'action anticipative, mis en œuvre par une organisation bangladaise spécialisée dans les abris, a démontré son efficacité : 93 % des bénéficiaires ayant reçu des prévisions d'inondation précoces ont adopté des mesures proactives pour réduire les dommages et les pertes potentiels. Lors des inondations de 2020, ce programme a permis à chaque ménage de réaliser une économie de plus de 200 USD et de réduire de 18 % le recours aux emprunts après la catastrophe.⁴⁴

Les études de cas mettent souvent en avant des actions de préparation, des initiatives de réduction des risques, ainsi que des modèles de réponse basés sur la microfinance. Toutefois, elles abordent encore rarement ces éléments dans le cadre plus large de l'action anticipative et du financement basé sur les prévisions.

Dans de nombreux cas, les approches de préparation et de réduction des risques décrites dans les projets d'abris diffèrent et présentent une portée plus large. Elles s'inscrivent généralement dans des programmes de réponse humanitaire, cherchant à avoir un impact durable sur les communautés les plus vulnérables. Ces approches visent à répondre aux problèmes structurels liés à l'établissement post-catastrophe, malgré des contraintes de financement et des environnements politiques complexes. Une réflexion clé pour les praticiens des abris et des établissements dans le domaine de l'action anticipative est que cette dernière reste largement alignée sur les processus de secours. Par ailleurs, la diffusion des informations est souvent guidée par les fournisseurs de données, plutôt que par les besoins spécifiques des utilisateurs finaux.⁴⁵



Fig. 14: © Philipp Hübner / UNHCR/SD, Bangladesh, camp Kutupalong 4, 2018. Shelter Projects (2017-2018) Étude de cas A14.



3. RÉPONSE



Les études de cas des éditions Shelter Projects illustrent l'évolution des approches de réponse immédiate et aiguë en matière d'abris face aux inondations au cours des 20 dernières années. Ces cas mettent en lumière la vulnérabilité des communautés soutenues par ces interventions, une situation attribuable à plusieurs facteurs combinés :

- Vulnérabilité géophysique, due à la proximité des rives ou à l'habitation de zones inondables.
- Impacts du changement climatique, qui rendent les risques plus imprévisibles et plus graves.
- Dégradation environnementale et inégalités économiques, qui limitent la capacité des populations à se prémunir contre les risques.

Ces facteurs ont empêché de nombreuses familles et communautés vulnérables de disposer des ressources, des actifs ou des compétences nécessaires pour mettre en œuvre des mesures d'atténuation, telles que la relocalisation dans des zones plus sûres ou l'amélioration de leurs habitations existantes. Les éditions Shelter Projects documentent également une transition importante dans le secteur de l'hébergement : le passage d'approches centrées sur l'aide d'urgence à des stratégies plus holistiques. Ces dernières visent à s'attaquer aux vulnérabilités sous-jacentes en utilisant les crises comme catalyseurs pour initier des processus de développement durable.⁴⁶

Les études de cas des éditions Shelter Projects ont également mis en évidence la nécessité de différentes options de réponse pour faire face aux déplacements temporaires souvent engendrés par les inondations. Ces situations se caractérisent par des populations quittant provisoirement leur domicile pour se réfugier dans des centres d'évacuation, avant de retourner chez elles une fois que les eaux de crue se sont retirées.

“ Nous avons distribué des tentes, des articles de première nécessité et des vêtements d'hiver pendant de nombreuses années, mais ces mesures ne s'attaquent pas réellement à la racine du problème. En hiver, les sites de déplacés internes étaient envahis par la boue, et les conditions générales de vie étaient bien en dessous des normes acceptables. ” (Julian Tung, CARE Türkiye)

Articles non alimentaires et aide en nature

Toutes les études de cas ont souligné que la distribution d'articles non alimentaires, tels que tentes, bâches, kits de réparation, ustensiles de cuisine, moustiquaires, couvertures, lampes solaires et filtres à eau, est essentielle dans la réponse. Bien que souvent gérés séparément avec des financements

distincts, ces programmes combinent généralement des éléments d'abris, d'eau et d'assainissement.

L'objectif était d'aider les ménages touchés à se protéger des intempéries, améliorer leur intimité et leur sécurité, rendre leurs conditions de vie plus dignes et les protéger des maladies vectorielles.

Au **Pakistan**, les inondations de la mousson de 2010 ont été les pires de l'histoire du pays, endommageant ou détruisant 1,8 million d'habitations. La réponse initiale a été axée sur la distribution de biens de première nécessité, avec plus d'un million de ménages recevant des bâches, des tentes et d'autres articles non alimentaires. Le gouvernement a également mis en place des paiements en espèces via la "carte WATAN".⁴⁷

Certaines études de cas ont inclus des "kits de retour" ou "kits de nettoyage" pour soutenir le désengorgement des centres d'évacuation et faciliter les retours. À la suite des inondations de 2008 à Gonaïves, en **Haïti**, "80 % de la ville a été submergée sous deux mètres d'eau, et la décrue a laissé plus de trois millions de tonnes de boue. Plus de la moitié de la population des Gonaïves a été déplacée, trouvant refuge chez des proches ou dans plus de 200 abris collectifs installés dans des écoles, des églises et des entrepôts. Les opérations de nettoyage ont duré plusieurs mois, et de nombreuses familles n'ont pu réintégrer leurs maisons qu'après le déblaiement de la boue".⁴⁸

Les articles de réponse en nature provenaient principalement de stocks internationaux, conformément aux normes mondiales d'approvisionnement pour les articles non alimentaires liés aux abris. Ils étaient également issus de stocks de préparation nationaux, ce qui a permis d'accélérer la réponse d'urgence aux inondations, en évitant les retards administratifs, logistiques et les coûts supplémentaires liés à l'importation.

Les études de cas soulignent que bien que les kits soient standardisés, ils ont été adaptés aux besoins et contextes locaux. Cette adaptation a été réalisée grâce à des évaluations des besoins et des consultations communautaires, permettant de personnaliser les articles en nature et d'assurer leur adéquation culturelle et leur facilité d'utilisation.

Les études de cas reconnaissent les limites de la réponse immédiate avec des abris en nature. Bien qu'ils aient été utilisés pour répondre aux besoins humanitaires à court terme, ces abris n'étaient ni une "solution unique" ni un soutien direct aux programmes de redressement. De plus, certaines études soulignent qu'il existe souvent une "saison de construction" permettant d'éviter les périodes les plus difficiles de l'année,

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP3 RD / A22-25 / PAKISTAN			
SP2 ND / B6 / HAÏTI			
SP6 TH / A16 / BENIN			



Fig. 15: © Joseph Ashmore, Benin, 2010. Shelter Projects (2015–2016) Étude de cas A16.

telles que les températures hivernales. Les abris d'urgence et les articles de secours en nature ont comblé un vide temporaire, jusqu'à ce que les conditions météorologiques s'améliorent et que la "saison de construction" commence.

Transfert monétaire dans les interventions en cas d'inondations

Dans plusieurs cas, les articles en nature ont été complétés par de petites sommes d'argent liquide à usage multiple. Bien que cette aide ne soit pas directement liée aux abris, elle a facilité la réparation des premiers abris et a complété la distribution des articles en nature. De plus, l'argent liquide a été utilisé pour soutenir les processus de retour des personnes vivant dans les centres d'évacuation. Lors de déplacements prolongés, en attendant la décrue des eaux ou la fin des opérations de nettoyage, ces fonds ont permis de répondre aux besoins en matière d'abris des locataires et des communautés d'accueil.

Au **Pakistan**, après les inondations de la mousson de 2010, le gouvernement a lancé le programme de cartes ATM WATAN. Grâce à ce programme, 1,6 million de ménages ont reçu un paiement initial de 225 USD lors de la première année de l'intervention. Une deuxième phase a permis de soutenir 1,1 million de ménages gravement touchés avec des subventions en espèces de 450 USD par ménage.⁴⁹ Des ONG ont également distribué de l'argent conditionnel dans le cadre de programmes d'abris, sous forme de trois tranches de paiement aux ménages pour des travaux de construction. Contrairement à la distribution d'argent inconditionnel via les cartes WATAN, l'argent destiné à la construction, fourni par le partenaire du projet d'abris, a été suivi grâce à des coordonnées GPS et des photographies. L'octroi de la deuxième et troisième tranche était conditionné à l'achèvement de l'étape de construction précédente.⁵⁰

Les études de cas ont également souligné l'importance de l'intégration du genre dans les programmes d'aide financière. Lors de la réponse aux inondations de 2011 au Bénin, les ménages ont reçu une aide financière non conditionnelle pour faciliter leur transition hors des abris d'urgence et leur permettre de décider de l'utilisation des fonds pour répondre à leurs besoins essentiels. L'aide en espèces a été attribuée à la femme du ménage, jugée "la mieux placée pour gérer les fonds afin de répondre aux besoins de base de la famille". Bien que cette aide ne soit pas directement liée à l'hébergement, l'argent liquide a facilité la reprise des familles, et a pu être utilisé pour l'achat de matériaux de construction si nécessaire. Le projet d'hébergement faisait partie d'une approche intégrée englobant des activités liées à l'éducation, à l'eau, à l'assainissement et à l'hygiène.⁵¹

L'expérience de la réponse en espèces au **Bénin** a mis en évidence l'importance de comprendre les dynamiques familiales et les structures de groupe dans la programmation des abris. En raison d'une analyse et d'une compréhension insuffisantes des dynamiques sociales et familiales, la programmation des abris n'a pas réussi à répondre aux besoins spécifiques des ménages. Dans ce contexte, la distribution d'argent basée sur une seule unité familiale s'est avérée insuffisante, car elle ne tenait pas compte des arrangements familiaux étendus, particulièrement dans les sociétés où la polygamie est une pratique courante.⁵²

Bien que les études de cas sur les interventions en cas d'inondation soutiennent l'utilisation de l'argent liquide, elles soulignent également certaines limites des programmes d'abris. Parmi ces limites, on retrouve la disponibilité et la qualité des articles de première nécessité sur les marchés locaux, la capacité des partenaires à gérer les distributions d'argent, ainsi que des préoccupations concernant l'équité de l'aide fournie.

Des préoccupations ont également été soulevées concernant les programmes exclusivement basés sur l'argent liquide, sans soutien technique supplémentaire ni accompagnement dans la planification de l'habitat. Ces programmes pourraient, en effet, aggraver la vulnérabilité des ménages en raison de mauvaises localisations près des berges des rivières ou des plaines inondables. Les études de cas ont souligné l'importance des aspects techniques liés aux abris sûrs, tels que le choix du site, la planification des implantations pour réduire les risques, ainsi que les bonnes pratiques de construction des abris individuels, notamment des fondations solides et des raccordements adéquats. Bien que l'argent liquide polyvalent ait été utilisé pour des besoins à court terme, les transferts conditionnels d'argent liquide, qui lient l'aide financière à des critères de qualité technique, ont été la modalité préférée dans les projets Shelter décrits dans les études de cas.

Stratégie d'intervention en matière d'abris et arbre de décision pour les interventions en cas d'inondations

La stratégie d'intervention en matière d'abris pour les inondations au **Pakistan** a défini les besoins immédiats en abris et les typologies d'installations temporaires. Une préoccupation récurrente dans les études de cas est l'augmentation des installations à haut risque, notamment dans des zones sujettes aux inondations. Après les inondations, de nombreuses personnes se sont réfugiées dans des centres collectifs, des installations spontanées, des familles d'accueil ou des camps formels, recevant des articles de secours tels que des bâches et des produits de première nécessité. Lorsque les eaux se retirent, une deuxième vague d'aide commence, incluant des kits de

réparation, des kits de nettoyage et de l'aide en espèces ou sous forme de bons. À mesure que les retours progressent, les besoins en matériaux de construction, en abris temporaires et en solutions à long terme pour ceux qui ne peuvent pas rentrer (par exemple en raison de glissements de terrain) deviennent de plus en plus urgents.⁵³

Le processus a été davantage détaillé dans la version schématique de la stratégie d'hébergement pour les inondations de 2017 au **Sri Lanka**. Ces inondations ont révélé l'impact du développement rapide et non planifié de l'habitat ainsi que du changement climatique, qui ont accru la vulnérabilité du pays aux catastrophes. Avant les inondations, les districts touchés avaient connu une forte croissance démographique, avec des habitations se développant le long des rivières et des ruisseaux bordant les principales villes. L'expansion de l'habitat informel et des activités économiques a dépassé les capacités des autorités locales à gérer le développement. Face à l'installation croissante de communautés vulnérables dans des zones à haut risque, les études de cas ont mis l'accent sur la réduction des risques d'inondation. Un réseau d'organisations communautaires et les familles touchées elles-mêmes ont participé à la réparation des abris, à la construction d'abris de transition pour ceux qui ne pouvaient pas retourner chez eux, ainsi qu'à la distribution d'articles de première nécessité et à l'amélioration des installations d'évacuation. Les mesures de réduction des risques ont été intégrées à la réponse, et les matériaux récupérés ont été réutilisés pour les réparations.

Le plan d'intervention en cas de catastrophe a suivi la structure et l'arbre de décision décrits ci-dessous :

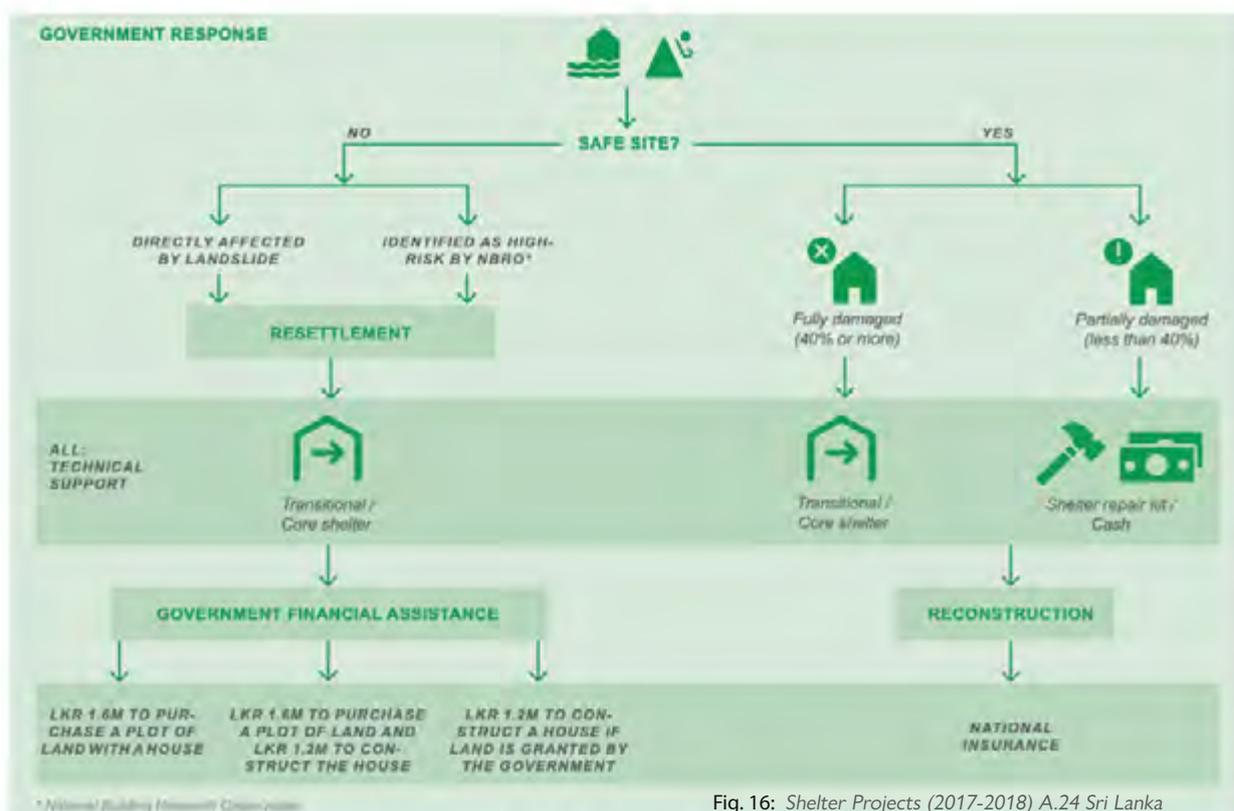


Fig. 16: Shelter Projects (2017-2018) A.24 Sri Lanka

La stratégie de réponse du Sri Lanka en matière d’abris inclut les éléments suivants :

- **Abris d’urgence:** Fournir des articles d’hébergement d’urgence, tels que des kits d’abris (comprenant des outils et des tôles galvanisées) ou leur équivalent en espèces, pour soutenir les ménages vulnérables dont les maisons ont été partiellement endommagées et qui peuvent retourner chez eux ou vivent près de leur domicile.
- **Retour:** Assister les ménages vulnérables en facilitant leur retour chez eux grâce à des kits NFI (comprenant des ustensiles de cuisine, des lampes solaires, etc.) ou leur équivalent en espèces.
- **Relogement et réinstallation:** Proposer des solutions d’hébergement transitoire pour les ménages vulnérables dans des zones à haut risque, avec la perspective de trouver des solutions de logement permanentes.
- **Soutien Technique:** Offrir des informations, de l’éducation et de la communication (IEC) sur les principes de construction sûre, la sensibilisation aux risques au niveau communautaire, ainsi que la préparation et la réduction des risques de catastrophes (RRC) tout au long de l’intervention.

Réponse aux inondations et COVID-19

“ *Le COVID-19 a souligné que le logement n’est pas seulement une question privée pour les individus et les familles, mais qu’il s’agit aussi d’une question de santé publique* ”

(Bernard Barth, UN-Habitat)

L’épidémie de COVID-19 a mis en lumière l’importance cruciale du logement dans la planification et les politiques de santé publique.⁵⁴ L’étude COVID-19 sur le logement dans les quartiers urbains informels aux **Philippines** a renforcé le lien critique entre le logement, les quartiers et la santé publique. L’étude a révélé que la majorité des habitations dans ces quartiers manquaient de ventilation adéquate, n’avaient pas d’espaces privés pour l’isolement et offraient un accès limité à des espaces publics ouverts. En raison de la perte d’emplois liée à la pandémie, de nombreux locataires se retrouvent menacés d’expulsion, avec 25 % des personnes interrogées vivant dans les quartiers informels d’Ormoc City par exemple, confrontées à ce risque.

Le rapport souligne que la pandémie a exacerbé des problèmes existants, tels que la pauvreté et l’inégalité, amplifiant les défis en matière d’emploi et d’éducation dans de nombreuses villes”.⁵⁵

En 2019, la réponse aux inondations au **Paraguay** s’est rapidement adaptée à la crise du COVID-19. Les agences humanitaires du secteur de l’abris ont été chargées de fournir des conseils sur la manière de réduire les risques sanitaires liés à la pandémie dans les communautés touchées.

En collaboration avec le ministère de la Santé, des messages sur la distanciation sociale, le lavage des mains et l’entretien des abris ont été diffusés. De plus, les partenaires ont conçu des recommandations sur l’utilisation des matériaux distribués pendant les inondations pour créer des espaces de vie supplémentaires, diviser les zones communes, améliorer la ventilation et aménager un espace d’isolement pour les personnes malades, afin de limiter la propagation du COVID-19 au sein des ménages.⁵⁶

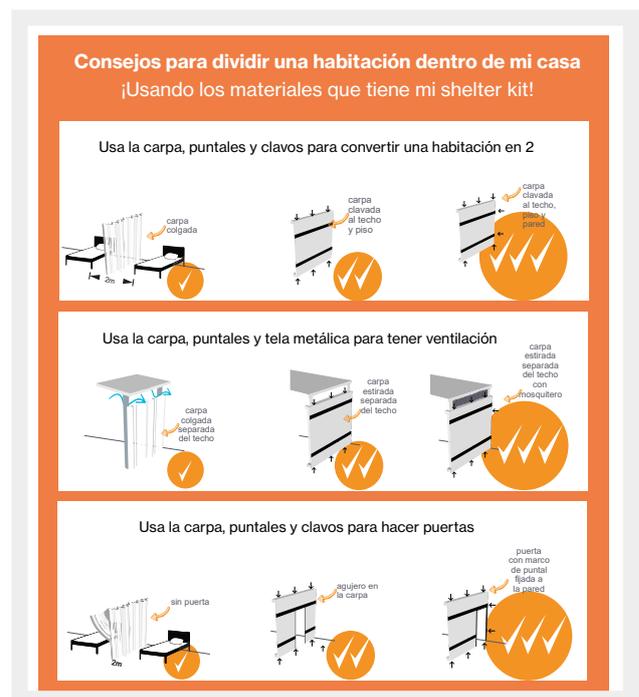


Fig. 17: Shelter Projects (9th Edition), Paraguay A9.

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP3 RD / A22-25 / PAKISTAN			
SP7 TH / A24 / SRI LANKA			
SP9 TH / A9 / PARAGUAY			



4. RÉDUCTION DES RISQUES



L'intégration des principes de réduction des risques de catastrophe (RRC) dans la réponse aux inondations constitue un axe central des études de cas sur les projets d'abris présentées dans Shelter Projects. Cette approche contribue non seulement à l'atténuation des risques à long terme, mais également à la promotion de pratiques de reconstruction plus sûre (Build Back Safer). La RRC englobe un cycle complet de gestion proactive, allant bien au-delà de la réponse d'urgence. Elle inclut la planification et la mise en œuvre d'actions et de cadres visant à prévenir les catastrophes, à s'y préparer, à y répondre efficacement, et à favoriser un relèvement durable. Bien que certains considèrent que les programmes d'abris privilégient les solutions matérielles au détriment des moyens de subsistance et des infrastructures, ces éléments essentiels à la RRC, les études de cas présentées dans les éditions Shelter Projects contredisent fermement cette perception.

“ Les responsables des programmes d’abris s’efforcent d’adapter le système humanitaire afin d’y intégrer la réduction des risques et des interventions à plus long terme. Cependant, le système actuel, structuré en secteurs bien distincts, pourrait nécessiter une révision en profondeur. ”

(Dr Aaron Opdyke, University of Sydney)

Les études de cas sur les inondations présentées dans les éditions Shelter Projects mettent en lumière l'expérience des organisations face à des crises humanitaires complexes. Elles illustrent notamment les défis de la réponse aux inondations dans des contextes caractérisés par l'augmentation des déplacements de populations et l'expansion de l'informalité urbaine, conséquences de conflits prolongés, de migrations forcées et du changement climatique. Cette combinaison exacerbe les risques, amplifie l'ampleur des besoins humanitaires et renforce l'urgence des interventions.

Lors des entretiens, les praticiens du secteur de l'hébergement ont exprimé des préoccupations récurrentes concernant la réponse aux inondations et la réduction des risques, en particulier sur la manière d'étendre l'impact des programmes pour mieux répondre à l'ampleur des besoins et de la vulnérabilité. Les études de cas révèlent également une évolution dans les réponses aux inondations, passant de projets isolés à des approches plus intégrées et holistiques. Ces approches incluent un engagement renforcé avec les gouvernements, la mobilisation des capacités communautaires, des investissements dans la réduction des risques au niveau des établissements, ainsi

que l'utilisation de technologies pour renforcer les processus communautaires et traiter les causes profondes de la vulnérabilité. Par ailleurs, les études de cas et les entretiens soulignent l'importance des partenariats, notamment avec les autorités locales et les services météorologiques, pour une réponse plus efficace et durable.⁵⁷

Un thème récurrent dans les études de cas sur les réponses aux inondations est la transition rapide de l'aide d'urgence vers le relèvement précoce et la réduction des risques. Ces études mettent également en évidence les efforts déployés pour élargir le champ d'application des programmes, afin d'intégrer ces composantes plus larges au sein des cadres de financement "humanitaire". Cependant, ces cadres peuvent restreindre les programmes d'hébergement à des activités de secours strictement définies, en décalage avec l'ampleur croissante des besoins et la complexité accrue des contextes humanitaires.

Les études de cas sur les inondations mettent fréquemment en avant les contraintes de financement comme l'un des principaux obstacles à l'élargissement de la portée et de l'impact des programmes d'hébergement au-delà de l'aide d'urgence. Ces défis sont particulièrement aigus lorsqu'il s'agit de travailler avec les populations et communautés les plus vulnérables, dont les besoins sont souvent complexes.

Vivre dans des zones inondables représente souvent une solution de dernier recours pour les communautés les plus marginalisées sur le plan socio-économique. Beaucoup de ces communautés n'ont pas accès à un régime foncier sûr ou se trouvent dans des "zones rouges", désignées par les autorités comme étant à haut risque et donc impropres à l'habitation. Dans certains contextes de conflit, la mise en œuvre de programmes de réduction des risques à long terme peut être perçue comme une incitation à l'installation permanente, ce qui complique les interventions malgré la nature de plus en plus prolongée des déplacements dus aux conflits.

Ces dynamiques placent les acteurs humanitaires sur un terrain politique sensible lorsqu'ils interviennent auprès des populations les plus pauvres et vulnérables vivant dans des zones à haut risque. Par conséquent, de nombreuses interventions décrites dans les éditions Shelter Projects se caractérisent par des approches "légères", "progressives", "transitoires" ou "dignes". Ces termes reflètent les efforts déployés par le secteur des abris pour maximiser l'impact de leurs actions tout en naviguant dans un cadre marqué par des contraintes financières et politiques significatives. Ces approches visent à répondre aux besoins croissants en matière d'abris et d'installations, tout en s'adaptant aux limitations imposées sur les programmes à long terme.

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP4 TH / A3/ COLOMBIE / 2011			
SP4 TH / A23 / PAKISTAN / 2010			
SP5 TH / A21 / PAKISTAN / 2014			



Fig. 18: © ACTED, Shelter Projects (2011-2012), Pakistan A21. Le projet a été conçu sur la base des principes de la réduction des risques de catastrophes et de la permaculture.

La réponse des abris aux inondations au **Yémen** illustre à la fois les opportunités et les limites liées à la gestion des inondations et à la réduction des risques dans un contexte d'urgence complexe. Au Yémen, les acteurs humanitaires sont confrontés à une combinaison de défis majeurs, notamment des déplacements internes massifs, des risques d'inondation récurrents et les impacts croissants du changement climatique. Ces contraintes compliquent les efforts visant à dépasser les cycles répétés de programmes d'urgence à court terme pour investir dans des approches plus durables de réduction des risques.

En raison de la marginalité sociale, de la pauvreté et de l'absence de régime foncier, 36 % des 4,5 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays vivent dans des sites non planifiés, souvent constitués de petits groupes familiaux plutôt que de grands sites structurés. Ces sites, fréquemment situés dans des zones inondables, sont particulièrement vulnérables. Malgré des besoins récurrents, le manque de financement, de capacités institutionnelles et l'absence relative de partenaires de développement à long terme entravent les investissements dans la réduction des risques et la programmation de solutions intégrées à plus long terme. Cependant, même des financements relativement modestes permettent de réduire de manière significative les risques d'inondation dans ces sites de PDI. Cela est réalisé grâce à la cartographie des risques et des vulnérabilités, des investissements légers dans les infrastructures (tels que l'installation de systèmes de drainage, l'utilisation de cages en gabion pour créer des barrières contre les inondations, et la réorganisation des sites), ainsi qu'à des interventions plus vastes en matière de planification des sites.

En outre, des programmes de formation à la construction d'abris sûrs et aux techniques de réduction des risques ont

été développés dans le cadre de projets pilotes. Ces initiatives, conçues pour être reproductibles à grande échelle, se révèlent rentables puisqu'elles réduisent la nécessité de réponses humanitaires répétées dans les sites de déplacement où les conditions de vie ont été améliorées grâce à une planification appropriée. Bien que ces projets pilotes aient démontré leur efficacité, leur mise en œuvre à grande échelle reste limitée. Cela nécessite un plaidoyer accru pour mobiliser des ressources et surmonter les défis posés par un financement restreint et une politique humanitaire généralement orientée vers le court terme.⁵⁸

Approches de la réduction des risques d'inondation

En **Colombie**, les inondations saisonnières durent généralement un mois, mais les inondations de 2010 ont duré six mois en raison d'une combinaison de précipitations intenses et de l'impact de la déforestation sur l'écoulement de l'eau.

Les familles ont reçu un soutien pour adapter leurs maisons et rester au sein de leurs communautés. Malgré des pertes significatives de biens et de moyens de subsistance, elles ont innové en construisant des mezzanines à l'intérieur de leurs maisons pour protéger leurs biens et se maintenir au sec. De nouvelles habitations ont été édifiées sur pilotis, tandis que des investissements ont été réalisés dans les infrastructures communautaires, comme la construction d'une passerelle surélevée de deux mètres de haut et d'un kilomètre de long, permettant de circuler entre les maisons pendant les périodes d'inondation. Par ailleurs, des activités de préparation aux catastrophes, de premiers secours, de promotion de l'hygiène et de formation à des techniques de construction sécurisée ont été mises en place pour renforcer la résilience des communautés.⁵⁹

Les réponses aux inondations au **Pakistan** entre 2010 et 2014 figurent parmi les plus documentées dans les archives des éditions Shelter Projects. Suite aux inondations de 2010, la priorité immédiate a été de fournir des abris temporaires à des millions de personnes réparties sur cinq provinces, un défi logistique immense. À mesure que la réponse évoluait vers le retour et le rétablissement, le secteur de l'hébergement a mis en œuvre une stratégie pilote de rétablissement comprenant :

- Des fondations en briques et mortier-ciment, s'élevant jusqu'à la hauteur des fenêtres, ont été utilisées comme principal élément de conception résistant aux inondations.
- Diffusion d'informations pratiques sur les éléments résistants aux inondations afin d'améliorer la protection des habitations.
- Distribution par le gouvernement fédéral d'une subvention en espèces inconditionnelle pouvant aller jusqu'à 800 USD pour les familles touchées par les inondations afin de soutenir leur rétablissement. Cette initiative représente de loin le plus grand investissement jamais réalisé dans un secteur de relèvement, avec un coût total de près d'un milliard de dollars financé par le gouvernement et des donateurs.

Cette réponse a évolué lors des inondations de 2014, tirant les leçons de l'expérience de 2010. L'apprentissage collectif concernant le contexte du logement et des moyens de subsistance dans les communautés vulnérables, l'architecture traditionnelle, la résilience communautaire, ainsi que l'impact environnemental des matériaux à forte consommation d'énergie, a permis de réviser l'approche :

- Recherche sur les conceptions et matériaux de construction traditionnels et locaux, adaptés et améliorés pour résister aux inondations. Cette approche a aussi permis de limiter les impacts négatifs sur l'environnement dans la mesure du possible.
- Renforcement de la formation à l'échelle locale, afin de doter les communautés de la capacité de reconstruire leurs propres maisons, réduisant ainsi la dépendance aux maçons ou aux constructeurs externes.
- Mise en place de transferts conditionnels d'argent liquide, effectués par tranches, lorsque les éléments prédéterminés des abris étaient achevés selon des normes acceptables, permettant aux bénéficiaires de prendre en charge une grande partie de la gestion et de l'appropriation du processus

En mettant davantage l'accent sur l'utilisation de matériaux locaux et l'architecture vernaculaire, le coût de chaque maison a été réduit, passant d'environ 1 200 USD après les inondations de 2010 à un peu plus de 500 USD lors des réponses de 2011 et 2012. Appliquée à 100 000 maisons durables, cette approche révisée a permis d'économiser près de 70 millions USD et de doubler le nombre de personnes pouvant être atteintes.

Les mesures ciblées de réduction des risques incluaient la construction de plateformes surélevées, constituées de plusieurs couches de terre pressée pour protéger la base

des structures des eaux de crue, ainsi qu'une pente d'un pied de haut sur les toits, avec des avant-toits profonds pour prévenir l'humidité et l'affaiblissement des murs pendant les pluies intenses. De même, en 2011, après les inondations au Pakistan, une composante essentielle du projet d'abri consistait à former les ménages affectés à la reconstruction sécurisée en utilisant des techniques de réduction des risques. L'objectif était de renforcer la résilience des populations touchées et de leur permettre de faire face aux futures catastrophes de manière autonome.⁶⁰

Les interventions de réduction des risques au Pakistan ont également intégré les principes de la permaculture afin d'atténuer l'impact futur des inondations dans les zones à haut risque. Dans le nord du Sindh, l'amélioration des techniques de construction résistantes aux catastrophes comprenait l'élévation de plates-formes pour la construction d'abris et l'amélioration du drainage des toits. Des formations à la réduction des risques ont été dispensées à l'ensemble des communautés cibles, et pas seulement aux bénéficiaires directs du projet. Les lieux de construction ont été convenus à la suite d'une cartographie des risques réalisée par la communauté.

Des projets de "cash for work" ont été menés pour réparer les digues et certaines défenses contre les inondations. Malgré la chaleur extrême de l'été et les conditions de sol salin dans la région, des activités de plantation d'arbres, de jardinage de cuisine et des principes de permaculture ont été introduits pour capter les eaux usées et améliorer l'environnement du village ainsi que la sécurité alimentaire.⁶¹

Des approches d'établissements à plus grande échelle, ou de planification villageoise, ont également été adoptées pour réduire les risques d'inondation à l'avenir. Les familles ont été soutenues dans l'identification de parcelles sûres, situées sur des terrains plus élevés et dans des zones du village moins exposées aux inondations. Cela a inclus l'évitement des zones de basse altitude, des pentes abruptes à risque de glissement de terrain, ainsi que des sites proches de routes très fréquentées, de décharges ou de lignes électriques, et des parcelles trop proches d'autres bâtiments.

Des modèles d'abris ont été développés et intégrés à des infrastructures d'eau et d'assainissement, incluant des pompes manuelles et des latrines. Une approche globale de planification de l'habitat a été adoptée, mettant l'accent sur la résilience face aux catastrophes et en veillant à ce que la planification du village tienne compte d'autres infrastructures essentielles (pompes, latrines, mosquée) ainsi que d'éléments sociaux (protection, intimité, sécurité, accès).

Les communautés ont également intégré la gestion du drainage en cas d'inondation, l'écoulement des eaux pluviales des toits et la planification de l'évacuation du village. Cet investissement à plus grande échelle dans les établissements a permis aux personnes directement touchées par les inondations, ainsi qu'à l'ensemble de la communauté, de bénéficier des programmes de reconstruction des abris.⁶²



Fig. 19: © Muse Mohammed / OIM. Soudan du Sud, Malakal Protection des civils, 2018.

“ Les méthodes communautaires ne suffisent plus. Nous devons utiliser la technologie : évaluations par drone, cartographie SIG, cartographie des infrastructures, analyse hydrologique, modélisation des inondations, visualisation des risques ,”

(Minar Thapa Sindh Housing Recovery and Reconstruction Platform)

Réduction des risques d'inondation dans les sites de réfugiés et de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays.

La réduction des risques d'inondation dans les sites de personnes déplacées internes (PDI) est un défi complexe. Cela s'explique en partie par le fait que les terres accessibles aux personnes déplacées se trouvent souvent dans des zones vulnérables, telles que les berges de rivières, les périphéries urbaines ou les terrains agricoles. La vulnérabilité aux inondations résulte également d'un manque de planification initiale lors de l'implantation des sites. Les réponses humanitaires initiales en matière d'abris, face aux déplacements massifs, ne sont jamais destinées à être durables. Cependant, la durée moyenne de déplacement est de vingt ans pour les réfugiés et de dix ans pour les personnes déplacées à l'intérieur du pays.⁶³ Par conséquent, les programmes d'abris dans ces sites doivent souvent remédier, de manière rétrospective,

aux conséquences humanitaires d'une planification initiale insuffisante.

Au **Soudan du Sud**, le site de Protection des Civils de Malakal (un site de déplacement) a connu un afflux de personnes fuyant le conflit en 2017. Étant donné qu'il n'était jamais destiné à devenir un établissement à long terme, les conditions du site se sont rapidement détériorées pendant la saison des pluies.

Le site nécessitait une réhabilitation en raison de la répartition inégale des installations et des infrastructures communes, ainsi que de la désorganisation de l'agencement et de la densité des zones d'hébergement. Les problèmes critiques comprenaient la congestion et la surpopulation, l'empiètement des routes, le manque d'intimité pour les familles partageant des abris communs, ainsi que la détérioration générale des structures d'hébergement. Des inondations récurrentes ont affecté le site en raison d'un drainage inadéquat et d'une infrastructure défectueuse. La nature non planifiée du site a également exacerbé les risques liés à la sécurité et à la sûreté, notamment la violence sexiste. Afin de résoudre ces problèmes, l'un des blocs les plus surpeuplés a été déplacé vers un terrain plus élevé, en coordination avec les partenaires du secteur de l'eau et de l'assainissement. Les latrines, les installations sanitaires, les espaces communs et les cuisines ont été rénovés, et le nouveau site a été préparé par des travaux de nivellement, d'aménagement et de drainage.⁶⁴

“La réduction des risques, ainsi que l’atténuation et l’adaptation au changement climatique, sont passées d’un domaine de niche à un enjeu central et incontournable ?”

(Emilia Wahlstrom, UNEP/OCHA)

Des préoccupations similaires ont été soulevées dans les camps de réfugiés de Dadaab, au **Kenya**, qui accueillent des réfugiés somaliens. Bien que ces camps aient été établis dans les années 1990, ils se sont développés en trois grandes colonies abritant plus de 170 000 personnes au moment de l’étude de cas en 2007. Cette croissance rapide a engendré des problèmes de congestion, d’eau et d’assainissement, des abris mal construits et aménagés de manière hâtive, ainsi qu’une vulnérabilité accrue aux inondations en raison de l’absence de planification adéquate des installations pour la saison des pluies.

De graves inondations ont frappé le camp en 2007 et 2008. Les zones les plus vulnérables aux inondations ont été déplacées sur des terrains plus élevés, et des abris plus solides ont été construits à l’aide de briques de terre, tout en mobilisant et en formant la communauté locale, car la construction d’abris n’était pas une pratique traditionnelle dans la région. Des plans ont été élaborés pour renforcer ces structures en ajoutant des briques supplémentaires pour construire des fondations plus épaisses et un mur inférieur, afin d’améliorer la résistance des abris et la performance en cas de fortes pluies.

Un changement de position de la maison sur la parcelle a amélioré l’assainissement. Les latrines ont été déplacées à l’avant de la parcelle, près de la rue, et la maison a été placée à l’arrière de la parcelle. Cela a laissé de l’espace pour plus de construction à l’intérieur de la parcelle et a évité les problèmes d’une arrière-cour sale bloquée par le ruissellement des eaux usées.⁶⁵

Une extension du camp de réfugiés de Cox’s Bazar, au **Bangladesh**, a montré comment les acteurs du secteur de l’hébergement pouvaient s’attaquer à l’avance aux problèmes posés par une installation rapide et non planifiée.

En 2019, le seul terrain encore disponible pour le développement du camp se trouvait dans le fond de la vallée. Selon la carte des risques d’inondation de 2018, cette zone était sujette aux inondations. Un plan directeur initial de drainage de la zone a été élaboré, créant des drains de captage autour du bord de chaque zone d’abri pour intercepter l’eau qui s’écoule des pentes, reliés à des drains primaires au centre de chaque vallée. La terre excavée lors du creusement des drains primaires a été utilisée pour rehausser le niveau des abris. Le projet a donné la priorité à l’utilisation de mesures de réduction des risques durables sur le plan environnemental, telles que l’utilisation de drains naturels avec un lit de terre pour favoriser l’infiltration de l’eau et réduire les risques d’inondation pour les communautés en aval.

Des herbes à croissance rapide et à racines profondes ont été plantées le long des digues et sur les pentes pour prévenir l’érosion du sol. Parallèlement, plusieurs acteurs ont entrepris d’importantes initiatives de reboisement et de plantation d’arbres à travers le camp, visant à restaurer l’environnement, protéger les pentes contre l’érosion et atténuer les risques d’inondation.

La planification du site a également intégré des mesures pour réduire les risques de violence liée au genre, notamment par une attention particulière à l’emplacement et à la largeur des chemins, à la séparation et à l’agencement des latrines, des salles de bain et des points d’eau, ainsi qu’à l’éclairage des rues. Les espaces à prédominance masculine ont également été pris en compte afin de limiter les risques de tensions ou d’agressions.

Les équipes mobilisées dans le cadre de projets de Cash for Work ont également construit des drains de captage autour des blocs et connecté chaque bloc au réseau principal de drainage. Elles ont installé des voies d’accès pavées en briques et des ponts en bambou pour faciliter les déplacements à l’intérieur et entre les blocs, tout en mettant en œuvre des mesures de restauration environnementale, telles que la plantation d’arbres.⁶⁶

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP5 TH / A19 / PAKISTAN / 2011			
SP7 TH / A9 / SOUDAN DU SUD			
SP1 TH / A3 / DADAAB (KENYA)			
SP9 TH / A12 / BANGLADESH			



Fig. 21: © Abdullah Al Mashrif / OIM, Bangladesh, (Cox's Bazar)



5. RELÈVEMENT ET SOLUTIONS DURABLES





Les solutions durables peuvent inclure le retour des personnes déplacées sur leur lieu d'origine,⁶⁷ l'utilisation de matériaux respectueux de l'environnement,⁶⁸ la création de moyens de subsistance et la transition des bénéficiaires de l'aide d'urgence vers une phase de relèvement à plus long terme.⁶⁹ La capacité des acteurs du secteur des abris à concevoir et à soutenir ces solutions est souvent déterminée par la disponibilité des financements, ce qui peut favoriser une approche progressive. Cette approche permet aux bénéficiaires de construire et d'améliorer leurs abris au fil du temps, plutôt que de viser des solutions d'abris à long terme dès la phase initiale de réponse et de relèvement.⁷⁰

“ Le coût d’une réponse répétée dépasse largement celui d’un investissement à long terme dans des infrastructures appropriées. Le défi pour les responsables des programmes d’abris réside dans la capacité à identifier et mettre en œuvre des solutions durables tout en respectant les contraintes et les objectifs d’une intervention d’urgence ”

(Joud Keyyali, CARE International)

Dans certains cas, les études de cas sur les projets d'inondations ont mis en avant l'importance de la collaboration avec les autorités locales pour la réinstallation des communautés particulièrement vulnérables. Ces exemples soulignent la nécessité de consultations approfondies, de la mise en place de services adéquats sur les sites de relogement, de la préservation de l'accès aux moyens de subsistance, ainsi que de la continuité culturelle, notamment en raison du rôle central de la terre dans l'identité des communautés. Lors des relocalisations en **Colombie** en 2011, à la suite des inondations, les personnes âgées ont particulièrement souffert d'un profond sentiment de perte lié à la disparition de leur ancien village. En réponse, un parc commémoratif a été créé dans le village d'origine, permettant aux habitants de revenir honorer les défunts, toujours enterrés dans le cimetière local. Par ailleurs, le projet a également cherché à mobiliser des ressources pour établir des centres communautaires, des lieux de culte et des coopératives de subsistance, favorisant ainsi les interactions et les liens sociaux avec les villages voisins.⁷¹

Après les inondations au **Bénin**, un programme de redressement à long terme a été mis en place, combinant la réhabilitation des logements, le renforcement des moyens de subsistance et la sensibilisation sociale. Des maisons de démonstration ont été construites comme modèles pour des logements plus résilients. Des initiatives telles que la microfinance



Fig. 22: ©DWF, Vietnam 2009. Shelter Projects (2010) Cas d'étude A31.

communautaire, la sécurité alimentaire et le travail rémunéré ont aidé à restaurer les moyens de subsistance. Parallèlement, des campagnes de sensibilisation sur l'hygiène, l'égalité des sexes et la prévention des violences ont été menées avec l'aide de mobilisateurs communautaires, renforçant ainsi la résilience et l'autonomisation des populations locales.

Les activités "argent contre travail" visaient à impliquer les personnes touchées dans le rétablissement de leurs communautés. Cependant, elles ont parfois eu pour effet secondaire de détourner les individus de leurs activités quotidiennes génératrices de revenus, compromettant ainsi leur capacité à subvenir à leurs besoins de manière durable.⁷²

Au **Vietnam**, après le passage du typhon Ketsana, de nombreuses maisons ont été détruites en raison de leur emplacement vulnérable, de mauvaises pratiques de construction, de l'utilisation inadéquate de matériaux et de l'absence de renforcement. Les destructions étaient dues aux vents et aux inondations. La mauvaise qualité des constructions a été exacerbée par un manque de ressources financières et de sensibilisation. Dans un cas rare parmi les études de cas des éditions Shelter Projects, des subventions en espèces ont été fournies aux ménages touchés pour les aider à reconstruire des maisons résistantes aux tempêtes et aux inondations :

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP3 RD / A2 / COLOMBIE			
SP6 TH / A16 / BENIN			
SP3 RD / A31 / VIETNAM			
SP3 RD / A24 / PAKISTAN			

- Les maisons ont été construites selon la conception traditionnelle, avec les renforcements nécessaires pour assurer leur résistance. Les travaux de construction quotidiens ont été étroitement supervisés par des ingénieurs locaux.
- Les familles ont eu la possibilité de choisir la conception de leur maison et de l'adapter à leurs besoins spécifiques. De nombreuses familles ont apporté des contributions supplémentaires, estimant que cet effort constituait un investissement durable pour l'avenir.
- L'aide financière conditionnelle leur a offert la liberté de choisir des fournisseurs et des artisans locaux en qui elles avaient confiance, tout en bénéficiant d'un accompagnement technique.
- Les formations techniques ont permis aux familles de mieux comprendre et superviser chaque étape des travaux de construction, avec l'appui des ingénieurs du projet.
- L'approche participative a renforcé le sentiment de propriété des familles envers leurs maisons. Certains membres de minorités ethniques ont également exprimé leur satisfaction de voir leurs habitations consolidées et mieux protégées.⁷³

Après les inondations de 2010 au **Pakistan**, la stratégie de redressement a mis l'accent sur deux types d'interventions : la construction d'abris d'une pièce pour les personnes pouvant retourner dans leur lieu d'origine, et la mise en place d'abris de transition pour celles restées déplacées, ayant un accès limité à la terre ou étant des migrants saisonniers.

Les abris d'une pièce étaient définis comme "une solution plus durable, construite sur le lieu d'origine à l'aide de matériaux et de techniques locales". Ces abris avaient une durée de vie prévue de trois à cinq ans, avec pour objectif de servir de base à des améliorations progressives entreprises par les propriétaires, conduisant à la construction de logements permanents.

À l'inverse, l'abri transitoire a été défini comme "une solution provisoire répondant à des besoins temporaires, notamment pour les personnes confrontées à un déplacement prolongé ou vivant dans des zones sujettes à des inondations récurrentes". Ces abris avaient une durée de vie estimée à environ un an et étaient conçus pour permettre la réutilisation des matériaux.⁷⁴ En parallèle, des abris d'une pièce ont été construits à partir de briques ou de briques de terre, pour un coût moyen d'environ 300 USD par unité. Un accompagnement technique a été fourni afin d'aider les familles à renforcer leur résilience face à de futures catastrophes.⁷⁵

En **Colombie**, le projet a soutenu la réinstallation volontaire de l'ensemble de la communauté de Doña Ana sur un nouveau site, en réponse à des inondations annuelles graves. Le village d'origine, situé dans un système de lagunes, subissait régulièrement des inondations saisonnières atteignant jusqu'à 2 mètres de hauteur et durant plusieurs mois. Ces inondations endommageaient les habitations et les biens, réduisaient les revenus et les moyens de subsistance, et rendaient finalement les conditions de vie insoutenables.



Fig. 23: © Christophe Arnold. Bénin, 2010. Shelter Projects (2015–2016) Cas d'étude A16.

Les familles ont été formées aux techniques de construction et ont participé activement à la construction de leurs nouvelles maisons. L'organisation en charge du projet a assuré la fourniture et le contrôle de la qualité des matériaux, tout en offrant une assistance technique.

Un nouveau système d'approvisionnement en eau a été installé, et la communauté a élaboré un plan de développement pour le site. Plusieurs avancées en matière d'infrastructures ont été réalisées, notamment la construction de bâtiments communautaires, l'installation d'un système d'égouts, ainsi que le raccordement au réseau électrique.

Au cours de cette phase, des projets de subsistance à petite échelle ont été initiés, tels que la création de jardins potagers et l'élevage de volailles. Le département gouvernemental pour la prospérité sociale a également apporté un soutien supplémentaire pour renforcer les moyens de subsistance des habitants. La dernière étape du projet a été consacrée à la construction des écoles. La communauté a activement participé à ce processus, favorisant l'appropriation des infrastructures scolaires et renforçant le sentiment d'appartenance au nouveau village relocalisé.⁷⁶

Dans la province du Sindh, au **Pakistan**, la Housing Recovery & Reconstruction Platform (SHRRP) a mis en œuvre des approches de redressement à long terme en collaboration avec les autorités locales, provinciales et nationales, ainsi que des bailleurs de fonds internationaux. Coordonnée par une ONG internationale expérimentée en reconstruction, la plateforme a relié les acteurs humanitaires et du développement durable pour soutenir la reconstruction et réduire les risques liés aux inondations. Ses actions incluent des interventions sur le régime foncier, l'aide à la réinstallation, la planification de l'habitat et l'utilisation d'outils tels que la cartographie SIG, l'analyse hydrologique et la modélisation des risques. En intégrant des processus de développement gouvernementaux à long terme, elle a permis d'aménager des sites dotés d'infrastructures essentielles (eau, assainissement, gestion des déchets), de connecter les communautés à des services clés (écoles, santé, moyens de subsistance), et d'investir dans des solutions basées sur la nature, comme la plantation d'arbres. Enfin, le SHRRP a élaboré un code de construction spécifique aux inondations, comblant un manque de recherche et d'investissement souvent centré sur la résistance aux séismes, mais négligeant la résilience face aux inondations.⁷⁷

Limites des abris et des établissements après les inondations

“ **L'hébergement humanitaire n'est pas basé sur le fait d'arriver au lendemain. Nous gardons les gens en état suspens.** (Charles Kelly, GSC) ”

Les acteurs du secteur abris expriment une préoccupation croissante face à leur incapacité à réduire efficacement les risques à long terme, malgré des efforts pour traiter les vulnérabilités sous-jacentes, en raison de problèmes systémiques persistants. L'approche à court terme, caractéristique du secteur humanitaire dans son ensemble, limite la capacité à s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité aux aléas, se concentrant davantage sur des solutions immédiates

que sur une résilience durable. Cette dynamique impacte considérablement la qualité et l'envergure des programmes d'hébergement, qui doivent pourtant s'adapter à des besoins humanitaires de plus en plus complexes et en constante évolution.⁷⁸

Les préoccupations concernant les niveaux de financement et la nature restrictive des cadres politiques se reflètent largement dans le secteur, qui tente souvent d'élargir la portée et la définition des programmes humanitaires afin d'aborder la réduction des risques à plus long terme. Les politiques humanitaires et les structures administratives de planification et de financement de la réponse ont eu tendance à rester dans des paramètres traditionnels et à court terme.

Les processus d'Aperçu des besoins humanitaires (HNO) et de Plan de réponse aux besoins humanitaires (HRP) restent largement axés sur des conceptions étroites de la réponse humanitaire, focalisées sur les “chocs humanitaires”, malgré les dynamiques climatiques complexes et chroniques auxquelles font face les pays et communautés en crise.⁷⁹ Cette approche tend à mobiliser des financements uniquement lorsque les inondations atteignent une ampleur nationale, ignorant souvent que la vie dans les zones inondables constitue une réalité chronique. De plus, la réponse aux inondations est souvent limitée à des interventions très localisées, qui n'attirent pas toujours l'attention des donateurs.⁸⁰

Bien que certaines activités liées aux “établissements” soient incluses dans les réponses, celles-ci ne s'inscrivent pas toujours dans une approche globale, laissant les communautés avec peu d'opportunités d'exprimer leurs besoins réels. Par ailleurs, la réponse aux abris semble avoir atteint une limite, les donateurs se montrant réticents à financer des infrastructures au-delà de structures légères comme l'éclairage, le gravier ou les canaux de drainage, ces éléments étant jugés en dehors du mandat humanitaire. Face à ces contraintes, les acteurs des abris tentent d'inclure des mesures de réduction des risques et des interventions à plus long terme, mais se heurtent à un système humanitaire rigide, structuré par secteurs, qui pourrait nécessiter une réforme en profondeur.⁸¹

Dans certains contextes, les agences humanitaires ont réussi à mobiliser des financements indépendants pour développer des programmes et des approches échappant aux limites des conventions et paramètres humanitaires classiques. Les crises ont été perçues comme des opportunités pour catalyser des processus de développement tout en intégrant, dès le début, des réflexions sur le rétablissement afin d'améliorer les stratégies d'urgence. Certaines agences ont également évolué en s'éloignant des approches centrées sur les aspects physiques des abris, se positionnant davantage comme rassembleurs et conseillers travaillant en partenariat avec les communautés et les acteurs locaux. Un exemple marquant est la réponse aux inondations dans les quartiers informels de Freetown, en Sierra Leone, où l'accent a été mis sur l'élaboration d'un plan d'action de zone, la formalisation des établissements et les droits fonciers. Ce processus repose sur une perspective différente, favorisant des partenariats authentiques et équitables avec les organisations locales et communautaires.⁸²



Fig. 24: © Alejandro Diego Bravo/Colombian Red Cross. Colombia, 2011. the 'vieux' village de Doña Ana.



Fig. 25: © Alejandro Diego Bravo/Colombian Red Cross. Colombia, 2011. le nouveau plan du village Doña Ana.



6. LOGEMENT TERRE ET PROPRIÉTÉ



Les droits au logement, à la terre et à la propriété (LTP) sont cruciaux dans la réponse aux abris et pour la protection des intérêts des bénéficiaires à long terme. Ces droits varient d'une communauté à l'autre, et il est essentiel que les praticiens des abris comprennent les implications spécifiques du droit au logement et à la propriété dans les communautés touchées par les inondations lors de l'élaboration des plans d'intervention et de reconstruction. Pour cela, les agences d'abris doivent mener des consultations avec les communautés affectées et obtenir l'accord des propriétaires fonciers ainsi que des ménages qui louent ou occupent des logements et propriétés dont ils ne sont pas directement propriétaires. Le Global Shelter Cluster LTP Toolkit définit les droits LTP comme "l'ensemble des règles, arrangements, pratiques, coutumes et attitudes qui permettent aux individus d'habiter et d'utiliser la terre, la propriété et le logement dans lesquels ils vivent". Il souligne que le LTP dépasse le cadre juridique formel, étant aussi influencé par les normes sociales et coutumières, et rappelle que ces droits protègent l'accès à un logement adéquat sans risque de déplacement, d'empiètement ou d'expulsion arbitraire.⁸³

“ La précarité et la vulnérabilité sont étroitement liées. Lorsqu'il y a sécurité d'occupation, les individus retrouvent leur tranquillité d'esprit. Cela leur permet de reconstruire leur vie, d'investir dans leur résilience et de devenir autonomes. En ayant confiance en leur situation, ils peuvent investir dans divers aspects essentiels de leur vie, tels que leur logement, leur éducation, et même la création d'entreprises.” (Ibere Lopes, GSC)

Les programmes humanitaires d'hébergement subissent une pression croissante pour fournir de l'aide sur la base de la sécurité d'occupation dans le cadre des mécanismes de responsabilisation. Cependant, bien que les définitions de cette notion varient, allant du titre de propriété officiel aux processus de validation communautaire, il reste souvent difficile de prouver ou de démontrer l'existence d'un régime foncier stable. En Afrique, par exemple, seulement 10 % des terres cultivées du continent sont couvertes par un régime foncier officiel. De même, au Myanmar, plus de la moitié des ménages sont légalement considérés comme dépourvus

de terres. Par conséquent, selon les critères "officiels", ces ménages ne seraient pas éligibles à une aide au logement dans leur lieu d'origine s'ils étaient déplacés en raison d'un conflit ou d'une catastrophe".

Dans de telles situations, faire du titre de propriété ou de la propriété individuelle une condition pour accéder à l'aide risque d'exclure des groupes vulnérables socialement, notamment ceux qui n'ont pas de titre de propriété enregistré ou d'autres documents attestant de leur propriété foncière. Cela concerne particulièrement les propriétaires fonciers coutumiers, les locataires et, surtout, les femmes.⁸⁴

L'absence de sécurité foncière peut compromettre l'ensemble de l'intervention en matière d'abris, représentant un défi récurrent pour les programmes qui visent les populations économiquement désavantagées vivant dans des zones à haut risque sans titres fonciers officiels. Par exemple, après les inondations au **Bénin** en 2011, de nombreuses familles ne pouvaient pas retourner chez elles pour reconstruire, car leurs droits sur les terres et biens étaient flous, sans indication claire de compensation ou de lieux de réinstallation.⁸⁵ Une situation similaire a eu lieu au **Népal** après les inondations de 2017, où de nombreuses familles vivant sur les rives des cours d'eau n'avaient aucune preuve de propriété. Dans de tels contextes, des approches alternatives de vérification du régime foncier sont nécessaires, avec un plaidoyer auprès des autorités gouvernementales pour garantir l'efficacité des interventions. Au départ, un niveau de preuve inférieur était exigé, validé par les leaders communautaires et autorités locales, mais pour bénéficier d'une aide au rétablissement à long terme, des démarches plus formelles de sécurité d'occupation étaient nécessaires, comme le montre l'organisation d'une cérémonie officielle de remise des clés pour responsabiliser le gouvernement et défendre l'inclusion des familles vulnérables dans les programmes de reconstruction.⁸⁶

Ce problème est exacerbé en période de conflit, où la perte massive de documents relatifs à la sécurité d'occupation est fréquente. En **Syrie**, par exemple, une étude a révélé que deux tiers des personnes interrogées ayant des documents sur leur logement ont déclaré que ces derniers avaient été perdus, détruits ou laissés sur place pendant le conflit.

Cela a constitué un défi majeur pour la mise en œuvre de la diligence raisonnable dans les programmes de développement humain.

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP6 TH / A16 / BENIN			
SP8 TH / A23 / SYRIA			
SP3 RD / A25 / PAKISTAN			
SP7 TH / A19 / NEPAL			
SP7 TH / A22 / PHILIPPINES			



Fig. 26: © Nepal

L'organisation a utilisé une approche de triangulation des documents, en réalisant des contrôles d'évaluation des communautés et en coordonnant avec les autorités locales pour valider les droits fonciers. Dans les situations où la vérification du LTP n'a pas été possible, des ajustements ont été faits dans les conceptions techniques pour s'assurer qu'aucune infrastructure ne serait construite sur des terres dont les droits fonciers n'avaient pas pu être confirmés.

Grâce à la vérification communautaire, à la triangulation des documents et à la coordination avec les autorités locales, la diligence raisonnable en matière de droits fonciers a été menée dans 42 camps. Là où les droits fonciers n'ont pas pu être validés de manière exhaustive, les plans techniques ont été modifiés pour éviter toute altération des terres dans ces zones.⁸⁷

Après les inondations au **Pakistan** en 2010, la question de la propriété foncière est devenue particulièrement complexe dans la province de Jacobabad, en raison du système foncier coutumier. La sécurité des ménages touchés par les inondations a été négociée, dans la mesure du possible, avec les propriétaires fonciers pour les protéger de l'expulsion. Selon le droit coutumier de Jacobabad, le propriétaire est automatiquement considéré comme propriétaire de toute partie d'une structure qui touche le sol. Ainsi, la reconstruction dans le cadre de la réponse aux inondations a intégré une conception de toit démontable, afin que les ménages puissent emporter le toit en cas d'expulsion.⁸⁸

La réponse des abris aux inondations au **Népal** en 2017 a mis en évidence les défis rencontrés pour soutenir les populations sans terre et a souligné la nécessité pour les projets d'abris d'explorer des approches de soutien aux personnes, indépendamment de leur statut d'occupation. Grâce à un lobbying communautaire soutenu par les partenaires du secteur des abris, qui ont milité pour plus de responsabilité vis-à-vis des populations sans terre et vulnérables, les gouvernements central et municipal ont alloué des fonds en 2019 pour des programmes de logement destinés aux familles sans terre touchées par les inondations, et ces familles ont également reçu des terres.⁸⁹

Lors de la réponse à la tempête tropicale Kai-Tak aux **Philippines** en décembre 2017, une partie de la communauté affectée par le typhon Haiyan quatre ans plus tôt vivait dans des zones à risque, déclarées non constructibles, et vulnérables aux dangers tels que les glissements de terrain, faute d'autres options. À ce moment-là, un programme de relogement mené par l'Autorité nationale du logement était en cours pour déplacer les habitants des zones non constructibles. Après le typhon Haiyan, certains ménages ont pu retourner sur leur site d'origine avec des kits d'abri, mais d'autres n'ont pas pu le faire en raison des risques de glissements de terrain. Les partenaires locaux ont négocié des accords avec les propriétaires fonciers au nom des ménages, en attente d'un logement dans le cadre du programme de relogement. Un accord a été trouvé pour que les propriétaires fonciers vendent le terrain et les abris aux bénéficiaires à des prix abordables, garantissant ainsi les droits fonciers et la sécurité d'occupation à des ménages qui n'en disposaient pas auparavant.⁹⁰



7. DIVERSITÉ DES GENRES & INCLUSION SOCIALE





Les catastrophes exacerbent les niveaux déjà élevés de violence liée au sexe ainsi que les inégalités plus larges entre les hommes et les femmes. Une analyse rapide du genre menée par CARE après les inondations au Burundi en 2023 a révélé que les femmes et les filles étaient parmi les plus vulnérables aux effets des inondations, 26 % d'entre elles ayant peur de se rendre au marché ou dans d'autres lieux publics par crainte d'être victimes d'abus sexuels.⁹¹ Cette situation a de profondes répercussions personnelles, sociales et économiques. L'impact économique de la violence sexiste est estimé entre 2 et 3,5 % du PIB mondial.⁹² L'inégalité entre les sexes face aux catastrophes affecte gravement la capacité des communautés à se préparer et à réagir aux inondations et compromet la réduction des risques ainsi que le renforcement de la résilience en raison de la perte de vies et de moyens de subsistance causée par la violence et la discrimination.

Le Global Protection Cluster, dans son analyse de l'impact du changement climatique et de la violence liée au sexe, souligne l'importance de prendre en compte ces dimensions pour mieux soutenir les populations vulnérables et renforcer la réponse aux catastrophes :

*“Une statistique souvent citée est que les femmes sont 14 fois plus susceptibles de mourir ou d'être blessées lors d'une catastrophe que les hommes. 80% des victimes des inondations de 2014 dans les Îles Salomon étaient des femmes et des enfants. Ces chiffres reflètent clairement les normes restrictives en matière de genre : les femmes avaient tendance à se trouver chez elles lorsque les inondations ont commencé, tandis que les hommes se trouvaient dans des espaces ouverts, par exemple pour travailler dans les fermes. Lorsque les eaux de crue sont montées, les femmes ont été essentiellement piégées. De plus, dans ces espaces domestiques, les femmes sont chargées des enfants et des personnes âgées, ce qui réduisait leurs possibilités de s'échapper. Même celles qui parvenaient à fuir étaient susceptibles de rencontrer des difficultés en raison des normes sociales qui décourageaient les femmes d'apprendre des techniques de survie comme la natation. Cette dynamique souligne l'importance de prendre en compte les inégalités de genre lors de la planification des interventions humanitaires, afin d'assurer une réponse plus inclusive et équitable aux catastrophes”.*⁹⁷

Le genre, la diversité et l'inclusion sociale sont cruciaux dans la programmation des abris, tant pour les inondations que pour d'autres catastrophes. En consultant les communautés, les agences peuvent mieux comprendre et intégrer les besoins spécifiques des différents groupes, assurant ainsi une

approche plus équitable et efficace. Cela garantit que tous les membres, y compris les femmes, les enfants et les personnes marginalisées, bénéficient d'une protection appropriée. Les abris peuvent également jouer un rôle dans l'autonomisation des femmes et de divers groupes en les incluant activement dans la réponse et les phases de relèvement. En prenant des mesures pratiques pour comprendre les besoins sociaux des populations touchées par les inondations, la réponse et la programmation en matière d'abris peuvent jouer un rôle clé dans la protection contre des problèmes tels que la violence liée au sexe et la perte de dignité pour les personnes handicapées.

“ Lors des inondations de 2020 au Bangladesh, les femmes et les filles hésitaient à se rendre dans les abris d'évacuation en raison de l'absence de facilités séparées, d'une gestion insuffisante de l'hygiène et du manque d'intimité et de sécurité”.
(CARE Bangladesh)

Au Bangladesh, un programme d'action anticipée mené avec les communautés vulnérables vivant le long des berges des rivières a significativement amélioré la préparation aux inondations. Le projet a mis l'accent sur les dimensions sexospécifiques des abris, en prenant des mesures préventives adaptées aux besoins des femmes face aux risques d'inondation. Étant donné que la plupart des hommes travaillaient à Dhaka, loin de la communauté, le projet a priorisé l'envoi de messages, la sensibilisation et la consultation des femmes sur les risques d'inondation, l'alerte précoce et les mesures de préparation essentielles. Il a été observé que les femmes, en raison de leur rôle traditionnel de pourvoyeuses de soins, étaient plus enclines à partager les informations avec d'autres femmes, ce qui a amplifié l'impact des messages d'alerte. L'accent mis sur l'alerte précoce a également permis de surmonter la réticence des femmes à se rendre dans des abris d'évacuation. En anticipant les besoins spécifiques des femmes, le projet a veillé à garantir des abris d'évacuation avec une intimité suffisante et des installations d'eau et d'assainissement, facilitant ainsi leur accès et réduisant la discrimination pour celles qui devaient évacuer leur domicile en raison des inondations.⁹³

Les critères de sélection des bénéficiaires dans les projets d'abri visent à cibler les groupes les plus vulnérables des communautés touchées par les inondations, afin de garantir leur accès à un abri et à un logement adéquats. Cependant, un défi majeur dans la programmation des abris est la compréhension des pratiques culturelles et sociales propres à chaque communauté, ce qui peut entraîner l'oubli de certaines populations vulnérables dans la planification.

ÉTUDES DE CAS	CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
SP9 TH / A9 / TIMOR LESTE			
SP6 TH / A16 / BENIN			



Fig. 27: © Philippines

De plus, la perte de ressources et de moyens de subsistance des ménages affectés par les inondations augmente le risque de recourir à des mécanismes d'adaptation négatifs, tels que le mariage des enfants, en l'absence d'accès à un abri convenable. Elle augmente également le risque de violence liée au sexe lorsque les ménages, soumis à un stress constant, manquent d'espace pour préserver leur intimité. Pour que l'aide à l'hébergement soit réellement efficace, il est crucial de comprendre les contextes sociaux et culturels spécifiques, afin de garantir que les voix des groupes vulnérables soient prises en compte et que leurs besoins soient intégrés dans la planification des interventions.⁹⁴

Tous les programmes humanitaires doivent inclure des évaluations de risques prenant en compte les pratiques culturelles, religieuses et économiques, ainsi que la répartition des rôles entre hommes et femmes et les structures de pouvoir existantes. Toutefois, les programmes d'hébergement se distinguent par leur approche ciblant spécifiquement le niveau de l'installation. La prise en compte des risques de violence sexiste au niveau de l'installation permet aux praticiens d'évaluer l'impact des projets d'hébergement sur des questions cruciales, telles que la surpopulation, la densité des sites, et l'accès aux installations sanitaires, aux marchés et aux biens de secours. L'intégration de la dimension de genre et la participation active des femmes dans les projets renforcent leur statut social et contribuent à réduire les risques de violence liée au sexe.

Lors de la réponse au typhon Haiyan aux Philippines, plusieurs projets ont impliqué les femmes dans le processus de reconstruction, en les associant à des initiatives comme la promotion des messages "Build Back Safer" et des formations professionnelles sur la construction. Les femmes ont également joué un rôle déterminant dans la conception des abris, en veillant à ce que des éléments essentiels pour garantir leur intimité et leur dignité soient intégrés, tels que des cloisons pour séparer les zones de sommeil, des revêtements opaques, ainsi que des espaces dédiés aux activités d'hygiène et d'assainissement. L'objectif était de réduire les risques de violence sexiste en garantissant des conditions plus sûres et adaptées aux besoins des femmes.⁹⁵ Au **Bénin**, où la VBG est profondément enracinée et souvent exacerbée en période de crise, des statistiques alarmantes révèlent que jusqu'à 70 % des

femmes et des filles ont été victimes de violence sexiste. Dans ce contexte, l'intégration de stratégies de prévention et de protection spécifiques dans les programmes d'assistance en abris est essentielle pour limiter l'impact de telles violences en période de catastrophe. Les évaluations menées par les organisations de réponse en matière d'abris après les inondations ont confirmé qu'il existait une forte relation entre les risques de violence basée sur le genre (VBG) et les conditions d'abri vulnérables des populations déplacées.

*“L'absence de conditions de vie sûres et dignes a exacerbé la vulnérabilité des populations touchées, augmentant ainsi les risques de VBG. D'autres formes de VBG ont également été signalées, notamment la consommation excessive d'alcool, les tensions inter-familiales, le manque d'espaces sûrs pour les filles et la surpopulation. De plus, les femmes dans les camps subissent une hausse de violence entre partenaires intimes et de viols conjugaux. Par ailleurs, les survivants de VBG, en particulier dans les communautés les plus isolées, ignorent souvent où chercher de l'aide en cas d'abus. La peur, la honte, la stigmatisation sociale et l'éloignement des services ont également constitué des obstacles majeurs à la recherche d'assistance et à la dénonciation des cas de violence ”.*⁹⁸

Les projets d'abris axés sur les inondations ont montré que certaines problématiques liées à la VBG peuvent être intégrées dans les programmes d'abris. En effet, étant donné les répercussions des inondations sur la programmation des établissements humains, elles offrent une occasion unique d'incorporer la dimension de genre comme principe central dans les réponses et le rétablissement. Lors des inondations de 2021 au **Timor Leste**, l'intégration des perspectives sexospécifiques a permis aux femmes, aux filles et à d'autres groupes marginalisés de participer activement dès le début du projet. En conséquence, les femmes de la communauté ont volontairement assumé des rôles clés dans divers projets communautaires, y compris dans des tâches traditionnellement réservées aux hommes, telles que l'évacuation des eaux et la construction. Ces projets n'ont pas été prédéfinis par l'organisation, mais ont émergé directement des discussions avec les communautés. Un enseignement majeur tiré de l'évaluation des abris en fonction du sexe est que, pour que les évaluations participatives aient un réel impact, elles doivent être étroitement liées à la planification des activités et influencer directement leur mise en œuvre. Bien que ce processus n'ait pas conduit à la construction d'abris traditionnels au niveau des ménages, les interventions déterminées par les communautés ont été jugées plus pertinentes, plus efficaces et mieux complémentaires des programmes gouvernementaux existants, soutenant ainsi l'auto-récupération.⁹⁶



ANNEXES



ÉTUDE DE CAS

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

273,000
PERSONNES AFFECTÉES
(AU PARAGUAY)

165,337
PERSONNES
AFFECTÉES (HAÏTI)

82,307
MAISONS ENDOMMAGÉES
(HONDURAS)

ÉTUDES DE CAS

SP9TH /A.14 / HONDURAS

SP8TH /A.9 / PARAGUAY

SP5TH /A.2 / COLOMBIA

SP4TH /A.3 / COLOMBIA

SP4TH /A.24 / PERU

SP2ND /B.6 / HAÏTI

CONTEXTE

Entre 2008 et 2020, le Cluster Abris a recensé des inondations majeures en Amérique du Sud, affectant la Colombie, Haïti, le Honduras, le Paraguay et le Pérou. En Colombie (2011), de graves inondations ont entraîné la relocalisation permanente du village de Dona Ana. En Haïti (2008), des tempêtes tropicales et des ouragans ont dévasté la ville des Gonaïves, touchant 80 % de la population, causant 793 décès et déplaçant la moitié des habitants. Le Honduras (2020) a subi les ouragans Eta et Iota, endommageant plus de 82 000 maisons et détruisant plus de 9 000. Au Paraguay (2019/2020), les inondations du fleuve Paraguay ont causé des dégâts considérables, et des kits d'abris ont été fournis aux ménages touchés à Asuncion. Au Pérou (2012), de fortes pluies ont causé des inondations et des glissements de terrain à Loreto, nécessitant la fourniture de kits d'abris et l'attribution de sites permanents pour les personnes dont les maisons ont été détruites.



CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ Engagement de la communauté : La participation active à la construction des abris et à la prise de décision a facilité l'appropriation et assuré un entretien durable à long terme.
- ✓ Réduction des risques de catastrophes (RRC) : Application de techniques résistantes aux inondations et de maisons surélevées pour réduire les risques futurs (Colombie, Paraguay).
- ✓ Renforcement des capacités : La formation pratique dans le domaine de la construction a soutenu le relèvement (Colombie, Honduras).
- ✓ Collaboration efficace : Des partenariats solides entre les gouvernements locaux, les ONG et les organisations internationales ont amélioré l'utilisation des ressources et réduit les doubles emplois (Paraguay, Honduras).
- ✓ Réponse rapide : Des kits d'abris pré-positionnés ont facilité une aide rapide (Pérou).
- ✗ Retards logistiques : Retards de livraisons causés par des problèmes de douane, d'approvisionnement et de transport (Pérou, Honduras).
- ✗ Solutions à long terme limitées : Fourniture d'abris temporaires sans répondre aux besoins permanents en logement (Paraguay, Honduras).
- ✗ Lacunes en matière d'environnement et de durabilité : Manque de matériaux durables et besoins non couverts en eau et assainissement (Colombie).
- ✗ Formation insuffisante : Les modèles de "formation des formateurs" et le manque d'expertise humanitaire ont limité le transfert de compétences (Paraguay, Honduras).
- ✗ Implication tardive du gouvernement : L'implication tardive des autorités locales a limité la capacité d'expansion (Colombie).



RÉPONSE
CONTEXTE

APERÇU DES RÉPONSES

L'ampleur de la réponse a varié d'une situation à l'autre en fonction du financement accessible et de l'ampleur du soutien déjà fourni et coordonné par le gouvernement concerné et les autorités nationales en charge de la gestion des catastrophes. Chaque stratégie d'hébergement a été coordonnée avec les gouvernements afin d'étendre et de renforcer la portée de l'aide.

Lors de la réponse 2019/2020 au Paraguay, une approche en nature a été privilégiée en raison de la faible capacité à intégrer des modalités monétaires et pour garantir une répartition plus équitable. L'intervention en matière d'abris s'est concentrée sur les sites accueillant les ménages les moins assistés.

Face aux limites des partenaires à couvrir l'ensemble des ménages touchés à Asuncion, la priorité a été accordée aux plus marginalisés et les plus exposés à un déplacement prolongé. Une distribution globale sur les sites identifiés a été adoptée, ces ménages partageant des conditions similaires. L'engagement communautaire a joué un rôle central dans la stratégie, permettant d'identifier les préoccupations en matière de protection et d'adapter la réponse pour éviter de les aggraver. Cette approche a aussi contribué à réduire les disparités perçues et à renforcer le sentiment d'équité dans l'assistance

Au Honduras (2020), la phase d'urgence a permis de fournir aux ménages vulnérables touchés par les ouragans Eta et Iota des bâches et des outils pour réparer les maisons endommagées ou installer des abris temporaires. Les ménages vivant dans des zones à haut risque et demandant un relogement ont reçu un soutien en phase de redressement sous forme d'abris transitoires, devenus permanents par la suite



© Alejandro Diego Bravo/ Colombian red cross, Colombia

RÉDUCTION DES RISQUES

La réponse à Dona Ana, en Colombie, s'est articulée autour de trois phases distinctes de RRC. Celles-ci incluaient la sensibilisation aux risques par des ateliers et des exercices de cartographie, la formation à la gestion des catastrophes avec la création d'une brigade facilitant la transition entre l'ancien et le nouveau village, ainsi que l'éducation aux risques environnementaux via des initiatives ciblées. Il est important de souligner que le site du nouveau village a été sélectionné sur la base d'une évaluation de l'Autorité nationale pour la gestion des catastrophes, garantissant l'absence de risque d'inondation.



© Paraguay

PRINCIPAUX DÉFIS

Dans chacun de ces pays, les restrictions budgétaires ont compliqué l'assistance aux ménages dans le besoin. Les réponses au Pérou et au Paraguay ont privilégié l'importation de matériaux pour des raisons de qualité ou de disponibilité, entraînant des retards liés aux négociations, aux livraisons et à des coûts imprévus.

Au Paraguay, les inondations ont coïncidé avec le début de la pandémie de coronavirus, compliquant l'accès aux communautés, le suivi de l'aide aux abris et l'approvisionnement en biens de première nécessité à Asuncion, tout en augmentant le risque de contamination en raison des difficultés à diffuser les mesures d'atténuation. De même, au Honduras, le manque de fonds et les restrictions de circulation ont entravé la réponse des autorités et la mise en œuvre des activités communautaires.

La réponse en matière d'abris en Haïti fournit des exemples de planification de l'aide parfois inadaptée aux besoins des bénéficiaires, ainsi que des défis liés au suivi des distributions individuelles. Les kits initiaux de réparation d'abris ont été inefficaces, car de nombreuses familles ne possédaient pas de maison à réparer, et ils étaient conçus pour des structures en bois alors que beaucoup d'abris étaient en parpaings ou en maçonnerie.

Dans certains cas, les kits ayant été distribués sans condition, certaines familles ont préféré rester dans des abris collectifs en attendant d'autres aides plutôt que de les utiliser. Un autre problème a concerné la falsification de bons et de cartes de distribution. Il a été recommandé de renforcer leur sécurité et de limiter leur durée de validité pour réduire ce risque.

ÉTUDE DE CAS

ASIE DU SUD-EST

 **9 MILLION**
PERSONNES TOUCHÉES
(EN THAILANDE)

 **1.7 MILLION**
PERSONNES AFFECTÉES
(AU MYANMAR 2012)

 **356,790**
PERSONNES DÉPLACÉES
(AU VIETNAM)

ÉTUDES DE CAS 

SP9TH / A16 / CAMBODIA / 2018

SP6TH / A1 / MYANMAR / 2013

SP3TH / A19 / MYANMAR / 2008

SP3TH / A20 / MYANMAR / 2008

SP4TH / A30 / THAILAND / 2011

SP3TH / A31 / VIETNAM / 2009

CONTEXTE

Ces pays d'Asie du Sud-Est ont été confrontés à une série de catastrophes naturelles et de crises liées aux conflits ces dernières années. Au Cambodge (2018-21), les efforts de préparation aux catastrophes se sont centrés sur le renforcement de la résilience des communautés dans les quartiers informels vulnérables aux inondations et aux tempêtes. En 2011, la Thaïlande a subi les pires inondations depuis 50 ans, affectant plus de 13 millions de personnes et mettant en évidence l'importance des médias sociaux dans la coordination des interventions en cas de catastrophe.

Au Vietnam (2009), les typhons Ketsana et Mirinae ont causé d'importantes destructions, déplaçant des centaines de milliers de personnes et entraînant des efforts de reconstruction d'abris par le biais de distributions en espèces. Parallèlement, le Myanmar (2013-16) a été confronté à un conflit interne et à des inondations dévastatrices, ce qui a conduit à une réponse humanitaire coordonnée pour satisfaire les besoins en abris des populations déplacées dans un contexte de crises multiples.



CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN
		
		  
		  
		  
		 
		  

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ Forte participation communautaire : Les projets réalisés au Cambodge et au Viêt Nam ont utilisé des approches telles que la sensibilisation participative à la sécurité des abris (PASSA) et la reconstruction d'abris par les communautés, impliquant activement les populations locales dans la planification et l'exécution des efforts de réponse aux catastrophes.
- ✓ Les interventions basées sur l'argent liquide ont soutenu la reprise économique locale et offert une flexibilité dans la conception des abris.
- ✓ Des partenariats solides avec les autorités locales ont permis d'harmoniser les interventions en matière d'abris avec les plans nationaux de reprise après sinistre.
- ✓ Les projets réalisés au Vietnam et au Myanmar ont mis l'accent sur la formation technique pour renforcer la résistance des abris face aux catastrophes futures.
- x La lenteur du financement et de la distribution du matériel a retardé les efforts de récupération.
- x L'inadéquation culturelle : La conception de certains abris ne répondait pas aux besoins culturels des communautés, notamment des minorités ethniques.
- x Intégration WASH limitée : Manque d'intégration des composantes eau, assainissement et hygiène dans les projets d'abris.
- x Défis politiques et conflits : Au Myanmar, l'instabilité persistante a entravé la coordination et l'accès aux zones touchées.
- x Au Cambodge, bien que l'engagement communautaire ait été un point fort, l'absence de documentation, en particulier pour évaluer l'inclusion des groupes marginalisés, a restreint la capacité à mesurer pleinement l'efficacité des interventions.





© Thanchanitch Suttichote, Thailand

ÉTUDE DE CAS

BANGLADESH/ 2007-2018

> 1,3 MILLION
PERSONNES AFFECTÉES
(CRISE ROHINGYA)

> 1 MILLION
PERSONNES DÉPLACÉES
(CRISE ROHINGYA)

458,429
MAISONS ENDOMMAGÉES
(2007 CYCLONE)

ÉTUDES DE CAS



SP2ND / B03 / 2009

SP5TH /A14 /2017-18

SP5TH /A15 /2017-18

SP8TH /A12/ 2019-2020

RÉSUMÉS

SP2ND / B. 01 / 2009

SP2ND / B. 02 /2007

SP5TH /A13 /2017-18

CONTEXTE

Le Bangladesh, un pays densément peuplé, est exposé à des crises multiples liées à des phénomènes météorologiques et à des mouvements massifs de populations déplacées à travers ses frontières. Chaque année, la saison de la mousson apporte de fortes pluies et des vents violents, entraînant fréquemment des inondations modérées à graves. En août 2024, des pluies intenses ont provoqué des inondations soudaines dans 11 districts, endommageant partiellement ou détruisant plus de 200 000 maisons. Une évaluation rapide du Cluster Abris a recommandé la distribution d'aides en espèces pour la reconstruction, de bâches, de tentes, de kit outils pour les abris, de matériaux de construction, ainsi que des articles essentiels comme des éclairages solaires et des moustiquaires.



CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ Forte implication des communautés locales dans la planification et la mise en œuvre.
- ✓ Tous les projets ont intégré des mesures de RRC dans la conception des abris.
- ✓ Les projets ont favorisé l'utilisation de techniques et de matériaux de construction locaux.
- ✓ Des programmes de formation approfondis ont été proposés aux membres de la communauté, aux artisans et aux partenaires chargés de la mise en œuvre.
- ✓ Une forte coordination avec les autorités locales, les partenaires de mise en œuvre et les autres acteurs humanitaires a été une force commune.
- ✗ Plusieurs projets ont subi des retards importants en raison de difficultés liées à la passation des marchés, de processus de sélection des bénéficiaires longs et des conditions météorologiques.
- ✗ La variabilité des contributions des ménages et le respect des directives ont entraîné une durabilité inégale des abris.
- ✗ Les barrières culturelles, notamment celles liées à la participation des femmes, ont limité l'inclusion.
- ✗ Les approches basées sur l'argent comptant ont parfois conduit à une qualité de construction insuffisante.

LEÇONS APPRIS

- Une allocation efficace des ressources est cruciale pour la conception des projets, en tenant compte de facteurs tels que le coût, la durée de la formation et les ressources humaines. Les agences leaders du secteur devraient collaborer avec leurs partenaires pour élaborer une stratégie commune d'allocation des ressources, notamment par le biais de forums tels que les groupes de travail techniques.
- Les communautés possèdent souvent des personnes qualifiées, comme des charpentiers, qui peuvent contribuer aux efforts de reconstruction. Bien que ce projet ait adopté une approche axée sur les personnes, les charpentiers rohingyas auraient pu être davantage intégrés dans le processus de planification, notamment dans l'élaboration de matériel d'information, d'éducation et de communication (IEC) et de programmes de formation.

RESPONSE
CONTEXTE



APERÇU DES RÉPONSES

Les districts touchés par le cyclone Sidr en 2007 étaient encore en train de se reconstruire après les inondations et les dégâts lorsque le cyclone Aila a frappé en 2009. La réponse au cyclone Aila, qui a déplacé environ 2 millions de personnes, a été moins solide que celle au cyclone Sidr, car les ressources du pays avaient été épuisées et n'avaient pas été entièrement reconstituées. Le manque de terres et de fonds disponibles a limité les projets visant à reconstruire les digues et les habitations détruites et endommagées, ainsi qu'à fournir la nourriture, l'eau et les moyens de subsistance nécessaires aux populations.

Après l'afflux de Rohingyas en 2017, les réfugiés nouvellement arrivés ont construit leurs abris eux-mêmes et ont identifié les sites avec un minimum de ressources. Au cours des mois et des années qui ont suivi, ces abris ont été progressivement améliorés grâce à l'assistance en matière d'abris et d'articles non alimentaires. Malgré cette assistance, les réfugiés de ces campements sont exposés aux risques d'inondation et de glissement de terrain, ainsi qu'aux risques d'incendie, sanitaires et de protection dus à la surpopulation. La réponse et la gestion coordonnées par les partenaires des abris depuis 2017 ont cherché à intégrer des techniques de réduction des risques de catastrophe (RRC) et à renforcer la durabilité des abris, car le déplacement de la communauté rohingya est toujours en cours. Les cycles de mousson, associés à des matériaux de mauvaise qualité et à des infestations de ravageurs, ont entraîné la dégradation rapide des abris.

En 2019, de nouveaux modèles d'inondation pour les camps d'hébergement ont été commandés par les partenaires des abris, étant donné qu'il n'y a pas de sites disponibles qui ne soient pas exposés aux inondations. Les structures doivent être conçues de manière à ce que les vallées puissent être aménagées en toute sécurité pour les abris. Un premier plan directeur de drainage de la zone a été élaboré. Ce plan prévoyait la création de drains collecteurs autour de chaque abri afin d'intercepter l'eau qui lessive les pentes des structures. Chaque drain collecteur est relié à des drains primaires traversant le centre de chaque vallée. En outre, la terre excavée lors du creusement des drains primaires a été réutilisée pour rehausser le niveau des abris. Les équipes ont également construit des drains de captage autour des blocs d'abris et ont relié chaque bloc au réseau de drainage principal. Des voies d'accès pavées de briques et des ponts en bambou entre les blocs ont été installés pour protéger les voies de la détérioration et améliorer la sécurité des déplacements. Le projet a donné la priorité à des mesures de RRC durables sur le plan environnemental, notamment le drainage naturel pour favoriser l'infiltration de l'eau dans le sol.



© Nate Webb, Cox's Bazar Bangladesh

Ces activités ont permis de réduire les risques d'inondation pour les habitants en aval et de planter des herbes à croissance rapide et à racines profondes le long des talus et des pentes pour prévenir l'érosion. Des activités de plantation d'arbres et de reboisement ont été menées dans tout le camp afin de restaurer l'environnement, de protéger les pentes de l'érosion et de réduire les inondations.

Les stratégies de RRC dans la planification des sites et la conception des abris ont fait partie intégrante des considérations des praticiens soutenant la crise des Rohingyas au Bangladesh en 2019. Outre les inondations, de multiples aléas ont dû être pris en compte, notamment les risques d'incendie, les vents violents et les glissements de terrain (qui accompagnent souvent les inondations). Cela a nécessité une planification complexe et intégrée des sites, le développement des sites et la conception d'abris pour protéger les communautés d'une vulnérabilité accrue aux risques d'inondation, en plus des autres aléas.

ACTION ANTICIPÉE

Le projet SUFAL (Supporting Flood Forecast-Based Action and Learning in Bangladesh), lancé en août 2019 et prévu pour se terminer en septembre 2024, vise à intégrer des mesures anticipatoires dans la gestion des risques de catastrophe au Bangladesh. Il renforce les systèmes d'alerte précoce en fournissant des informations adaptées aux parties prenantes, tout en développant des protocoles d'action précoce (EAP) et des mécanismes de financement.

SUFAL cible les risques liés aux moussons, aux crues soudaines et aux éclairs, couvrant plusieurs secteurs, dont les abris, l'agriculture, l'élevage, la santé publique, WASH, GEDSI et la protection sociale (transferts monétaires). La rénovation des abris en phase 1 a favorisé l'évacuation précoce, sécurisé le bétail et créé des emplois via des programmes de travail rémunéré. Enfin, les alertes anticipées ont permis aux ménages de mieux se préparer, réduisant ainsi leur vulnérabilité aux inondations.

PRINCIPAUX DÉFIS

En ce qui concerne les défis permanents liés à la crise des réfugiés rohingyas et aux risques d'inondation associés, le gouvernement du Bangladesh maintient une politique de structures non permanentes dans les camps de réfugiés. L'utilisation de matériaux plus durables, tels que le béton, l'acier, la brique et la terre, est limitée. En conséquence, une évaluation réalisée par les partenaires du secteur des abris a montré que le bambou traité devrait être privilégié pour garantir l'intégrité structurelle à long terme.

L'impossibilité d'utiliser des matériaux de construction permanents dans les camps d'installation entrave les objectifs du projet de logement, notamment la réduction des coûts en diminuant la fréquence de remplacement des matériaux (bambou) et la réduction de l'impact sur les forêts et les bosquets de bambou. Cette problématique est partiellement résolue en traitant le bambou selon une méthode durable sur le plan environnemental, visant à augmenter sa longévité.

ÉTUDE DE CAS

KENYA / 2007 - 2018

100,000
PERSONNES AFFECTÉES
(DADAAB)

300,000
PERSONNES DÉPLACÉES
(INNOUDATION 2018)

7,685
MAISONS DÉTRUITES
(TANA RIVER)

ÉTUDES DE CAS

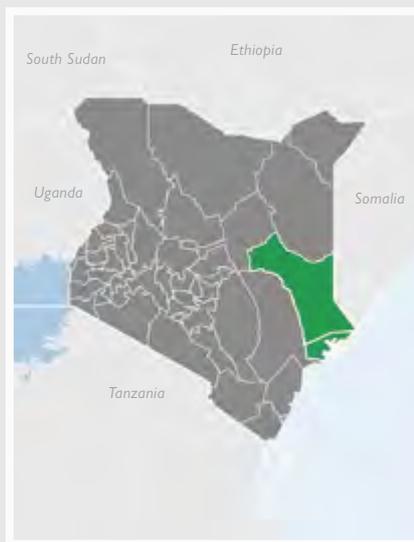
SP1ST / A.3 / 2007

SP2ND / A.10 - A.11 / 2007

SP7TH / A.3 / 2018

CONTEXTE

La région de Dadaab, située dans l'est du Kenya, abrite l'un des plus grands camps de réfugiés au monde. Depuis le début des années 1990, Dadaab a accueilli des centaines de milliers de réfugiés fuyant le conflit en Somalie. La population du camp fluctue en raison de la violence et de l'instabilité qui affectent la région. De plus, les inondations récurrentes ont exacerbé les difficultés rencontrées par les réfugiés ainsi que par les communautés d'accueil. En réponse à ces crises, plusieurs interventions en matière d'abris ont été mises en œuvre entre 2007 et 2018 pour répondre aux besoins en abris d'urgence et à long terme. Ces projets ont mis l'accent sur la fourniture d'abris durables, l'intégration de stratégies de réduction des risques de catastrophes (RRC), et l'implication des communautés locales dans les efforts de construction pour favoriser la durabilité et la résilience. Par ailleurs, les projets ont cherché à renforcer les capacités des communautés locales en les formant à des techniques de construction plus sûres et à la préparation aux catastrophes.



CONTEXTE		ABRIS		MÉTHODES DE SOUTIEN			

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ **Participation de la communauté** : L'engagement fort de la communauté dans la construction des abris et la formation des bénéficiaires a permis de réduire les coûts, d'assurer une meilleure qualité de construction et de responsabiliser les communautés locales.
- ✓ **Réduction des risques de catastrophe (RRC)** : Les abris ont été conçus pour résister aux inondations, avec des fondations surélevées et des briques de terre améliorées, afin d'atténuer l'impact des catastrophes futures.
- ✓ **Partenariats et collaboration** : Des partenariats solides et une collaboration fructueuse ont permis des temps de réponse rapides et une utilisation efficace des ressources.
- ✓ **Durabilité et considérations environnementales** : L'utilisation de briques de terre a contribué à réduire la déforestation dans la région de Dadaab. La production de briques de terre est également devenue une activité génératrice de revenus importante, même après la fin des projets.
- ✗ **Défis logistiques** : Des retards et des problèmes liés à la chaîne d'approvisionnement ont entravé l'approvisionnement en matériaux adéquats, créant des obstacles logistiques importants.
- ✗ **Données de référence limitées** : Dans certains cas, aucune enquête de référence n'a été réalisée, ce qui a rendu difficile l'évaluation objective de l'impact des interventions et la mesure des changements au fil du temps.
- ✗ **Exclusion et allocation inéquitable des ressources** : Certains groupes vulnérables, tels que les grands ménages ou les familles polygames, n'ont pas reçu suffisamment de ressources pour répondre à leurs besoins en raison de critères de ciblage qui ne tenaient pas compte de la taille variable des ménages.
- ✗ **Risques environnementaux** : L'extraction de terre pour la production de briques a engendré des fosses dangereuses, devenues des foyers de moustiques, aggravant ainsi les risques pour la santé publique.



RÉPONSE
CONTEXTE



© ShelterBox, Kenya.



© Joana Cameira, Kenya.

ÉTUDE DE CAS

MALAWI / 2015 - 2022

> 1,1 MILLION
PERSONNES AFFECTÉES

336,000
PERSONNES DÉPLACÉES

719,000
MAISONS ENDOMMAGÉES

ÉTUDES DE CAS

SP6TH / A.20 / 2015

SP6TH / A.21 / 2015-16

SP9TH / A.6 / / 2022

RÉSUMÉS

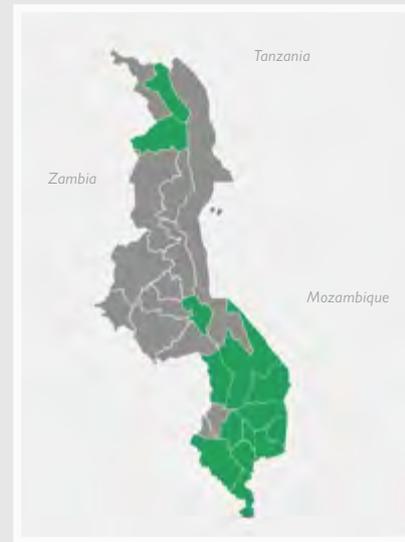
SP6TH / A.19 / 2015

CONTEXTE

Le Malawi est particulièrement vulnérable aux catastrophes naturelles, notamment aux inondations et aux tempêtes tropicales, en raison de sa situation géographique et de sa vulnérabilité au changement climatique.

En 2015, le Malawi a subi l'une de ses pires inondations, touchant plus de 1,1 million de personnes, déplaçant 336 000 individus et causant des dégâts considérables, avec 523 347 maisons affectées, dont 356 643 ont été complètement détruites.

En 2022, la tempête tropicale Ana a aggravé la situation, affectant 195 801 maisons, dont 59 860 ont été complètement détruites. Ces catastrophes récurrentes ont gravement perturbé les moyens de subsistance, le logement et la sécurité alimentaire, rendant le redressement difficile à long terme pour les communautés touchées. Elles soulignent également la nécessité de renforcer la gestion des catastrophes et les stratégies de résilience.



CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ Engagement de la communauté : Les deux réponses ont impliqué un fort engagement de la communauté, ce qui a contribué à améliorer l'appropriation des initiatives et à favoriser l'auto-récupération.
- ✓ Réponse initiale rapide : Lors des deux événements, des abris d'urgence et des produits non alimentaires essentiels ont été rapidement distribués aux populations touchées, minimisant ainsi les dégâts immédiats.
- ✓ Utilisation de matériaux locaux : La réponse s'est concentrée sur l'utilisation de matériaux locaux pour les abris temporaires, facilitant ainsi un rétablissement rapide et encourageant la participation locale.
- ✓ Collaboration entre le gouvernement et les partenaires : La collaboration entre le gouvernement, les ONG et les organisations internationales a été efficace, renforçant ainsi la coordination et la mobilisation des ressources.
- ✗ Retard dans la transition vers des solutions permanentes : Les deux réponses ont rencontré des difficultés dans le passage des abris temporaires aux logements durables, aggravées par des retards dans la sélection des bénéficiaires et la livraison de matériel, en particulier en raison des obstacles logistiques dans les zones reculées (ex. inondations de 2015).
- ✗ Préparation insuffisante : La réponse de 2022 a révélé un manque persistant de matériel prépositionné et de plans pour une infrastructure résiliente, amplifiant l'impact des tempêtes et des inondations.
- ✗ Lacunes en matière de durabilité : Les interventions manquaient d'une approche à long terme, compromettant ainsi la solidité des logements et la résilience des infrastructures face aux catastrophes futures.

RESPONSE
CONTEXTE





© Habitat for Humanity, Malawi.



© Jamie Richardson, Malawi

ÉTUDE DE CAS

MOZAMBIQUE



160,000

PERSONNES AFFECTÉES



160,000

PERSONNES DÉPLACÉES



6,500

MAISONS ENDOMMAGÉES

ÉTUDES DE CAS

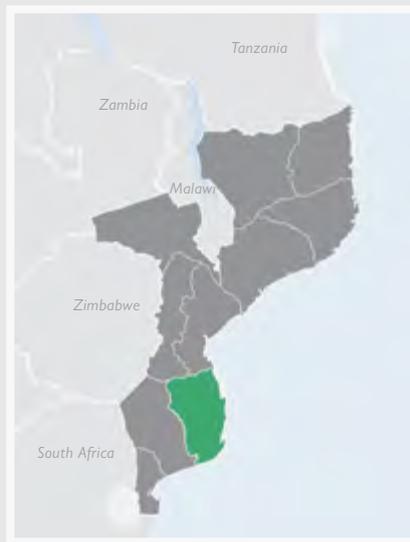


SP1ST / A.6 / 2007

SP2ND / B.14 / 2007

CONTEXTE

En février 2007, le cyclone Favio a frappé le nord de l’Inhambane, au Mozambique, provoquant des dégâts considérables, notamment dans les zones sujettes aux inondations. Le cyclone a déplacé 160 000 personnes et endommagé environ 6 500 maisons. En réponse, des kits d’abris ont été distribués aux ménages les plus vulnérables, y compris les veuves, les familles monoparentales, ainsi que les personnes souffrant de maladies chroniques ou de handicaps. Les efforts de redressement comprenaient également une formation sur des techniques de construction améliorées pour aider les communautés à construire des abris plus résistants. Malgré des difficultés telles que des retards de financement, un manque de stocks d’abris d’urgence et des problèmes d’approvisionnement, le projet a réussi à soutenir 2 219 ménages vulnérables (environ 11 095 personnes) dans deux districts.



CONTEXTE	ABRIS	MÉTHODES DE SOUTIEN

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ **Groupes vulnérables ciblés** : La réponse a effectivement donné la priorité aux groupes vulnérables, notamment les veuves, les familles dirigées par des enfants et les personnes souffrant de handicaps ou de maladies chroniques.
- ✓ **Construction** : Une formation sur les techniques de construction améliorées a permis aux communautés de construire des abris plus résistants, renforçant ainsi la préparation aux catastrophes à long terme..
- ✓ **Portée significative** : Malgré les difficultés rencontrées, le projet a réussi à soutenir 2 219 ménages vulnérables, touchant environ 11 095 personnes dans les deux districts concernés.
- ✗ **Retard de financement et d’approvisionnement** : La réponse a été confrontée à des retards, ce qui a ralenti la distribution de l’aide aux abris.
- ✗ **Absence de stocks d’urgence** : L’absence de stocks a entraîné des délais de réponse plus longs, affectant la rapidité de la livraison des matériaux d’abris aux bénéficiaires.
- ✗ **Problèmes logistiques** : Les difficultés à mobiliser le soutien de la communauté et les problèmes logistiques ont empêché certains ménages d’utiliser efficacement le matériel distribué.

LEÇONS APPRIS

- Les ménages vulnérables, tels que ceux dirigés par des veuves ou des personnes âgées, ont souvent manqué d’aide communautaire, ce qui souligne la nécessité d’un soutien plus direct dans les interventions futures..
- Les retards dans l’approvisionnement en matériaux locaux, dus à des problèmes d’environnement et d’approvisionnement, ont souligné l’importance d’une meilleure planification et d’une meilleure coordination avec les fournisseurs..
- Les bénéficiaires n’ont pas toujours appliqué les techniques de construction améliorées, ce qui suggère qu’une formation répétée et un soutien sur place sont essentiels pour obtenir de meilleurs résultats.



RÉPONSE
CONTEXTE



© Lizzie Babister Mozambique



© Lizzie Babister, Mozambique

ÉTUDE DE CAS

PAKISTAN / 2010 - 2014



> 20 MILLION

PERSONNES AFFECTÉES



1.2 MILLION

PERSONNES DÉPLACÉES



3.3 MILLION

MAISONS ENDOMMAGÉES

ÉTUDES DE CAS



SP3TH /A.23/ 2010

SP3TH /A.24/ 2010

SP3TH /A.25/ 2010

SP4TH /A.20/ 2010

SP4TH /A.21/ 2010

SP4TH /A.22/ 2011

SP4TH /A.23/ 2011

SP5TH /A.19/ 2012

SP5TH /A.20/ 2012

SP5TH /A.21/ 2012

RÉSUMÉS

SP3TH /A.22/ 2010

SP5TH /A.18/ 2010-14

CONTEXTE

En 2010, le Pakistan a connu une « méga-inondation » causant des destructions massives et des déplacements. Dans le sillage de cette catastrophe, les quatre années suivantes ont apporté de nouveaux épisodes de fortes pluies et d'inondations à grande échelle. Avant 2010, le Pakistan avait une expérience significative dans la gestion des urgences humanitaires, notamment les déplacements dus aux conflits – comme l'afflux de réfugiés afghans et une crise de PDI –, ainsi que les séismes de 2005 et 2008 et les inondations de 2007. Bien que le pays ait déjà été confronté à des inondations, celles-ci touchaient principalement le nord du pays. Lorsque 75 % des inondations ont frappé les provinces du Pendjab et du Sindh, dans le sud du Pakistan, la région avait une faible capacité de réponse face à cette catastrophe d'ampleur.



	CONTEXTE		ABRIS		MÉTHODES DE SOUTIEN							
SP3 TH /A.23/ 2010	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP3 TH /A.24/ 2010	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP3 TH /A.25/ 2010	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP4 TH /A.20/ 2010	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP4 TH /A.21/ 2010	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP4 TH /A.22/ 2011	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP4 TH /A.23/ 2011	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP5 TH /A.19/ 2012	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP5 TH /A.20/ 2012	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣
SP5 TH /A.21/ 2012	👤	👤	🏠	🏠	📄	📄	📄	📄	📄	📄	👤	📣

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ Forte implication des communautés locales dans la planification et la mise en œuvre, dans toutes les études de cas.
- ✓ Tous les projets ont intégré des mesures de réduction des risques de catastrophes (RRC) dans la conception des abris.
- ✓ Les projets ont privilégié l'utilisation de techniques et de matériaux de construction locaux.
- ✓ Des programmes de formation approfondis ont été proposés aux membres de la
- ✗ Plusieurs projets ont rencontré des retards importants en raison de difficultés liées à la passation des marchés, de processus de sélection des bénéficiaires prolongés et des conditions météorologiques.
- ✗ La variabilité des contributions des ménages et le respect des directives ont entraîné une durabilité inégale des abris.
- ✗ Des barrières culturelles, notamment concernant la participation des femmes, ont été observées.
- ✗ Les approches fondées sur le principe de l'argent comptant ont parfois conduit à une qualité de construction médiocre.



CONTEXTE

Entre 2010 et 2014, environ 2,5 millions de maisons ont été détruites par les fortes pluies et des dizaines de millions de personnes ont été touchées. Les inondations et les glissements de terrain ont provoqué des déplacements massifs de populations, certains déplacements durant de quelques jours à plusieurs mois, obligeant les gens à chercher refuge chez des familles d'accueil, dans des centres collectifs, des camps planifiés, ou des installations spontanées, tandis que d'autres sont retournés chez eux ou y sont restés lorsque cela était possible. Après les inondations de 2012, les communautés ont trouvé refuge dans des tentes ou des abris d'urgence, et certains ont été contraints de vivre à la belle étoile.

Une étude de cas du Global Shelter Project sur les inondations de 2010 au Pakistan a mis en lumière les risques accrus liés à la baisse des températures pendant les travaux de reconstruction des abris. En 2010, dans la province de Sindh, 80 % des ménages ont été fortement endommagés ou complètement détruits, et 65 % dans la province du Punjab. Au fil des années, les dommages causés par les inondations ont dépassé les pertes en logement et en abri pour toucher les besoins fondamentaux, notamment la destruction des cultures de riz et de légumes, un problème particulièrement grave dans le nord du Sindh, où les moyens de subsistance agricoles constituaient la principale source de revenus pour les ménages.

Avant les inondations, le Pakistan présentait déjà d'importantes vulnérabilités, notamment une malnutrition chronique chez près de 50 % des enfants de moins de cinq ans, une pauvreté sévère et des taux d'alphabétisation des femmes extrêmement bas. Bien que les techniques et matériaux de construction variaient d'un district à l'autre et même d'un village à l'autre, de nombreuses maisons et abris étaient

construits en briques de terre ("kacha") ou en chaume ("chappar"), qui s'effondrent facilement en cas de fortes pluies ou d'inondations. Les populations déjà vulnérables, sur le plan physique et économique, ont été progressivement épuisées, et dans certains cas, les efforts de reconstruction ont été interrompus ou annulés par de nouvelles inondations.

Des structures innovantes et résistantes aux catastrophes ont été cruciales pour le rétablissement des foyers et des communautés touchées, conçues, mises en œuvre et contrôlées par les partenaires du projet.

APERÇU DES RÉPONSES

L'Autorité nationale de gestion des catastrophes (NDMA), créée en 2007, est l'entité gouvernementale responsable de la gestion des catastrophes au Pakistan. La province de Khyber Pakhtunkhwa disposait déjà d'une autorité provinciale de gestion des catastrophes (PDMA) et avait une expérience des grandes catastrophes dans la région, ce qui lui permettait de réagir efficacement à la méga-inondation de 2010. En revanche, les provinces du Pendjab et du Sindh, qui n'avaient pas connu de séismes ou d'inondations de grande ampleur auparavant, avaient des capacités de réaction beaucoup plus limitées. Les organismes impliqués dans les interventions d'abris ont collaboré avec la NDMA au niveau national, ainsi qu'avec des ONG nationales et internationales et les équipes de coordination des districts et des provinces pour coordonner les actions d'urgence après les inondations. Le gouvernement pakistanais a mis en place un système de cartes WATAN, des cartes de guichet automatique permettant de verser des paiements. Ainsi, deux séries d'aides ont été fournies, la première à 1,6 million de ménages et la seconde à 1,1 million de ménages.



© Usman Ghani, Pakistan

Suite à la méga-inondation de 2010, la réponse d'urgence a été rapide et à grande échelle, avec plus de 3 millions de familles recevant des abris d'urgence dans les six premières semaines. Cependant, malgré le grand nombre de ménages ayant reçu une aide d'urgence, soit environ un million, cela ne représentait que 67 % des ménages ayant réellement besoin d'assistance. Les interventions en matière d'abris comprenaient des abris transitoires d'une durée de vie minimale d'un an et conçus pour permettre la réutilisation des matériaux. Il y avait également des abris d'une seule pièce pouvant être agrandis au fil du temps. Cependant, moins de 150 000 abris transitoires et de base ont été construits, laissant la majorité des ménages sans cette aide ciblée.

La sélection des bénéficiaires a suivi un modèle uniforme, voire identique, dans certaines réponses. Des critères spécifiques étaient définis en fonction de la vulnérabilité des ménages et du niveau de destruction des structures. Certains modèles prévoyaient la remise des fonds en trois tranches en fonction des progrès des travaux de construction, tandis que d'autres distribuaient des coupons forfaitaires pour l'achat des matériaux. Des équipes de l'unité temporaire de soutien à l'installation ont été formées pour se rendre dans les différents abris et fournir des rapports réguliers sur les besoins non couverts et les progrès du retour. Un mécanisme de retour d'information a également été mis en place après les inondations de 2012, incluant une ligne téléphonique d'urgence (centre d'appel humanitaire), des boîtes de réclamation et des retours verbaux lors des visites sur le terrain.

RÉDUCTION DES RISQUES

À la suite des inondations de 2010, les principes de réduction des risques de catastrophes (RRC) ont été intégrés au cœur des programmes d'hébergement. Ces principes visaient à améliorer les techniques de construction résistantes aux

catastrophes, à dispenser des formations en RRC à l'ensemble des communautés cibles, et non uniquement aux bénéficiaires directs. La sélection des lieux de construction a été déterminée après une cartographie des risques réalisée avec la participation active de la communauté. De plus, les membres de la communauté ont été impliqués dans la réparation des digues et de certaines infrastructures de défense contre les inondations. Une partie de l'approche RRC a aussi combiné la plantation d'arbres, la culture de potagers, et les principes de permaculture pour traiter les eaux usées, tout en améliorant l'environnement local et la sécurité alimentaire.

Lors des interventions en matière d'abris, la conception des abris a été adaptée en fonction des consultations communautaires, de manière à répondre aux besoins spécifiques des sites et à garantir leur durabilité. Les phases pilotes ont permis de tester les méthodes de construction, les matériaux et les conceptions avant la mise en œuvre à plus grande échelle, et ont offert aux bénéficiaires et aux ingénieurs l'opportunité de fournir des retours, afin de perfectionner les plans.

Le programme de formation mis en place lors de la phase de reconstruction après les inondations de 2011-2012 comprenait huit modules sur la typologie des abris pour une construction à risque réduit. Ce programme s'est ajusté aux différentes méthodes de construction en fonction des spécificités de chaque site. La réponse aux inondations de 2012 a élargi son approche de la RRC en y intégrant le renforcement des capacités, un domaine qui n'avait pas été prioritaire en 2010. La planification des implantations a été introduite pour favoriser des installations résilientes aux catastrophes, et une condition de participation a été que les ménages identifient des parcelles sûres pour la reconstruction, plutôt que de reconstruire dans des zones exposées aux risques.



© ACTED, Pakistan



©ACTED Pakistan

PRINCIPAUX DÉFIS

Le régime foncier a constitué un défi constant dans les réponses d'hébergement aux inondations au Pakistan entre 2010 et 2014. Les attitudes des propriétaires fonciers étaient variables, et les résidents ne pouvaient pas toujours être assurés de ne pas être expulsés. De plus, certains propriétaires fonciers n'étaient pas ouverts à la construction de certaines structures sur leurs terres. Cela a influencé la conception des abris, certains étant conçus de manière à pouvoir être facilement démontés en cas d'expulsion, permettant ainsi de transporter la structure ou, à tout le moins, la toiture.

De plus, les personnes déjà vulnérables (tant physiquement qu'économiquement) ont été les plus durement touchées par les inondations, et leurs capacités d'adaptation ont été considérablement affaiblies. Dans certains cas, le processus de rétablissement a été interrompu par une nouvelle inondation. Les pratiques locales relatives aux rôles des hommes et des femmes dans les villages ont contraint les organisations

à trouver des moyens pour garantir que les femmes étaient effectivement consultées. À cet effet, des comités de femmes ont été mis en place pour faciliter leur participation.

Les pratiques culturelles, y compris le système de castes sociales, devaient également être prises en compte lors de la planification de la reconstruction après les inondations, afin de garantir la sécurité et la confidentialité des individus.

Enfin, soutenir la reconstruction des abris à une échelle aussi large a représenté un défi en termes de coordination, de contrôle de la qualité et de collaboration avec les autorités locales. Le fait que différentes organisations aient pris la direction des opérations au niveau provincial lors de la réponse de 2010 a conduit à des interprétations divergentes du rôle des agences de coordination. La planification efficace entre les niveaux national, régional et local s'est également avérée difficile.

ÉTUDE DE CAS

PHILIPPINES / 2010 - 2020

16,078,181
PERSONNES AFFECTÉES
(TYPHON HAIYAN)

130,266
PERSONNES DEPLACÉES
(TYPHON GONI)

35,286
MAISONS ENDOMMAGÉES
(DANS LA TEMPÊTE KAI TAK)

ÉTUDES DE CAS



SP3RD /A26 / TYPHOON 2010

SP4TH /A26 / STORM WASHI 2011

SP4TH /A27/ STORM WASHI 2011

SP5TH /A22 / TYPHOON 2012

SP5TH /A24 / TYPHOON 2013

SP5TH /A25 / TYPHOON 2013

SP6TH /A9 / TYPHOON 2013

SP6TH /A10 / TYPHOON 2013

SP6TH /A11 / TYPHOON 2013

SP6TH /A12 / TYPHOON 2013

SP6TH /A13 / TYPHOON 2013

SP7TH /A20 / TYPHOON 2013

SP7TH /A21 / TYPHOON 2013

SP7TH /A22 / STORM KAI 2017

SP8TH /A14 / TYPHOON 2013

SP9TH /A19 / TYPHOON GONI

RÉSUMÉS

SP4TH /A25 / STORM WASHI 2011

SP5TH /A23 / TYPHOON 2013

SP6TH /A8 / TYPHOON 2013

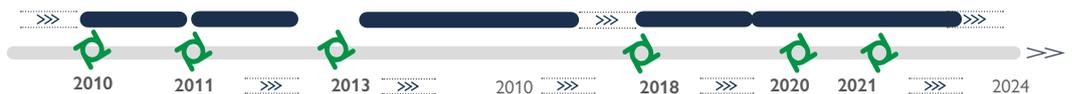
RESPONSE
CONTEXTE

CONTEXTE

Les Philippines font face à une moyenne de 20 typhons par an, ce qui a poussé le pays à développer des capacités significatives de réponse aux catastrophes. Cependant, en 2013, le pays a été frappé par le super typhon Haiyan (Yolanda), qui a ravagé le territoire. Cela a été suivi par le typhon Kai-Tak (Urduja) en 2018, le typhon Goni (Rolly) en 2020 et le typhon Rai (Odette) en 2021. L'exposition répétée à des tempêtes violentes, en particulier dans les zones encore en cours de récupération ou situées dans des régions sujettes aux inondations, a considérablement réduit la capacité d'adaptation des communautés. Ces conditions ont entraîné des déplacements massifs et un manque d'abris après les catastrophes. Ces événements ont mis en évidence le besoin crucial pour les acteurs du secteur de l'hébergement de soutenir les efforts de relèvement après des catastrophes liées aux inondations.



CONTEXTE	ABRIS			MÉTHODES DE SOUTIEN							





© Alfie Calingacion, Philippines

APERÇU DES RÉPONSES

Suite aux impacts du super typhon Haiyan en 2013, la réponse initiale a permis de fournir des abris d'urgence à 570 000 ménages et des solutions de toiture durables à 160 000 ménages. Après cette première phase, la province d'Anibong a été confrontée à une relocalisation forcée lorsque le gouvernement philippin a imposé des zones d'interdiction de construction et de résidence le long des côtes. Les partenaires du secteur de l'abri ont développé le projet de relocalisation d'Anibong pour bâtir une communauté sûre et durable, gérée par les résidents, pouvant servir de modèle pour d'autres zones urbaines à faible revenu touchées par des crises. Le projet a débuté en 2013 avec des consultations communautaires et s'est achevé par la remise des logements aux résidents en 2020.

Lors de la tempête tropicale Kai-Tak en 2018, de nombreux ménages affectés occupaient encore des logements inachevés, tandis que le programme d'habitat mis en place après le super typhon Haiyan était toujours en cours. Les agences spécialisées dans l'hébergement ont aidé les autorités locales à collaborer avec les unités de gouvernement local, l'unité municipale de gestion des risques de catastrophe et le bureau municipal du bien-être social et du développement pour fournir une assistance temporaire aux ménages affectés, en attendant la construction de nouveaux logements en dehors des zones d'interdiction de construction. Les kits d'abris prépositionnés et les tentes ont permis une distribution rapide et rentable aux ménages sinistrés. Au début des typhons Rai et Goni, le gouvernement philippin a procédé à des évacuations préventives des communautés affectées. Cependant, en raison des élections nationales de 2022, des restrictions budgétaires liées à l'interdiction de dépenses en période électorale et des changements de direction au sein des agences gouvernementales nationales, aucune action supplémentaire n'a été entreprise pour le relèvement et la réhabilitation. En conséquence, les agences d'abris ont cherché à améliorer l'accès à des logements sûrs pour les communautés en facilitant l'accès au financement, en menant des actions de plaidoyer et en organisant des formations sur les stratégies de réduction des risques de catastrophe à destination des institutions de microfinance. Les principes et méthodes de "Build Back Safer" ont été essentiels à cette réponse, avec des formations dispensées aux institutions de microfinance et aux bénéficiaires, en collaboration avec des maçons et des ouvriers.

PRINCIPAUX DÉFIS

Lors de la réponse au typhon Haiyan à Coron, les chefs autochtones ont initialement refusé de collaborer avec les communautés migrantes, créant une barrière raciale qui a entravé l'accès au programme et nécessité une déconstruction. Dans le projet de relocalisation d'Anibong, les défis comprenaient les processus fonciers, les conditions météorologiques, les pénuries de main-d'œuvre et de matériaux, les problèmes de passation de marchés, le contrôle de la qualité et la gestion des entrepreneurs. Des retards ont également été causés par l'impact de la tempête tropicale Kai-Tak. Afin d'éviter que les ménages ne restent trop longtemps sous des tentes, des négociations ont été menées avec les propriétaires fonciers pour vendre des parcelles à des prix abordables, permettant la construction d'abris plus durables en attendant des logements adaptés.

La réponse aux typhons Rai et Goni était nouvelle et devait être étudiée et testée. En conséquence, seul un petit groupe de bénéficiaires a reçu cette aide pilote, mais le projet a posé des bases solides pour élargir et renforcer le modèle financier au fil du temps. Le projet a pris en compte les disparités d'accès pour les ménages dirigés par des femmes et a veillé à leur inclusion parmi les bénéficiaires, renforçant ainsi leur capacité à restaurer leurs moyens de subsistance.



© Steph Christensen, Philippines

ÉTUDE DE CAS

REP. ARABE SYRIENNE 2019–2022 / CRISE SYRIENNE

14.6
MILLION
PERSONNES AFFECTÉES

6.9
MILLION
PERSONNES DÉPLACÉES

5.9
MILLION
AYANT BESOIN D'ABRIS

ÉTUDES DE CAS 

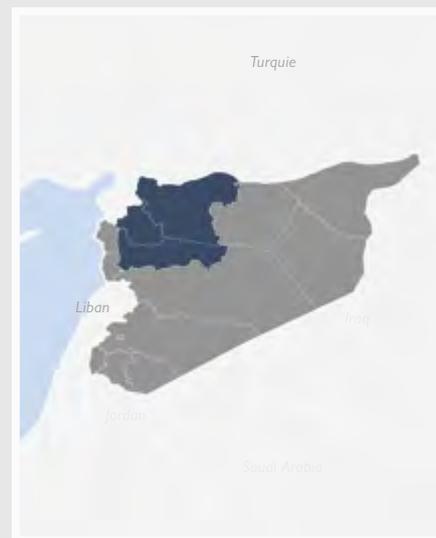
SP9TH / A.27 / 2021-2022

SP8TH / A.23 / 2019-2020

CONTEXTE

Le conflit prolongé en Syrie a entraîné un déplacement interne massif, exposant les communautés affectées non seulement à la violence et aux difficultés socio-économiques, mais aussi à des conditions climatiques extrêmes. Les personnes déplacées (PDI) se sont regroupées dans des établissements informels avec des abris de fortune, souvent situés dans des zones sujettes aux inondations.

Le nord-ouest de la Syrie abrite plus de 1 000 sites de PDI, dont beaucoup ont été établis dans des zones basses auparavant utilisées pour l'agriculture, exposant des populations déjà vulnérables aux risques d'inondations saisonnières. Après les inondations répétées dans ces sites en 2018 et 2019, le Cluster Abris, en collaboration avec d'autres partenaires, est intervenu pour fournir l'aide nécessaire aux communautés touchées, améliorer les infrastructures des sites et répondre aux besoins en abris.



CONTEXTE		ABRIS		MÉTHODES DE SOUTIEN	
					
					

FORCES ET FAIBLESSES

- ✓ **Impact à grande échelle** : En s'attaquant aux risques d'inondation et en améliorant les sites, le projet a adopté une approche stratégique en sélectionnant des interventions ayant un impact à grande échelle sur l'amélioration des conditions de vie des personnes déplacées dans 42 camps.
- ✓ **Interventions rentables** : Les deux études de cas ont mis en œuvre des solutions rentables, telles que le nivellement des tentes et le gravillonnage des routes, pour répondre aux besoins immédiats à faible coût.
- ✓ **Engagement et flexibilité** : Les deux études de cas ont intégré des processus solides d'engagement communautaire et de flexibilité, ajustant leurs approches en fonction des retours en temps réel et de l'évolution du contexte.
- x **Défis liés à la gestion à distance** : En raison des contraintes d'accès, la gestion à distance a posé des difficultés pour maintenir des normes de haute qualité, en particulier pour le suivi des travaux en cours.
- x **Problèmes de durabilité à long terme** : Les deux projets ont rencontré des difficultés pour garantir la maintenance à long terme des infrastructures, de nombreux camps n'ayant pas de structures de gestion formelles.
- x **Nécessité d'une planification plus large du site** : Bien que certaines infrastructures de prévention des inondations aient été construites, des améliorations plus globales de l'aménagement du site n'ont pas été réalisées.

LEÇONS APPRIS

- **Planification précoce et proactive** : Une planification anticipée dans les zones à risque est cruciale pour atténuer les impacts des phénomènes météorologiques extrêmes, comme les inondations.
- **Planification de nouveaux sites** : Envisager la création de nouveaux sites face à la surpopulation, tout en intégrant des réseaux d'égouts pour résoudre les problèmes d'assainissement.
- **Assurer la résilience des abris et leur accessibilité** : Garantir que les abris soient résistants et accessibles à tous, y compris aux personnes handicapées..

RESPONSE
CONTEXTE





© IOM, SCA

RÉPONSE

Le projet poursuivait plusieurs objectifs principaux, notamment améliorer l'accès pour les résidents des camps, en particulier pour les personnes âgées et celles confrontées à des problèmes de mobilité physique, et améliorer l'accès général au sein des camps pour les acteurs humanitaires, les moyens de subsistance, les urgences médicales, etc. Un autre objectif clé était d'améliorer les conditions sanitaires globales des résidents, car les eaux stagnantes après les inondations peuvent constituer un danger en devenant des foyers de reproduction pour les moustiques, les bactéries et les parasites. L'efficacité de la réponse humanitaire était également un aspect essentiel du projet.

La réduction des risques de catastrophes (RRC) a été un élément central dans la conception du projet. Des évaluations techniques et des études des besoins de chaque camp de déplacés ont été réalisées, permettant de développer une série d'interventions spécifiques. Ces actions visaient à réduire les risques d'inondation, notamment par l'amélioration des infrastructures, la construction de systèmes de drainage ouverts et fermés, de réseaux d'égouts, de ponceaux et de routes, ainsi que l'élévation des tentes de 20 cm à l'aide de gravier. Dans les camps où des infrastructures existaient déjà, le projet s'est concentré sur leur rénovation et le renforcement des structures de soutien. Par ailleurs, des latrines d'urgence ont été installées dans plusieurs camps.

Pour améliorer l'accès humanitaire et permettre aux résidents des camps d'atteindre plus facilement les villes voisines, le cluster CCCM a coordonné la construction de routes avec le groupe Relèvement précoce et Moyens de Subsistance. Lors de la phase de conception, une attention particulière a été portée à la manière dont les infrastructures pourraient être retirées une fois que les personnes déplacées internes (PDI) quitteraient les sites. Par exemple, des bâches en plastique ont été placées sous les canaux de drainage afin de garantir leur retrait sans endommager les terres agricoles et le sol.

RÉSULTATS

Alors que des millions de personnes restent déplacées dans les États du Nord-Ouest et vivent dans des camps informels et non planifiés, le projet a permis d'obtenir des résultats significatifs et d'améliorer les conditions de vie et de sécurité des populations touchées.

Les améliorations apportées aux infrastructures et aux abris ont contribué à protéger la santé et à éviter l'inondation de plus de 20 000 tentes et unités en béton autoconstruites. La saison hivernale 2020/2021 a démontré l'efficacité des nouvelles infrastructures : les abris et les routes n'ont pas été inondés, et les systèmes d'égouts et de drainage ont fonctionné correctement. La mobilité des résidents s'est améliorée, et même les groupes les plus vulnérables ont pu se déplacer, alors qu'auparavant, les impacts des inondations leur en empêchaient l'accès aux biens, aux services et aux moyens de subsistance.

Des opportunités d'emploi ont également été créées, car tous les matériaux ont été achetés localement, soutenant ainsi l'économie locale.

Il est également important de souligner que l'accès humanitaire s'est amélioré, permettant la distribution de l'aide essentielle et la fourniture de services de protection tels que la sensibilisation à la violence liée au sexe et le soutien psychosocial. En outre, les personnes déplacées ont été soutenues là où elles se trouvaient, évitant ainsi des déplacements supplémentaires dus à une relocalisation.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MÉTHODES DE SOUTIEN UTILISÉES PAR LES PROJETS DÉCRITS DANS LES ÉTUDES DE CAS

Crise	ÉTUDE DE CAS	CONTEXTE			OPTIONS D'ETABLISSEMENT/SITUATION									
		Localisation			Non déplacés / Retours			Déplacés, dispersés			Déplacés, communaux			
		Urbain	Peri-urbain	Rural	Occupation par le propriétaire	Location	Occupation informelle	Location	Familles d'accueil	Spontané / auto-installé	Centres collectifs	Site / Etablissement planifié	Site non planifié	Sites de réinstallation prévus
	SP3 TH / A.23 / PAKISTAN/ 2010 / FLOODS													
	SP3 TH / A.24 / PAKISTAN/ 2010 / FLOODS													
	SP3 TH / A.25 / PAKISTAN/ 2010 / FLOOD													
	SP4 TH / A.20 / PAKISTAN/ 2010 / FLOODS													
	SP4 TH / A.21 / PAKISTAN/ 2010 / FLOODS													
	SP4 TH / A.22 / PAKISTAN/ 2011 / FLOODS													
	SP4 TH / A.23 / PAKISTAN/ 2011 / FLOODS													
	SP5 TH / A.19 / PAKISTAN/ 2010-2014 / FLOODS													
	SP5 TH / A.20 / PAKISTAN/ 2010-2014 / FLOODS													
	SP5 TH / A.21 / PAKISTAN/ 2010-2014 / FLOODS													
	SP3 TH / A.26 / PHILIPPINES / 2010 / TYPHOON													
	SP4 TH / A.26 / PHILIPPINES / 2012 / CYCLONE													
	SP4 TH / A.27 / PHILIPPINES / 2012 / CYCLONE													
	SP5 TH / A.22 / PHILIPPINES / 2012 / TYPHOON													
	SP5 TH / A.24 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP5 TH / A.25 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP6 TH / A.9 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP6 TH / A.10 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP6 TH / A.11 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP6 TH / A.12 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP6 TH / A.13 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP7 TH / A.20 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP7 TH / A.21 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP7 TH / A.22 / PHILIPPINES / 2017 / STROM KAI													
	SP8 TH / A.14 / PHILIPPINES / 2013 / TYPHOON													
	SP9 TH / A.19 / PHILIPPINES / 2012 / TYPHOON													

	TYPES D'ASSISTANCE ABRIS							MÉTHODES DE SOUTIEN																					
	Abris d'urgence	Abris transitoire/ semi-permanent	Soutien aux familles d'accueil	Aide à la location	Logement de base	Réparation/rénovation/réhabilitation	Logement permanent	Interventions en Espèces					Distribution en Nature				Plaidoyer / Assistance juridique	Planification du site / d'établissement	Infrastructure	Formation / Renforcement des	Tech. Assistance / Assurance qualité	Évaluation structurelle	Lignes directrices / Communication	Gestion du site	Enlèvement des débris / gravats				
								Travail contre rémunération	Transfert conditionnel d'argent	Bons d'achat/espèces affectés	Inconditionnel et non affecté	Prêts / microcrédits, etc.	Articles ménagers	Matériel pour abris (y compris	Outils/Fixations	Articles WASH (et kits)													
3A.23																													
3A.24																													
3A.25																													
4A.20																													
4A.21																													
4A.22																													
4A.23																													
5A.19																													
5A.20																													
5A.21																													
3A.26																													
4A.26																													
4A.27																													
5A.22																													
5A.24																													
5A.25																													
6A.9																													
6A.10																													
6A.11																													
6A.12																													
6A.13																													
7A.20																													
7A.21																													
7A.22																													
8A.14																													
9A.19																													

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MÉTHODES DE SOUTIEN UTILISÉES PAR LES PROJETS DÉCRITS DANS LES ÉTUDES DE CAS

Crise	ÉTUDE DE CAS	CONTEXTE			OPTIONS D'ETABLISSEMENT/SITUATION									
		Localisation			Non déplacés / Retours			Déplacés, dispersés			Déplacés, communaux			
		Urbain	Peri-urbain	Rural	Occupation par le propriétaire	Location	Occupation informelle	Location	Familles d'accueil	Spontané / auto-installé	Centres collectifs	Site /Etablissement planifié	Site non planifié	Sites de réinstallation prévus
	SP1 ST / A.3 / KENYA/ 2007 / FLOODS													
	SP2 ND / A.10 / KENYA/ 2007 / FLOODS / COMPLEX													
	SP2 ND / A.11 / KENYA/ 2007 / FLOODS / COMPLEX													
	SP7 TH / A.3 / KENYA/ 2018 / FLOODS													
	SP1 ST / A.6 / MOZAMBIQUE /2007 / CYCLONE													
	SP2 ND / B.14/ MOZAMBIQUE /2007 / CYCLONE													
	SP9 TH / A.16 / CAMBODIA / 2018-21/PREPARDNSS													
	SP6 TH / A.1 / MYANMAR / 2013-16/ COORDINATION													
	SP3 TH / A.19 / MYANMAR / 2008 / CYCLONE NARGIS													
	SP3 TH / A.20 / MYANMAR / 2008 / CYCLONE NARGIS													
	SP4 TH / A.30 / THAILAND / 2011 / FLOODS													
	SP3 RD / A.31 / VIETNAM/ 2009 / THYPOON													
	SP5 TH / A.19 / NEPAL / 2017-18/ FLOODS													
	SP7 TH / A.24 / SRI LANKA/ 2017/ FLOODS													
	SP9 TH / A.20 / TIMOR LESTE/ 2021/ FLOODS													
	SP4 TH /A18 /MADAGASCAR /2011-12 / STORM													
	SP2 ND / B25 / UGANDA/ 2009/ FLOODS													
	SP5 TH / NIGERIA/ A.17/ 2012/ FLOODS													
	SP5 TH / BENIN /A.16/ 2010-11/ FLOODS													
	SP2 ND / BANGLADESH/ B.03/ 2007 / CYCLONE													
	SP5 TH / BANGLADESH / A14 / 2017-18/ CONFLICT													
	SP5 TH / BANGLADESH / A15 / 2017-18/ CONFLICT													
	SP8 TH / BANGLADESH/ A12/ 2019-20/ MULTIPLE CRISIS													
	SP8 TH / A23 / SYRIA /2019-20 / SYRIAN CRISIS													
	SP9 TH / A.27 / SYRIA / 2021-22 / SYRIAN CRISIS													
	SP7 TH / A9 / SOUTH SUDAN / 2018/ CONFLICT													
	SP6 TH / A25 / SOUTH SUDAN / 2013-16/ COMPLEX													

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES MÉTHODES DE SOUTIEN UTILISÉES PAR LES PROJETS DÉCRITS DANS LES ÉTUDES DE CAS

Crise	ÉTUDE DE CAS	CONTEXTE			OPTIONS D'ETABLISSEMENT/SITUATION										
		Localisation			Non déplacés / Retours		Déplacés, dispersés			Déplacés, communaux					
		Urbain	Peri-urbain	Rural	Occupation par le propriétaire	Location	Occupation informelle	Location	Familles d'accueil	Spontané / auto-installé	Centres collectifs	Site /Etablissement planifié	Site non planifié	Sites de réinstallation prévus	Réinstallation dispersée
	SP9 TH / A.14 / HONDURAS / 2020-2021/ HURRICANES														
	SP8 TH / A.9 / PARAGUAY / 2019-2020 / FLOODS														
	SP5 TH / A.2 / COLOMBIA / 2011 / FLOODS														
	SP4 TH / A.3 / COLOMBIA / 2010-11 / FLOODS														
	SP4 TH / A.24 / PERU / 2012 / FLOOD & LANDSLIDES														
	SP2 ND / B.6/ HAITI / 2008 / FLOODING														
	SP6 TH / A.20 / MALAWI / 2015 / FLOODS														
	SP6 TH / A.21 / MALAWI / 2015-16 / FLOODS														
	SP9 TH / A.6 / MALAWI / 2022 / TROPICAL STORM ANA														
	SP3 RD / A.27 / ROMANIA / 2010 / FLOODS														

ARTICLES TECHNIQUES

- Pakistan, 2010, Floods| B.9 Post-Disaster Shelter; 10 Designs
- Pakistan, 2010, Floods | B.3 T-Shelter: 8 Designs
- Philippines, 2012, Cyclone | B.06 Post-Disaster Shelter: 10 Designs
- Philippines, 2012, Cyclone | B.07 Post-Disaster Shelter: 10 Designs
- Vietnam, 2004, Typhoon | B.08 T-shelter: 8 designs
- Bangladesh, 2008, Cyclone| B.08 Post-Disaster Shelter: 10 Designs

Ce tableau présente la diversité des types de projets décrits dans les études de cas ainsi que la variété des contextes dans lesquels ils ont été mis en œuvre. Il fournit un résumé de:

1. **Contexte:** les projets sont-ils situés dans des contextes urbains, périurbains et/ou ruraux.
2. **Options d'habitats /Situation:** le type d'établissements dans lesquels les personnes ont été aidées (ou aidées à retourner/emménager)
3. **Types d'assistance en matière d'abris:** Grandes catégories d'assistance en abris fournies par le projet.
4. **Méthodes de soutien:** Méthodes et modalités par lesquelles les personnes ont été aidées. Cela inclut différentes formes d'interventions basées sur des transferts monétaires, des distributions en nature de divers articles d'abri et de ménage, ainsi qu'un large éventail d'autres méthodes de soutien.





RESOURCES ADDITIONNELLES

- Action Aid (2024) [Transforming Disaster Response: Women-Led Solutions in Asia and the Pacific](#)
- Global Protection Cluster/GBV AoR (2021): [Climate Change and Gender-based Violence: What are the Links](#)
- IFRC (2022) [From Grey to Green Infrastructure: What are the opportunities and challenges of using green and grey infrastructure to increase flood resilience?](#)
- Practical Action (2019) [Gender Transformative Early Warning Systems: Experiences from Nepal and Peru](#)
- Practical Action (2021) [Building flood resilience in vulnerable communities](#)
- [Sendai Framework for Disaster Risk Reduction, 2015-2030](#)
- The Flood Alliance (2019) [The Flood Resilience Measurement for Communities \(FRMC\)](#)
- UN Habitat: [City Resilience Global Program](#)
- UNDRR (2019) [Flood hazard and risk assessment](#)
- UNDRR (2019) [Words into Action guidelines: Implementation guide for local disaster risk reduction and resilience strategies](#)
- UNDRR (2021) [Scaling up Disaster Risk Reduction in Humanitarian Action 2.0](#)
- UNDRR [Words into Action Guidelines](#)
- UNHCR (2023) [Flood Risk in Human Settlement: Compendium of Flood Risk Mitigation Measures](#)
- WMO [Association Program on Flood Management](#)
- World Bank (2015) [Safer homes, stronger communities : a handbook for reconstruction after natural disaster : Safer homes, stronger communities : a handbook for reconstructing after natural disasters](#)
- [World Bank Global Program for Resilient Housing](#)
- WWF (2017) [Natural and Nature-Based Flood Management: A Green Guide](#)
- [Zurich Climate Resilience Alliance: Flood Resilience Portal](#)

Cher lecteur, si vous connaissez d'autres ressources pertinentes à ajouter à cette page, veuillez contacter shelterprojects@sheltercluster.org, et nous mettrons à jour la section en conséquence. Un grand merci !

NOTES DE FIN

- Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan 2010 Floods](#)
- Shelter Projects (2017) [GBV Mainstreaming for Good Shelter Programming](#)
- [Number of recorded natural disaster events 1900-2023 \(floods\).](#)
- [Decadal average: Death rates from natural disasters.](#)
- UNDRR (2022) [Implementing the Sendai Framework. UNDRR Focus Areas: disaster risk reduction in practice.](#)
- [IOM Appeals for USD 133 million to help hundreds of thousands affected in Yemen floods.](#)
- [“Dramatic images show the first floods in the Sahara in half a century” Guardian \(11/10/2024\)](#)
- WMO (2024) [El Niño/La Niña August Update](#)
- UN Climate Coordinator (2024) [El Niño/La Niña September Update – Issue 5](#)
- WMO (2024) [Global temperature is likely to exceed 1.5°C above pre-industrial level temporarily in next 5 years](#)
- World Economic Forum (2022). [Flood risk affects over a billion people. Climate change could make it worse. Flood risk: How is it affecting people around the globe? | World Economic Forum \(weforum.org\).](#)
- IDMC (2024). [GRID 2023: Internal displacement and food security. IDMC GRID 2023 Global Report on Internal Displacement LR.pdf \(internal-displacement.org\)](#)
- Britannica (2010) [Pakistan Floods of 2010](#)
- <https://www.impact-initiatives.org/what-we-do/news/informed-decision-making-in-urban-crises-can-area-based-data-make-a-difference/> Accessed 3 June 2019
- Parrack C, Flinn B, Passey M, (2014) *‘Getting the Message Across for Safer Self-Recovery in Post-Disaster Shelter’ Open House International.*
- Shelter Projects 8th edition (2021) [A.9 Paraguay 2019-2020 Floods](#)
- 1 [UNDRR \(2022\) Implementing the Sendai Framework. UNDRR Focus Areas: disaster risk reduction in practice. | World Economic Forum \(weforum.org\)](#)
- 2 [Oxfam \(2024\) In the ten worst-hit countries, increasing floods and drought forced people to flee 8 million times last year – over twice that of a decade ago.](#)
- 3 [World Economic Forum \(2022\). Flood risk affects over a billion people. Climate change could make it worse. Flood risk: How is it affecting people around the globe? | World Economic Forum \(weforum.org\)](#)
- 4 https://www.climatecentre.org/wp-content/uploads/RCCC-TEG-CRM-Key-Findings-Related-to-losses-and-damage_WIM-ExCom-V3.pdf
- 5 [Global Protection Cluster/GBV AoR \(2021\): Climate Change and Gender-based Violence: What are the Links](#)
- 6 Parrack C, Flinn B, Passey M, (2014) *‘Getting the Message Across for Safer Self-Recovery in Post-Disaster Shelter’ Open House International.*
- 7 Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan 2010 Floods](#)
- 8 Shelter Projects (2017) [GBV Mainstreaming for Good Shelter Programming](#)
- 9 [Our World in Data \(2024\). Number of recorded natural disaster events \(floods\). Number of recorded natural disaster events 1900-2023 \(floods\).](#)
- 10 [UNDRR \(2022\) Implementing the Sendai Framework. UNDRR Focus Areas: disaster risk reduction in practice.](#)
- 11 [Oxfam \(2024\) In the ten worst-hit countries, increasing floods and drought forced people to flee 8 million times last year – over twice that of a decade ago.](#)
- 12 [Our World in Data \(2024\). Decadal average: Death rates from natural disasters. Decadal average: Death rates from natural disasters.](#)
- 13 [UNDRR \(2022\) Implementing the Sendai Framework. UNDRR Focus Areas: disaster risk reduction in practice.](#)
- 14 [Our World in Data \(2024\). Global damage costs from natural disasters. Global damage costs from natural disasters, Flood, 1980 to 2024 \(ourworldindata.org\).](#)
- 15 [IOM \(2024\) IOM Appeals for USD 133 million to help hundreds of thousands affected in Yemen floods.](#)
- 16 [ReliefWeb \(2024\) Unprecedented Flooding in Brazil leave millions affected and hundreds of thousands displaced.](#)
- 17 [ReliefWeb \(2024\): Typhoon Gaemi – Jul 2024](#)
- 18 [“Dramatic images show the first floods in the Sahara in half a century” Guardian \(11/10/2024\)](#)
- 19 [WMO \(2024\) El Niño/La Niña August Update](#)
- 20 [UN Climate Coordinator \(2024\) El Niño/La Niña September Update – Issue 5](#)
- 21 [WMO \(2024\) Global temperature is likely to exceed 1.5°C above pre-industrial level temporarily in next 5 years](#)
- 22 [World Economic Forum \(2022\). Flood risk affects over a billion people. Climate change could make it worse. Flood risk: How is it affecting people around the globe? | World Economic Forum \(weforum.org\).](#)
- 23 [IDMC \(2024\). GRID 2023: Internal displacement and food security. IDMC GRID 2023 Global Report on Internal Displacement LR.pdf \(internal-displacement.org\)](#)
- 24 [Britannica \(2010\) Pakistan Floods of 2010](#)
- 25 [UN Climate Coordinator \(2024, September – Issue 5\) El Niño La Niña Response](#)
- 26 [ODI Working Paper 532 \(2018\) Informality in urban crisis response](#)
- 27 <https://www.impact-initiatives.org/what-we-do/news/informed-decision-making-in-urban-crises-can-area-based-data-make-a-difference/>

- 28 Climate Centre (2023) [Key findings related to loss and damage from the Working Group II report sixth IPCC assessment of the global climate](#)
- 29 Global Shelter Cluster (2024) [Shelter Cluster Response](#)
- 30 Parrack C, Flinn B, Passey M, (2014) 'Getting the Message Across for Safer Self-Recovery in Post-Disaster Shelter' Open House International.
- 31 Shelter Projects 8th edition (2021) [A.9 Paraguay 2019-2020 Floods](#)
- 32 Shelter Projects 8th edition (2021) [A.9 Timor Leste](#)
- 33 Shelter Projects 9th edition (2023) [Cambodia 2018-201 Disaster Preparedness](#)
34. Shelter Projects (2021) [Designing Programs that Empower Communities](#)
- 35 Shelter Projects (2011-2012) [Thailand – 2011 – Bangkok Floods](#)
- 36 Shelter Projects 9th edition (2023) [A.20 Timor Leste 2021 Dili Floods](#)
- 37 Shelter Projects 2017-2018 [A.24 Sri Lanka 2017 Floods](#)
- 38 Interview with Sindh Flood Housing Recovery and Reconstruction Platform, 21 September 2024
- 39 Interview with Sindh Flood Housing Recovery and Reconstruction Platform, 21 September 2024
- 40 Shelter Projects 9th edition (2023) [A.27 Syrian Arab Republic 2021-2022/Syrian Crisis](#)
- 41 UNDRR (2024) [Anticipatory Finance: an introductory guide](#), pp. 9-10.
- 42 CARE (2024) [Before the floods: How an early warning is saving lives in Bangladesh](#)
- 43 British Red Cross (2023) [Forecast-based financing helps people prepare for disasters](#)
- 44 CARE (2024) [Before the floods: How an early warning is saving lives in Bangladesh](#)
- 45 ODI Working Paper 547 (2019) [Scaling up early action: Lessons, challenges and future potential in Bangladesh](#), p. 22.
46. Interview with Catholic Relief Services (CRS), 12 September 2014.
- 47 Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan-2010 – Floods – Overview](#)
48. Shelter Projects (2009) [B.6 Haiti - Flooding](#)
49. Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan – 2010 – Floods - Overview](#)
50. Ibid
51. Shelter Projects (2015-2016) [A.16 Benin 2010-2011 Floods](#)
52. Ibid
53. Shelter Projects (2010). [A.22-25 Pakistan](#)
54. Interview with UN Habitat, 24 September 2024.
55. UN Habitat (2022) [COVID-19 and the urban poor in the cities of Ormoc and Tagum in the Philippines](#).
56. Shelter Projects (2021) [A.9 Paraguay 2019-2020 Floods](#)
57. Interview with Catholic Relief Services, 12 September 2024.
58. Interview with Shelter Cluster Yemen, 25 September 2024.
59. Shelter Projects (2011-2012) [A.3 Colombia 2010-2011 Floods](#)
Shelter Projects (2014) [A.18 Pakistan 2010-2014 Floods Overview](#)
60. Ibid
61. Shelter Projects (2010) [A. 21 Pakistan 2010 Floods](#)
62. Shelter Projects (2013-2014) [A.19 Pakistan – Floods \(Village Planning\)](#)
63. ECHO (2024) [Forced Displacement: Refugees, asylum seekers and internally displaced persons \(IDPs\)](#)
64. Shelter Projects (2017-2018) [A.9 South Sudan 2018/Conflict IDPs](#)
65. Shelter Projects (2008) [A.3 Kenya Dadaab 2007 Conflict /Floods](#)
66. Shelter Projects (2021) [A.12 Bangladesh 2019-2020 \(Cox's Bazar\)](#)
67. Shelter Projects (2022) [A.18 Myanmar 2021-2022 Conflict](#)
68. Shelter Projects (2022) [A.9 Nigeria 2021-2022 Conflict](#)
69. Shelter Projects (2015-2016) [A.43 Ukraine 2014-2016 Conflict](#)
70. Shelter Projects (2010) [A. 4-11 Haiti Earthquake](#)
71. Shelter Projects (2013-2014) [A.2 Colombia – 2011 - Floods](#)
72. Shelter Projects (2015-2016) [A.16 Benin 2010-2011 Floods](#)
73. Shelter Projects (2009) [A.31 Vietnam 2009 Typhoons Ketsana and Mirinae](#)
74. Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan – 2010 – Floods Overview](#)
75. Shelter Projects (2010) [A.24 Pakistan 2010 Floods](#)
76. Shelter Projects (2013-2014) [A.2 Colombia – 2011 Floods](#)
77. Interview with Sindh Housing Recovery and Reconstruction Platform (SHRRP), 23 September 2024
78. Interview with Global Shelter Cluster Global Focal Point for the Environment, 12 September 2024.
79. Interview with Global Shelter Cluster Senior Environment Advisor, 12 September 2024.
80. Interview with UNDRR, 13 September 2024.
81. Interview with Dr Aaron Opdyke, Senior Lecturer, Humanitarian Engineering, University of Sydney, 18 September 2024.
82. Interview with Catholic Relief Services, 12 September 2024.
83. Global Shelter Cluster (2024) [Housing, Land and Property Toolkit for Shelter & Settlements Practitioners](#)
84. Shelter Projects (2013-2014) [B.3 Security of Tenure](#)

85. Shelter Projects (2015-2016) [A.16 Benin 2011 Floods](#)
86. Shelter Projects (2017-2018) [A.19 Nepal 2017 Floods](#)
87. Shelter Projects (2019-2021) [A.23 Syria Conflict Overview 2019-2021](#)
88. Shelter Projects (2010) [A.22-25 Pakistan 2010 Floods](#)
89. Shelter Projects (2017-2018) [A.19 Nepal Floods 2017](#)
90. Shelter Projects (2017-2018) [A.22 Philippines 2018](#)
92. UN Climate Coordinator (2024, September – Issue 5) [El Niño La Niña Response](#)
93. Global Protection Cluster/GBV AoR (2021): [Climate Change and Gender-based Violence: What are the Links](#)
94. Interview with CARE Bangladesh, 25 September 2024.
95. Shelter Projects (2017) [GBV Mainstreaming for Good Shelter Programming](#)
96. Shelter Projects (2021) [A.20 Timor Leste 2021 Dili Floods](#)
97. Shelter Projects (2017) [GBV Mainstreaming for Good Shelter Programming](#)
98. Shelter Projects (2015-2016) [A.16 Benin 2011 Floods](#)



Cette brochure est une compilation d'études de cas sur des projets d'abris et d'installations dans des contextes spécifiques d'inondations, rassemblées au cours de deux décennies d'éditions de *Shelter Projects*.

Inondations met en avant l'expertise du secteur de l'abri en matière de réponse aux inondations, de reconstruction et de réduction des risques au cours des vingt dernières années. Ce rapport s'appuie sur plus de 60 études de cas et analyses de projets d'abris menés dans 26 pays, ainsi que sur 15 entretiens avec des acteurs clés.

Cette brochure vise à soutenir l'apprentissage en mettant en évidence les leçons apprises, les tendances, les bonnes pratiques et les lacunes identifiées dans la bibliothèque publiée par *Shelter Projects*. Il propose également des recommandations pour le secteur et ses principaux partenaires.

Les études de cas ont été rédigées par des praticiens, et le public cible comprend les responsables humanitaires ainsi que le personnel des programmes d'hébergement des organisations locales, nationales et internationales, à tous les niveaux d'expérience. *Shelter Projects* constitue également une ressource précieuse à des fins de plaidoyer, en mettant en avant le travail réalisé par le secteur, ainsi que pour la recherche universitaire et les activités de renforcement des capacités. Toutes les études de cas et analyses contenues dans cette brochure, ainsi que dans toutes les éditions de *Shelter Projects*, sont accessibles en ligne à l'adresse suivante :

www.shelterprojects.org

